

# GÉOPOLITIQUE DE LA CHINE

Pierre Haski

**40 fiches illustrées**  
pour comprendre le monde

Collection dirigée par Pascal Boniface

EYROLLES



## REPÈRES ET CLÉS POUR DÉCRYPTER L'ACTUALITÉ

Quelle est la stratégie politique et économique de la Chine ? Comment évolue son régime ? Quelles relations avec le reste du monde ? Ces questions traversent l'histoire contemporaine et resurgissent au fil de l'actualité. Des clichés à la réalité, cet ouvrage nous parle de lieux, de faits et de chiffres pour nous aider à y voir plus clair. Spécialiste incontesté, l'auteur propose 40 fiches documentées pour cerner les enjeux et les défis de la région. L'ensemble est illustré de cartes, graphiques et tableaux.

**PIERRE HASKI**, est journaliste, successivement à l'agence France-Presse et à Libération, avant de cofonder le site d'informations Rue89. Il a été correspondant à Johannesburg, à Jérusalem et à Pékin. Il est aujourd'hui chroniqueur pour les questions internationales à *L'Obs*, et, depuis juin 2017, président de Reporters sans frontières. Il est l'auteur de plusieurs livres dont *Cinq ans en Chine* (Les Arènes) et *Le sang de la Chine* (Grasset).



**Pierre Haski**

**GÉOPOLITIQUE  
DE LA CHINE**

**40 fiches illustrées**  
pour comprendre le monde

Collection dirigée par Pascal Boniface

**EYROLLES**

The logo for Eyrolles, featuring the word "EYROLLES" in a bold, sans-serif font. Below the text is a horizontal line with a small yellow circle in the center.

**Attention** : la version originale de cet ebook est en couleur, lire ce livre numérique sur un support de lecture noir et blanc peut en réduire la pertinence et la compréhension.

Éditions Eyrolles  
61, bd Saint Germain  
75240 Paris Cedex 05  
[www.editions-eyrolles.com](http://www.editions-eyrolles.com)

Création de maquette et mise en pages : Claire Fauvain  
Réalisation des cartes : Légendes Cartographie

© Éditions Eyrolles 2018  
ISBN : 978-2-212-56874-5

Dépôt légal : septembre 2018  
Imprimé en Italie par D'Auria Printing

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans l'autorisation de l'Éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

## **INTRODUCTION**

### **PARTIE 1 LES 10 PRINCIPAUX ÉCLAIRAGES**

**FICHE 1 REDEVENIR L'EMPIRE DU MILIEU**

**FICHE 2 OUBLIER LE « SIÈCLE D'HUMILIATION »**

**FICHE 3 LA LONGUE MARCHÉ DE LA MODERNITÉ CHINOISE**

**FICHE 4 CONFUCIUS, HIER ET AUJOURD'HUI**

**FICHE 5 LE PARTI COMMUNISTE SANS MAO**

**FICHE 6 LE CULTÉ DU PRÉSIDENT XI JINPING**

**FICHE 7 L'ESSOR DE LA CLASSE MOYENNE**

**FICHE 8 LE CANCER DE LA CORRUPTION**

**FICHE 9 LES DROITS DE L'HOMME EN JACHÈRE**

**FICHE 10 LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE**

### **PARTIE 2 LES 10 PRINCIPAUX DÉFIS**

**FICHE 11 L'ENVIRONNEMENT SACRIFIÉ**

**FICHE 12 CHANGEMENT DE MODÈLE ÉCONOMIQUE**

**FICHE 13 MAÎTRISER L'URBANISATION**

**FICHE 14 CONTRÔLER INTERNET**

**FICHE 15 DÉMOGRAPHIE EN BERNE**

**FICHE 16 L'ESSOR RELIGIEUX**

**FICHE 17 INDOMPTABLE TIBET**

**FICHE 18 MENACES AU XINJIANG**

**FICHE 19 HONG KONG LA FRONDEUSE**

**FICHE 20 TAÏWAN : UNE OU PLUSIEURS CHINES ?**

### **PARTIE 3 LES 10 PRINCIPAUX ENJEUX GÉOPOLITIQUES**

**FICHE 21 QUEL RÔLE INTERNATIONAL POUR LA CHINE ?**

**FICHE 22 AVEC LES ÉTATS-UNIS, LA RELATION-CLÉ DU XXIE SIÈCLE**

**FICHE 23 FACE-À-FACE TENDU EN MER DE CHINE**

**FICHE 24 L'INDE, L'« AUTRE » GÉANT D'ASIE**

**FICHE 25 L'HEURE DE LA CHINAFRIQUE**

**FICHE 26 UN « AMOUR » AMBIGU AVEC LA RUSSIE**

**FICHE 27 L'HINTERLAND D'ASIE CENTRALE**

**FICHE 28 QUELLES RELATIONS AVEC L'EUROPE ?**

**FICHE 29 L'OBSSESSION DES MATIÈRES PREMIÈRES**

**FICHE 30 OBJECTIF ARCTIQUE**

## **PARTIE 4 LES 10 PRINCIPAUX LEVIERS D'ACTION**

**FICHE 31 LE « CONSENSUS DE PÉKIN »**

**FICHE 32 LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE**

**FICHE 33 L'ARMÉE CHINOISE : COMBIEN DE DIVISIONS ?**

**FICHE 34 LA CHINE PRÊTE POUR LE CYBERESPACE**

**FICHE 35 L'ESPACE, NOUVELLE FRONTIÈRE CHINOISE**

**FICHE 36 L'HEURE DES MULTINATIONALES CHINOISES**

**FICHE 37 DU SOFT POWER AU SHARP POWER**

**FICHE 38 LA BATAILLE MÉDIATIQUE**

**FICHE 39 L'ATOUT DE LA DIASPORA**

**FICHE 40 LA TENTATION NATIONALISTE**

## **NOTES**

## **BIBLIOGRAPHIE**

## **INDEX**

## **TABLE DES ILLUSTRATIONS ET SOURCES**

# INTRODUCTION

Dans les premières années du  $\text{xxi}^{\text{e}}$  siècle, la Chine était encore considérée comme « l'usine du monde », un pays de bas salaires où les grandes entreprises du monde occidental délocalisaient leur production de masse. Au milieu des années 2010, il devenait évident que la Chine avait changé d'échelle et d'ambition, qu'elle était en route pour devenir la première puissance économique mondiale, détrônant à terme les États-Unis.

Ce phénomène a une portée littéralement historique. L'essor ou le déclin de grandes puissances est suffisamment rare dans l'histoire pour être noté : le  $\text{xviii}^{\text{e}}$  et le  $\text{xix}^{\text{e}}$  siècle ont été « européens » ; le  $\text{xx}^{\text{e}}$  siècle « américain » mais marqué par la rivalité de la guerre froide avec l'« autre » superpuissance, l'Union soviétique, disparue en 1991 ; et le  $\text{xxi}^{\text{e}}$  siècle pourrait donc être « chinois ».

Ainsi, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, une puissance non occidentale arrive au premier rang mondial<sup>1</sup>. Si on prend pour référence le temps plus long, évidemment, la Chine retrouverait ainsi la place centrale qu'elle occupait jusqu'à son déclin à partir du  $\text{xviii}^{\text{e}}$  siècle, et surtout du  $\text{xix}^{\text{e}}$  siècle et du « choc » avec les Européens, celle de l'« Empire du milieu », plus ancien État et civilisation au monde encore en place, puissance de premier plan.

Comment un pays encore considéré dans la première moitié du  $\text{xx}^{\text{e}}$  siècle comme « l'homme malade de l'Asie » a-t-il réussi ce tour de force de se sortir du sous-développement et de gravir tous les échelons du développement et de l'innovation technologique ? Quelles sont les conséquences de cette irruption de la Chine au premier plan sur la gouvernance mondiale, sur ses rapports avec son environnement immédiat, l'Asie, ou plus lointain, l'Europe, l'Afrique, l'Amérique ?...

Pour répondre à ces questions qui façonneront notre siècle, il faut comprendre les forces et les faiblesses du nouveau géant planétaire. Il faut replonger dans les ressorts de sa transformation, en comprendre les atouts indéniables et les fragilités qui pourraient compromettre, ou au moins limiter, la portée de cette ascension. Enfin, il faut analyser les interactions de la possible superpuissance avec le reste du monde, qui ne sait pas encore trop bien comment se comporter avec elle.

En janvier 2018, les États-Unis de l'ère Trump ont révisé leur analyse et estimé que « la concurrence stratégique entre États, et pas le terrorisme, constitue désormais la principale inquiétude pour la sécurité des États-Unis ». Et de désigner la Chine et la Russie parmi les principaux rivaux stratégiques des États-Unis, reprenant par bien des aspects le vocabulaire et les analyses hérités de la guerre froide.

Pourtant, la Chine des années 2010 n'est pas l'Union soviétique d'hier. Elle n'est pas porteuse d'une idéologie à vocation mondiale, même si elle commence à s'ériger en « modèle » de gouvernance autoritaire ; sa place dans la mondialisation économique est sans commune mesure avec l'isolement et la relative autarcie du monde socialiste d'alors ; ses dirigeants ont un discours multilatéral, pas toujours en conformité avec leurs actes, mais à l'opposé de la posture « bloc contre bloc » de la guerre froide.

Malgré ces réserves, l'essor de la Chine provoque une crispation chez tous ses partenaires, partagés entre le désir d'échanger et d'interagir avec le nouveau géant mondial, et les craintes suscitées par l'irruption d'un mastodonte qui change les règles du jeu international, et qui, s'il ne se comporte pas en « impérialiste » à l'ancienne, n'hésite pas à pratiquer le fait accompli, par exemple en mer de Chine méridionale, ou à « vassaliser » ses partenaires.

C'est d'autant plus le cas que le reste du monde se « réveille » avec une Chine transformée : non seulement un géant économique, mais aussi puissance technologique aux tout premiers rangs dans les disciplines d'avenir comme l'intelligence artificielle ou les biotechnologies ; puissance dotée d'un projet politique ambitieux, les nouvelles « routes de la soie » qui projettent les investissements et les entreprises chinoises dans le monde entier, forgeant des alliances et un « clientélisme » à une échelle jamais vue auparavant ; enfin, un leader incontesté, Xi Jinping, qui concentre, depuis 2012, les pouvoirs les plus étendus depuis le « règne » de Mao Zedong.

Cette appréhension – logique quand l'ordre mondial change aussi radicalement qu'en ce début de siècle, après une période, assez brève, où il n'y avait plus qu'une seule « hyperpuissance », les États-Unis – est porteuse de dangers. Un auteur américain a remis au goût du jour le « piège de Thucydide », un concept ancien remontant à la Grèce antique, portant sur le risque de guerre difficile à éviter entre une puissance émergente ambitieuse et une puissance régnante, surtout quand celle-ci traverse une période aussi confuse et incertaine que la présidence de Donald Trump.

La Chine du président Xi Jinping est la synthèse de trois éléments :

- le capitalisme, à la fois celui d'un État stratège et gestionnaire, et celui du privé, encouragé mais soumis à l'ultime arbitrage du pouvoir politique ;
- un pouvoir autoritaire qui ne fait aucune concession à une quelconque vision libérale, et a, au contraire, brisé dans l'œuf les tentations d'« occidentalisation » d'une partie de l'élite chinoise ;
- le nationalisme, « carburant » idéologique de substitution, ou en tout cas de complément à un communisme de façade dont on retiendrait surtout la dimension « léniniste », l'organisation et la discipline.

Au cours du xx<sup>e</sup> siècle, cette combinaison a déjà existé et a produit des catastrophes. Ce ne sera pas nécessairement le cas en Chine, mais cela aura une influence sur le reste du monde en raison de la puissance chinoise qui sera peut-être demain la première.

Pour apprendre à vivre avec cette Chine nouvelle, il faut d'abord la connaître. C'est l'objectif de cet ouvrage, sous toutes les facettes de sa géopolitique du xxi<sup>e</sup> siècle.



# **LES 10 PRINCIPAUX** **ÉCLAIRAGES**

---

---

---

La Chine est l'État le plus ancien de la planète. Il ne s'agit pas seulement d'un point d'histoire, c'est un élément structurant de la pensée chinoise, de la façon de voir le monde de ses dirigeants.

Dans son discours<sup>2</sup> au XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois, en octobre 2017, le secrétaire général Xi Jinping a fait référence aux « 5 000 ans d'histoire » chinoise, même si la Chine, telle que nous la connaissons aujourd'hui, s'est véritablement structurée au III<sup>e</sup> siècle avant notre ère, sous la dynastie Qin (221-207 avant J.-C.).

La Chine n'est pas seulement un empire, c'est une civilisation<sup>3</sup> ; la nuance est importante, malgré la rupture de la prise du pouvoir par Mao Zedong en 1949, et celle, plus brutale encore, de la Révolution culturelle lancée en 1966.

Pendant l'essentiel de sa longue histoire, la Chine a été la première puissance mondiale. Par sa taille, sa population – déjà plusieurs dizaines de millions d'habitants au début de notre ère, plus de 100 millions au XVIII<sup>e</sup> siècle, plus de 500 millions au début de la période maoïste –, ses découvertes, ses produits raffinés, les récits des voyageurs, la Chine méritait son appellation d'« Empire du milieu ». Sur les cartes produites en Chine, le pays figurait en effet au centre, et les puissances européennes à la périphérie...

Cet ordre s'est affaibli à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, puis écroulé au début du XX<sup>e</sup> siècle, à la fois pour des raisons internes et des suites du « choc » de la rencontre avec une Europe rendue ambitieuse et agressive par la Révolution industrielle. L'« Empire du milieu » a perdu sa place pendant plus d'un siècle.

Alors qu'il s'apprête, de toute évidence, à la retrouver au XXI<sup>e</sup> siècle, on peut s'interroger sur la nature de son système, sur la part d'héritage de

sa longue civilisation et l'apport contemporain. En d'autres termes, faut-il regarder du côté de Mao Zedong, l'« empereur rouge » du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, ou de Qianlong, le tout-puissant monarque de la dynastie Qing au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, pour comprendre la Chine d'aujourd'hui ?

Il ne suffit en effet pas d'évoquer le « fantôme » de Mao pour comprendre la Chine actuelle : il faut observer le « temps long », plonger dans ses profondeurs historiques millénaires, pour prendre la mesure de ce qui se joue à Zhongnanhai, le siège du pouvoir à Pékin, à deux pas de l'ancienne Cité interdite des empereurs Qing.

Pendant sa longue histoire de trois millénaires, la réalité sociale de la monarchie était conçue comme hiérarchique dans son essence : ce n'est pas la personne individuelle qui constitue la réalité humaine première, mais l'association hiérarchisée de deux personnes – l'association d'un souverain et de son ministre, d'un père et d'un fils, d'un frère aîné et d'un frère cadet, d'un époux et d'une épouse. « L'égalité n'était pas pensable<sup>4</sup>. »

**« Nous n'avons aucune maison en Europe dont l'antiquité soit aussi bien prouvée que celle de l'empire de Chine. »**

***Voltaire, Dictionnaire philosophique***

Le régime chinois actuel repose sur les mêmes bases, et cette référence est tout aussi pertinente quand on observe la Chine de Xi Jinping que celle de Mao Zedong. Cette conception du pouvoir redevient active après un siècle de crise<sup>5</sup>.

Plus d'un chercheur note que les origines de l'État chinois moderne sont à rechercher dans la transformation du programme chinois originel, et non dans son remplacement par un programme occidental<sup>6</sup>. L'intrusion de l'influence occidentale au milieu du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, voire celle du marxisme au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, ne fait que brouiller les pistes, au lieu de faciliter la lecture des lignes de force de l'évolution constitutionnelle chinoise.

Cet héritage n'est pas assumé ouvertement à Pékin, où la légitimité du pouvoir se fait par la filiation avec les « pères fondateurs » de la République populaire, et en particulier avec Mao Zedong malgré ses

« 30 % » de bilan négatif, comme l'a défini le Parti communiste après sa disparition, renonçant à la « démaoïsation » du régime.

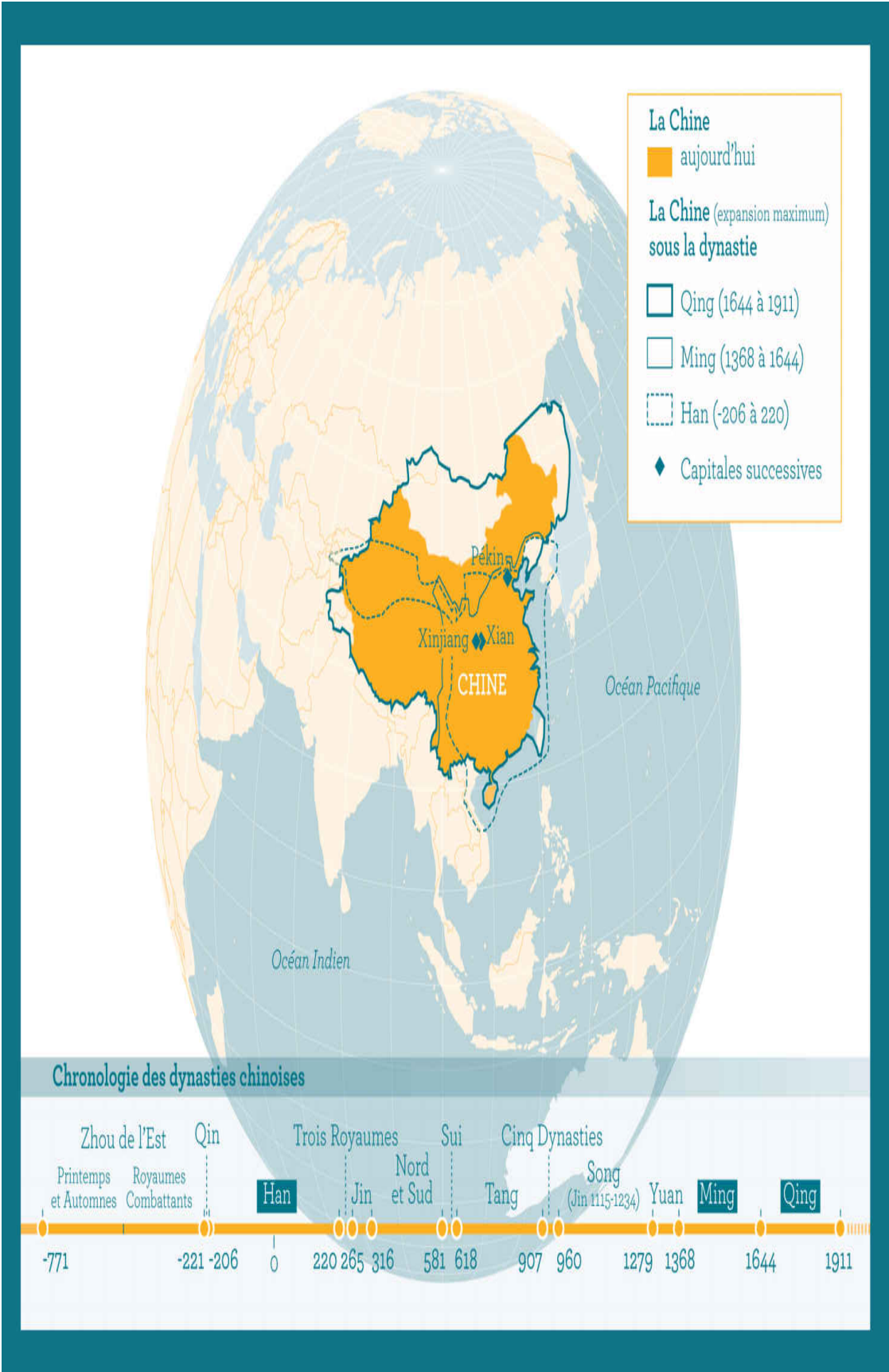
Pour autant, la nature du lien entre le dirigeant suprême et le peuple, la confusion délibérément entretenue entre le Parti et l'État, et la réhabilitation d'éléments-clés civilisationnels comme les préceptes du confucianisme évoquent à s'y méprendre la reproduction de schémas anciens, traditionnels, qui ont façonné la Chine au fil des millénaires.

« La vieille Chine est là pour veiller sur la nouvelle », écrivait en 1998 le sinologue Claude Larre ; pour veiller, aussi, à ce qu'elle retrouve sa juste place, au « milieu ».

# FOCUS

« L'histoire chinoise n'est pas celle d'une suite plus ou moins ininterrompue de dynasties. C'est aussi – et peut-être même avant tout – celle de générations de paysans travaillant leur terre » : le sinologue François Joyaux, en 1994, y voyait le symbole de la continuité historique de la Chine. On perçoit dès lors la véritable rupture que constitue l'exode rural à l'œuvre en Chine, avec déjà plus de 50 % de population urbanisée. D'autres pays, d'autres continents sont passés par là, mais aucun ne l'a fait aussi vite, aussi radicalement que la Chine.

## L'EMPIRE DU MILIEU



---

---

---

L'une des clés de la « renaissance » chinoise actuelle est assurément à trouver dans ce que les Chinois appellent « le siècle d'humiliation ».

Il faut, là encore, se référer au rapport de Xi Jinping au XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois, un texte désormais étudié comme l'évangile dans toute la Chine. Le numéro un chinois y donne sa lecture du passé : « avec une histoire de plus de 5 000 ans, notre nation a créé une splendide civilisation, fait des contributions remarquables à l'humanité, et est devenue l'une des grandes nations du monde. Mais avec la guerre de l'Opium de 1840, la Chine a été plongée dans les ténèbres des troubles intérieurs et de l'agression étrangère ; son peuple, ravagé par la guerre, a vu sa patrie morcelée, et a vécu dans la pauvreté et le désespoir. Avec ténacité et héroïsme, d'innombrables patriotes ont combattu, avançant bien que tout soit contre eux, et ont tout fait pour le salut de la nation. Mais malgré ces efforts, ils furent impuissants à changer la nature de la société de la vieille Chine et le sort du peuple chinois. »

On l'aura compris, ce « narratif » historique fait du Parti communiste, et en particulier de son chef suprême actuel, Xi Jinping, le dépositaire de cette responsabilité de « revitaliser » la nation chinoise et de tourner définitivement la page de ce « siècle d'humiliation ».

Cette dimension est largement sous-estimée en Occident, où l'on est souvent frappé d'amnésie par rapport aux événements visés par ce « récit national » chinois. Les « guerres de l'Opium », provoquées par le Royaume-Uni pour ouvrir les portes commerciales de la Chine, furent conclues par les « traités inégaux » qui contraignirent la Chine à acheter ses surplus d'opium cultivé dans les colonies des Indes, à ouvrir les ports de la côte aux puissances étrangères et à permettre à Londres de s'installer à Hong Kong pour 150 ans.

La seconde guerre de l'Opium (1856-1860) vit la France et la Russie combattre la Chine au côté du Royaume-Uni, et les armées française et britannique arriver jusqu'à Pékin pour le tristement célèbre sac du Palais d'été, Yuanmingyuan. Les armées des deux grandes nations européennes s'y sont livrées à un pillage en règle, emmenant ses trésors et détruisant ce qui ne pouvait être transporté. Qui, en Europe, se souvient de cette sombre page d'histoire, alors que dans l'actuel Palais d'été de Pékin, des plaques commémoratives rappellent à chaque instant le triste fait d'armes des Européens ?

Mais l'agression des puissances étrangères n'explique pas tout. Elle n'explique pas l'affaiblissement progressif de la dynastie Qing, ni la défaite face aux Japonais en 1894 alors que la Chine avait un complexe de supériorité vis-à-vis de cette puissance asiatique sans s'apercevoir qu'elle avait réalisé sa modernisation sous l'ère Meiji (1868-1912).

Les victoires japonaises avaient révélé à l'Europe la « décrépitude », encore insoupçonnée, de l'empire chinois. L'« homme malade » de Pékin se révélait moribond. Pour les observateurs de l'époque, l'Empire mandchou était un autre Empire ottoman dans lequel les puissances allaient, sous le nom de « sphères d'influence », se tailler de véritables zones de protectorat<sup>7</sup>.

Les Chinois espéraient que, avec la fin de la dynastie Qing, en 1912, et la proclamation de la République avec à sa tête Sun Yat-sen, l'intellectuel et homme politique dont la mémoire est encore honorée, l'heure de la modernisation de la Chine avait enfin sonné. Ils durent déchanter, car le pays sombra dans l'anarchie, entre « seigneurs de la guerre », agression japonaise et faillite économique.

Le récit historique du « siècle d'humiliation » fait porter aux seuls « étrangers » – principalement les Occidentaux, mais aussi le Japon et la Russie tsariste –, et à leurs « complices » chinois, la responsabilité des maux de la Chine aux <sup>xix</sup>e et <sup>xx</sup>e siècles. Il occulte largement les drames et les catastrophes qui se sont poursuivis après la prise du pouvoir par le Parti communiste chinois en 1949, les millions de personnes frappées d'ostracisme à vie dans la « campagne anti-droitiers » des années 1950, les millions de morts de faim des conséquences du « Grand Bond en avant » (1958-1960), les victimes de la Révolution culturelle (1966-1976), ou encore celles du massacre de Tian'anmen (1989).

« Nous, Européens, sommes les civilisés et, pour nous, les Chinois sont les barbares. Voilà ce que la civilisation a fait à la barbarie. »

*Victor Hugo, à propos du sac du Palais d'été*

Le contrôle et la réécriture de l'histoire constituent un enjeu capital en Chine, car c'est de la légitimité et de l'autorité des dirigeants actuels du Parti qu'il s'agit. Ils se présentent comme les héritiers d'une histoire sans aspérités, reconnaissant uniquement quelques « erreurs » de parcours sur ce long chemin. Un récit qui donne aux Chinois le sentiment de renouer avec leur grande histoire, conduits par ceux qui ont permis d'en rétablir le cours glorieux.

# FOCUS

Pour justifier ses revendications en mer de Chine méridionale, Pékin avance des cartes anciennes montrant une « ligne à neuf traits » recoupant l'essentiel des zones maritimes contestées. Cet argument n'a pas été jugé recevable par la Cour permanente d'arbitrage de La Haye saisie par les Philippines. Mais il illustre parfaitement la manière dont la Chine utilise le passé, celui qui précède le « siècle d'humiliation » et l'intrusion européenne dans son histoire, pour avancer ses positions contemporaines.

**LES PORTS ET VILLES DE CHINE OUVERTS AUX ÉTRANGERS PAR LES  
« TRAITÉS INÉGAUX »**



---

---

---

C'est l'histoire d'étudiants qui manifestent à Pékin devant la Porte de la Paix céleste, brandissant des banderoles et chantant pour se donner du courage. Mais il ne s'agit pas du printemps 1989 : nous sommes le 4 mai 1919, au centre de la capitale chinoise, et des milliers de jeunes et d'intellectuels manifestent contre un traité signé à des milliers de kilomètres de là, à Versailles.

Le « mouvement du 4 mai », comme il a été baptisé, marque le début d'une page d'histoire en Chine, « un symbole de l'entrée du pays dans la modernité<sup>8</sup> ». La dynastie des Qing est « tombée » sept ans plus tôt, et la République tarde à tenir ses promesses. Mais, surtout, les vainqueurs de la Première Guerre mondiale ont décidé que les territoires allemands du Shandong, y compris le port de Qingdao (Tsingtao), qui a donné son nom à la bière fabriquée sur place par les brasseurs allemands et qui est aujourd'hui connue dans le monde entier, ne reviendrait pas à la Chine, mais au Japon.

Quelque 3 000 étudiants sont furieux et proclament : « Le territoire de la Chine peut être conquis, mais il ne peut être donné. Les Chinois peuvent être tués, mais ils ne veulent pas être soumis ! Notre pays risque sa perte ! Citoyens, mobilisez-vous ! » Le mot d'ordre est d'abord nationaliste et patriotique, mais ces étudiants progressistes représentent également une réaction contre tout ce qui, selon eux, freine le développement de la Chine : le conservatisme et les traditions. Pour leur tourner le dos, ils estimaient que la Chine devait accueillir « Madame la Science » et « Madame la Démocratie », selon la formule de l'intellectuel Chen Duxiu, qui rejoindra plus tard le tout nouveau Parti communiste chinois. Toutefois, certains intellectuels, comme Liang Qichao (1873-1929), qui se trouvait à Paris en 1918 et 1919, ont déjà

un point de vue dépité sur l'hypocrisie du « modèle » occidental qu'ils ont vu de près lors de leurs voyages.

« Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent. »

*En 1957, Mao Zedong lance ce slogan pour libérer la parole puis la réprimer.*

Un siècle plus tard, la Chine a assurément épousé la science, mais elle n'a toujours pas emprunté le chemin de la démocratie, malgré plusieurs rendez-vous ratés avec sa propre histoire. Ses dirigeants actuels estiment même qu'elle peut s'en passer, au profit de ce que l'on peut qualifier, sans risque d'être contredit, de modernisation autoritaire.

La modernité dont se réclamaient les étudiants de 1919 a en effet pris l'allure d'une « ombre chinoise », insaisissable, voire même indéfinissable. Tout au long de sa tumultueuse histoire au <sup>xx</sup>e siècle, la Chine a cherché cette modernité qui lui faisait défaut, à la fois pour laver les « humiliations » du siècle précédent et pour revenir au premier plan des nations développées alors qu'elle était considérée comme « l'homme malade » de l'Asie.

Dans cette quête de modernité, déçue par les appétits impérialistes des Européens, une partie des intellectuels du « 4 mai » épouse les thèses communistes et leur message d'émancipation. Elle rejoint le Parti fondé deux ans plus tard dans une maison de la Concession française de Shanghai, en présence de deux représentants du Komintern, la « centrale » du communisme international à Moscou. C'est ce parti qui, depuis près de sept décennies, conduit la quête de modernité chinoise, réussissant son décollage économique sans faire de réelle concession politique.

En 1978, Deng Xiaoping, le successeur de Mao Zedong à la tête de la Chine, avait énoncé les « quatre modernisations » que devait viser le pays : l'industrie, l'agriculture, la science et la technologie, et enfin la défense nationale. Aussitôt, un *dazibao* (affiche murale) était placardé sur le « Mur de la démocratie » à Pékin, réclamant une « cinquième modernisation » : la démocratisation. Elle était signée par Wei Jingsheng, un ancien garde rouge devenu dissident, qui le paiera d'années de prison puis d'un exil sans retour.

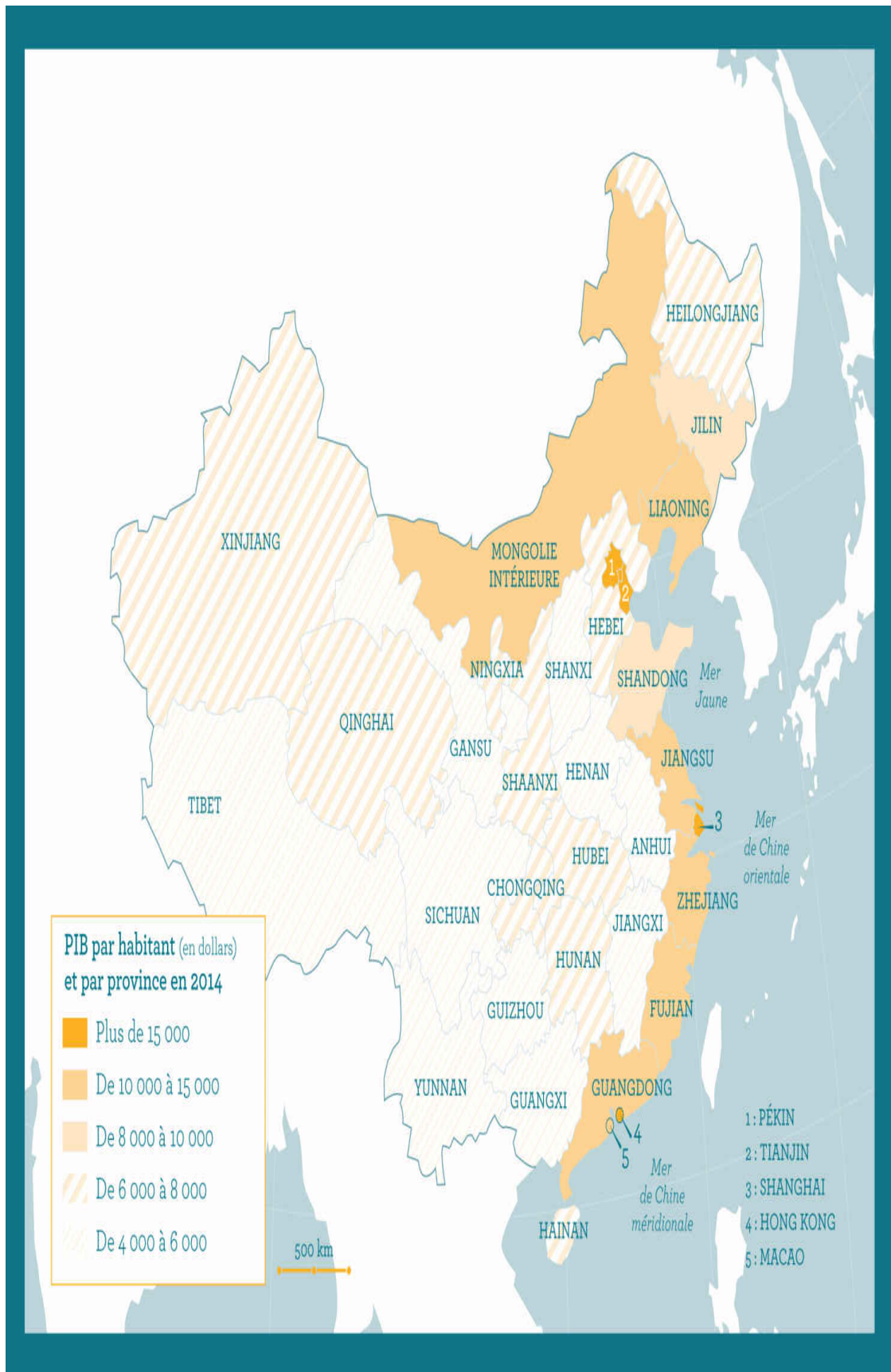
Elle ressurgira en 1989 sous la forme d'une statue de la Liberté en carton-pâte sur la place Tian'anmen, écrasée par les chars. Puis encore une fois dans la « Charte 08 », le manifeste pour une Chine démocratisée qui vaudra à son auteur, Liu Xiaobo, la prison jusqu'à sa mort en 2017.

À chaque fois, les dirigeants du PCC ont écrasé les velléités démocratiques qui n'ont jamais mis en péril son projet autoritaire. Pour autant, qui peut dire que, un siècle après le 4 mai, « Madame Démocratie » a dit son dernier mot ?

# FOCUS

Au régime de Pékin qui veut donner sa propre définition du mot « démocratie », sa rivale, Taïwan, apporte la preuve que la démocratie n'est pas nécessairement étrangère au monde chinois. Depuis sa démocratisation, Taïwan a connu trois alternances à la suite d'élections, dispose d'une presse libre, n'a aucun prisonnier politique et respecte la liberté religieuse. Certes, sur 24 millions d'habitants et pas 1,3 milliard, mais les partisans de la démocratie en Chine y voient un précédent qui nie toute approche culturaliste.

## LES DISPARITÉS RÉGIONALES EN CHINE



---

---

---

En 2013, peu de temps après avoir été nommé numéro un du Parti communiste chinois, Xi Jinping s'est rendu à Qufu, la ville où naquit Confucius 2 500 ans plus tôt, dans la province du Shandong. Le leader chinois a paraphrasé le sage en déclarant : « Un État sans vertu ne peut pas prospérer ; une personne sans vertu ne peut pas prospérer. »

Pour saisir le caractère extraordinaire d'une telle visite et de telles références, il faut remonter plusieurs décennies auparavant, à l'époque de Mao Zedong. En 1973, le Grand Timonier et sa femme Jian Qing avaient lancé une grande campagne de critique contre « Maître Kong », le nom chinois de Confucius, associé à Lin Biao, le dauphin de Mao qui venait de le trahir. « Pi Lin Pi Kong » (« Contre Lin, Contre Kong »), hurlaient les foules de fidèles de Mao... Selon les maoïstes, la politique confucéenne aurait fondamentalement consisté en une entreprise de restauration des anciennes classes dirigeantes<sup>9</sup>.

Mao s'inscrivait ainsi dans une longue lignée de détracteurs du vieux sage, rendu responsable du « retard » de la Chine par rapport aux puissances occidentales et au Japon. En 1919, les étudiants du « 4 mai » voulaient opposer à Confucius « Madame la Science et Madame la Démocratie ».

Que, quarante ans après « Pi Lin Pi Kong », le digne successeur de Mao que veut être Xi Jinping se rende à Qufu pour vanter les mérites de la morale confucéenne montre à quel point le parti communiste sait naviguer avec souplesse entre continuité et pragmatisme idéologiques. Et tourner le dos, quand il en ressent le besoin, à la tradition moderniste du « 4 mai » dans laquelle il avait coutume de s'inscrire.

Le confucianisme est assurément devenu l'idéologie de substitution, ou de complément, d'un parti communiste qui a de plus en plus de mal à convaincre les masses chinoises du bien-fondé d'un marxisme-

léninisme démonétisé. L'affaiblissement de l'emprise du communisme dans une Chine plus ouverte après la mort de Mao, et aux pratiques économiques de plus en plus ouvertement capitalistes, a rendu nécessaire de puiser à d'autres sources.

À côté d'un « revival » confucianiste authentique, il y a désormais l'instrumentalisation politique : Xi Jinping, plus encore que ses prédécesseurs, a choisi d'exhumer le vieux sage (né en 551 avant J.-C., il est mort en 479 avant J.-C.) pour réhabiliter un code de valeurs traditionnelles tout à fait compatibles, dans la lecture qu'il en fait, avec les nécessités de l'heure. Une réhabilitation aux allures de « hold-up idéologique<sup>10</sup> ».

Mais le pouvoir chinois entend bien canaliser ce renouveau du confucianisme dans le sens d'une interprétation autoritaire, en retenant seulement l'aspect hiérarchique, le respect des aînés, la piété filiale. Selon cette interprétation qui fait consensus hors de Chine, ce néoconfucianisme serait dès lors susceptible d'être opposé à l'universalité des droits de l'homme et à la construction démocratique au nom d'une identité nationale puisée dans les sources autochtones de la civilisation chinoise<sup>11</sup>.

Il faut rappeler que Confucius, selon les historiens, ne fut ni un prophète, ni le fondateur d'une religion, ni même une figure philosophique dans le sens où on l'entend en Occident. De surcroît, il n'a laissé aucun écrit, et, tel Socrate dans le monde grec, ses pensées ne sont connues que par la retranscription de ses propos qu'en ont fait ses disciples dans les *Analectes*, ou *Entretiens*. Il a donc fait l'objet de nombreuses interprétations au fil de l'histoire, au risque d'obscurcir sa pensée au lieu de l'éclairer, voire même de la déformer au gré des objectifs poursuivis.

« Si le prince est juste, irréprochable, le peuple l'imitera et sera bon lui-même. Le peuple imite toujours ce que fait le prince. Ce qu'il ne fait point, comment l'imiterait-il ? »

### *Confucius*

Confucius est donc à la mode en Chine – l'équivalent chinois des Alliances françaises a été nommé « Institut Confucius » –, aussi bien

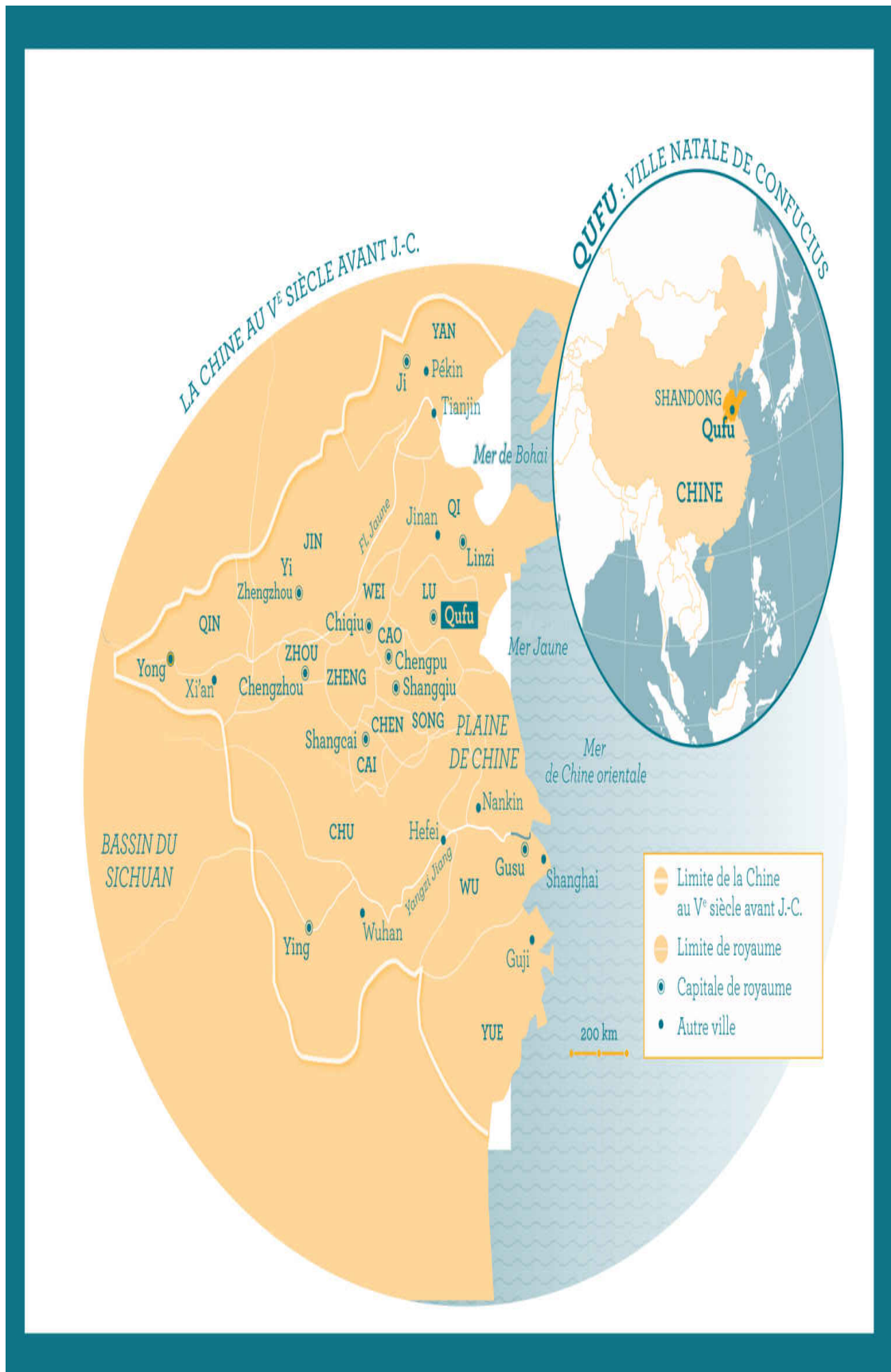
dans les familles qui cherchent à inculquer un code de valeurs traditionnelles à leurs enfants – au point que des écoles confucéennes à l'ancienne ont vu le jour ou que certains couples se marient selon les rites confucéens – qu'au niveau du pouvoir qui cherche à flatter les racines culturelles nationales par opposition à l'universalisme occidental.

Paradoxalement, tout en faisant du confucianisme la véritable religion nationale, ou au moins son code moral, le Parti communiste chinois renforce la formation idéologique de ses cadres et même de toute l'élite. Dans les universités, une mauvaise note en marxisme constitue une tâche dans un dossier, que l'on soit membre du PCC ou pas... Ce grand écart aurait amusé « Maître Kong », lui qui estimait que les intellectuels avaient le devoir moral de critiquer les erreurs des puissants et de s'opposer à leurs abus, y compris au péril de leur vie.

# FOCUS

Avant de passer par Xi Jinping, la réhabilitation de Confucius a d'abord été cathodique. En 2006, une inconnue, Yu Dan, professeure à l'école normale de Pékin, est choisie pour présenter une série télévisée consacrée au vieux sage de Qufu, un choix de programme approuvé en haut lieu. Le succès est au rendez-vous, et Yu Dan le prolonge avec des livres traduits dans le monde entier. Les spécialistes jugent ses ouvrages avec dédain, mais l'histoire retiendra que c'est elle qui a préparé le terrain au retour du confucianisme, s'enrichissant considérablement au passage.

## **QUFU, LA VILLE NATALE DE CONFUCIUS, DANS LA PROVINCE DU SHANDONG**



---

---

---

Le Parti communiste chinois est né le 30 juin 1921, dans une maison de la Concession française de Shanghai. Douze délégués participaient à la réunion, ainsi que deux émissaires du Komintern, l'Internationale communiste basée à Moscou, capitale de la toute nouvelle Union soviétique. Dans le musée installé dans la petite maison de briques rouges où s'est tenue la réunion secrète, on peut voir une représentation de Mao Zedong debout, s'adressant à ses camarades, comme le ferait un leader. Mais le futur fondateur de la République populaire n'était pas encore le chef du Parti et joua un rôle modeste pendant la réunion.

Mao dirige le PCC, de fait, dès 1935, et officiellement à partir de 1945, depuis sa « base rouge » de Yan'an, où il s'était installé à l'issue de la Longue Marche (1934-1935), lorsque l'armée communiste fuyait devant l'avancée du Kuomintang nationaliste, alors au pouvoir.

Vainqueur de la guerre civile qui suivra la guerre antijaponaise, Mao Zedong proclame la fondation de la République populaire de Chine le 1<sup>er</sup> octobre 1949, du haut de la Porte de la Paix céleste qui domine la place Tian'anmen, au centre de Pékin. Près de sept décennies plus tard, le portrait de Mao trône toujours au-dessus du passage conduisant à la Cité interdite.

Mao a dominé l'histoire de la Chine communiste jusqu'à sa mort, le 9 septembre 1976. Après une succession tumultueuse, Deng Xiaoping, une des victimes de la Révolution culturelle, parvient à s'installer au pouvoir et à lancer une politique de « réforme et d'ouverture » plus pragmatique.

C'est à Deng Xiaoping que l'on doit le « verdict » du Parti sur Mao Zedong : « 70 % positif, 30 % négatif », cette deuxième catégorie permettant d'évacuer la responsabilité du PCC dans les catastrophes

que furent le « Grand Bond en avant » et ses millions de morts dans les années 1950, la Révolution culturelle, ou encore la stagnation économique.

Mais Deng Xiaoping décida aussi de conserver le culte de Mao au service de la légitimité historique du Parti communiste, mettant en avant la lutte antijaponaise, la création de la République populaire, l'arme nucléaire et le retour de la Chine sur la scène internationale.

## 87,79 millions

C'est le nombre d'adhérents au Parti communiste chinois en 2017, soit 27 millions de membres supplémentaires en dix ans.

Dans le même temps, Deng, surnommé le « Petit Timonier », à la fois par opposition à Mao qui était le « Grand Timonier » mais aussi en raison de sa petite taille, s'efforça de mettre fin au pouvoir personnel, au culte de la personnalité et aux rivalités de factions qui caractérisaient l'ère maoïste.

Déjà âgé et retiré des affaires courantes, Deng Xiaoping revint sur le devant de la scène lors du mouvement étudiant de la place Tian'anmen, au printemps 1989, la plus grave crise de l'après-Mao. C'est lui qui, encouragé par la faction « dure » du régime, ordonna l'usage de la force pour évacuer les étudiants, le 4 juin 1989, et limogea le secrétaire général, Zhao Ziyang<sup>12</sup>.

Il choisit pour le remplacer le leader du Parti à Shanghai, Jiang Zemin, et désigna le jeune Hu Jintao pour lui succéder dix ans plus tard. Afin d'éviter de recréer la situation qui avait produit les dérives du maoïsme, il limita à deux fois cinq ans le mandat du secrétaire général du Parti, qui est aussi le président de la République et le président de la Commission militaire centrale, et donc chef des armées.

Ce schéma élaboré par Deng Xiaoping a bien fonctionné, en 2002, lors du remplacement de Jiang Zemin par Hu Jintao. Mais la succession de ce dernier a été plus complexe, marquée par une affaire politico-judiciaire étroitement liée à la désignation du futur numéro un : l'arrestation de Bo Xilai, dirigeant du Parti dans la mégapole de

Chongqing et prétendant au poste suprême, dans une affaire de corruption.

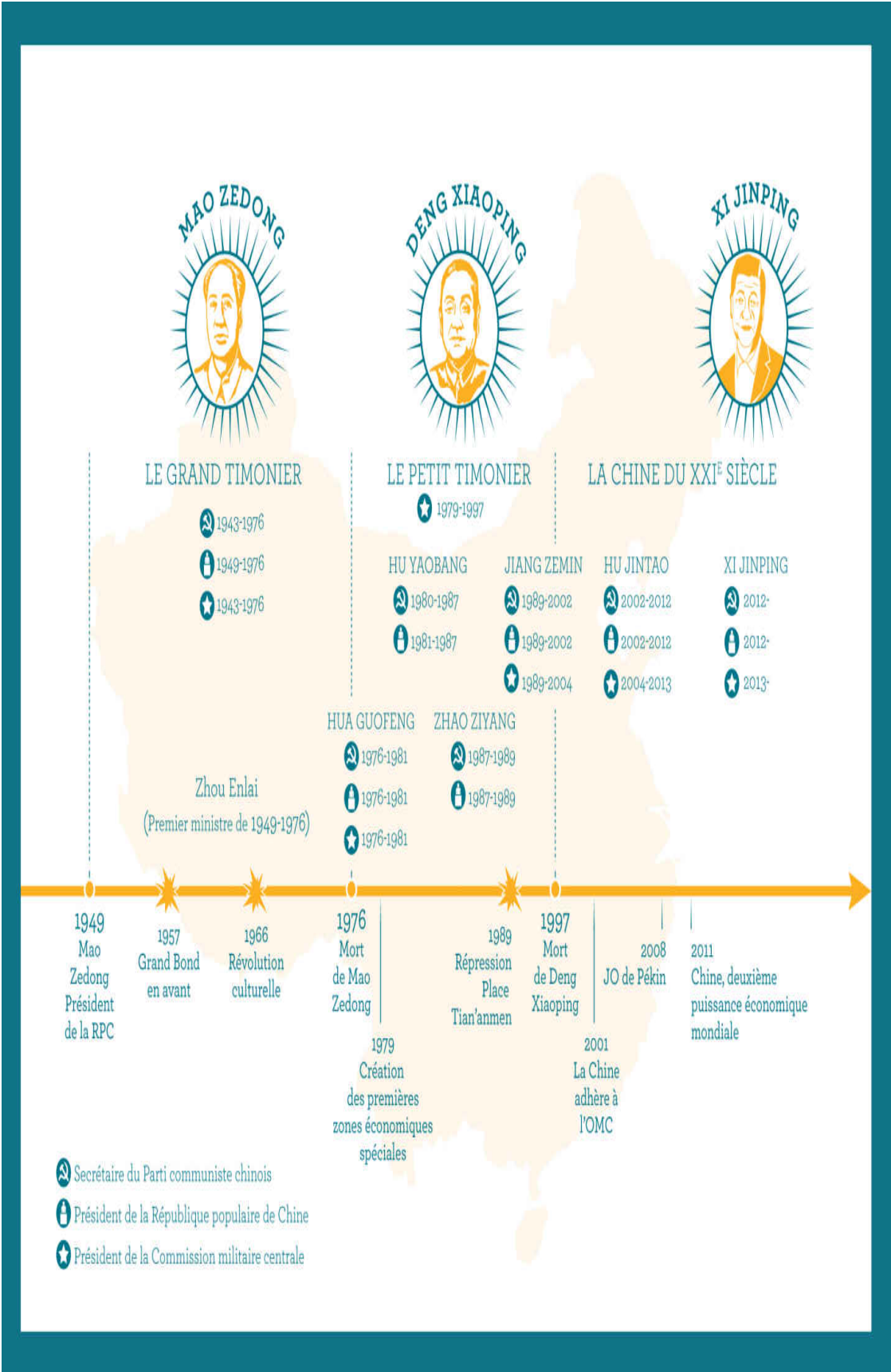
Bo Xilai était le fils d'un proche compagnon de Mao Zedong, Bo Yibo, et s'estimait légitime pour accéder au pouvoir. Mais il trouva sur son chemin un autre « prince rouge », comme on les appelle en Chine : Xi Jinping, fils d'un autre compagnon de Mao, Xi Zhongxun, qui l'emporta et devint numéro un chinois en 2012, reconduit en 2017, au XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti, pour une durée de cinq ans, avant de faire voter la suppression de la limite des deux mandats, signe de son emprise totale sur le pouvoir.

Quatre décennies après sa mort, Mao Zedong continue donc de peser sur la vie du Parti communiste chinois, contrôlant toujours solidement le pouvoir, même si ses lointains successeurs se réclament de lui pour appliquer des politiques qui s'en éloignent considérablement sans le dire. Plus que jamais, Mao reste donc la source de la légitimité du pouvoir, même au prix de sévères contorsions historiques pour faire oublier les terribles zones d'ombre du « Grand Timonier ».

# FOCUS

Du temps de Mao, on les surnommait « les immortels » : les membres du Comité permanent du Bureau politique du Parti communiste chinois sont les vrais détenteurs du pouvoir suprême au sein de la République populaire de Chine, jusqu'à nos jours. La composition du Comité est annoncée à la fin de chaque congrès du Parti, tous les cinq ans, lorsque le secrétaire général entre en scène accompagné des autres membres, dans l'ordre hiérarchique. Ils sont aujourd'hui sept, après avoir été neuf dans le Comité précédent.

## DE MAO À XI



---

---

---

A-t-on sous-estimé Xi Jinping, aussi bien en Chine qu'à l'étranger ? Personne, en effet, n'avait imaginé, à son ascension au sommet en 2012, que le nouveau numéro un deviendrait le dirigeant chinois disposant du plus de pouvoir depuis Mao Zedong. Une stature confirmée au XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois, à l'automne 2017, qui l'a reconduit pour un deuxième mandat de cinq ans, sans lui choisir de successeur comme c'était la pratique depuis deux décennies. La modification de la constitution lui a ensuite permis de rester indéfiniment au pouvoir.

Il faut dire que, lorsqu'il était lui-même dans la position du successeur désigné du président Hu Jintao, il était contraint à un silence prudent, ne laissant rien prévoir de ses intentions une fois parvenu au poste suprême. Seul son âge – 59 ans à son arrivée au pouvoir – et son niveau d'éducation plus élevé avaient suscité des prédictions hasardeuses de réformisme, voire de libéralisme.

Plusieurs caractéristiques permettent d'expliquer l'homme de pouvoir puissant et exclusif que Xi Jinping est devenu lors de son premier quinquennat. Il est d'abord le premier « prince rouge », c'est-à-dire le fils d'un ancien dirigeant de l'ère maoïste, à accéder au poste suprême du Parti, signe que, dans la Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, avoir une « bonne origine de classe », c'est-à-dire paysan, ouvrier ou soldat, n'est plus nécessaire. Son père, Xi Zhongxun, a participé à la Longue Marche dans les années 1930, mythe fondateur de l'épopée maoïste. Cadre important après la fondation de la République populaire, il a toutefois été « purgé » en 1962, accusé de complot « antiparti ». Pendant les quinze années suivantes, il sera emprisonné, marginalisé, persécuté. Deng Xiaoping le réhabilite et en fait un membre du Bureau politique après la mort de Mao.

Son fils Jinping a pour sa part suivi le parcours classique d'un cadre du Parti, franchissant tous les échelons, en poste dans des régions pauvres, construisant son réseau de soutiens et de protections. Le parcours de la méritocratie chinoise doublé d'une ascendance « aristocratique ».

De ce fait, Xi Jinping peut d'abord être défini négativement : il n'est pas, ne sera pas le « Gorbatchev chinois », c'est-à-dire celui qui reformera le système de l'intérieur, au risque de tout faire exploser. Il le doit à son héritage paternel et à son parcours personnel, c'est sa conviction profonde.

**« Les membres du Parti, les cadres doivent croire fermement dans le marxisme et le communisme. »**

### *Xi Jinping*

Parvenu au sommet en 2012, Xi Jinping a surpris par sa concentration du pouvoir, délaissant la collégialité souhaitée par Deng Xiaoping pour rompre avec les dérives du maoïsme. Il centralise tous les lieux de pouvoir, au point d'être surnommé le « Président de tout ».

Le Premier ministre, Li Keqiang, un homme dont Hu Jintao aurait aimé faire son successeur, se trouve marginalisé dans cet exercice du pouvoir, au profit d'hommes d'une loyauté absolue, comme Wang Qishan, responsable de la lutte anti-corruption, puis, à partir de 2018, vice-président.

Enfin, Xi Jinping a déclenché un culte de la personnalité jamais vu depuis l'ère maoïste, parfois infantilisant comme ces dessins animés ou ces airs de rap à la gloire de « Papa Xi et Mama Peng », associant, là encore pour la première fois depuis Mao, l'épouse du Président à sa glorification.

Ce culte de la personnalité a trouvé sa traduction politique dans l'inclusion de la « pensée » de Xi Jinping sur l'« ère nouvelle » dans les statuts du Parti lors du XIX<sup>e</sup> Congrès.

Ce pouvoir absolu s'accompagne de l'élimination de toute contestation, à l'intérieur comme à l'extérieur du Parti, prenant la forme d'un durcissement politique sans précédent depuis plus d'une décennie. La chute de personnalités majeures comme Bo Xilai ou Sun Zhengcai, mais aussi la manière dont Pékin a laissé mourir le prix Nobel de la

paix emprisonné, le dissident Liu Xiaobo, sans céder aux pressions, en sont le reflet.

Xi Jinping aborde donc son deuxième mandat avec des pouvoirs immenses, un parti soudé derrière lui (par crainte ou par conviction), et un pays travaillé au corps par une propagande intense et l'élimination de pans entiers de la société civile et de possibles contre-pouvoirs.

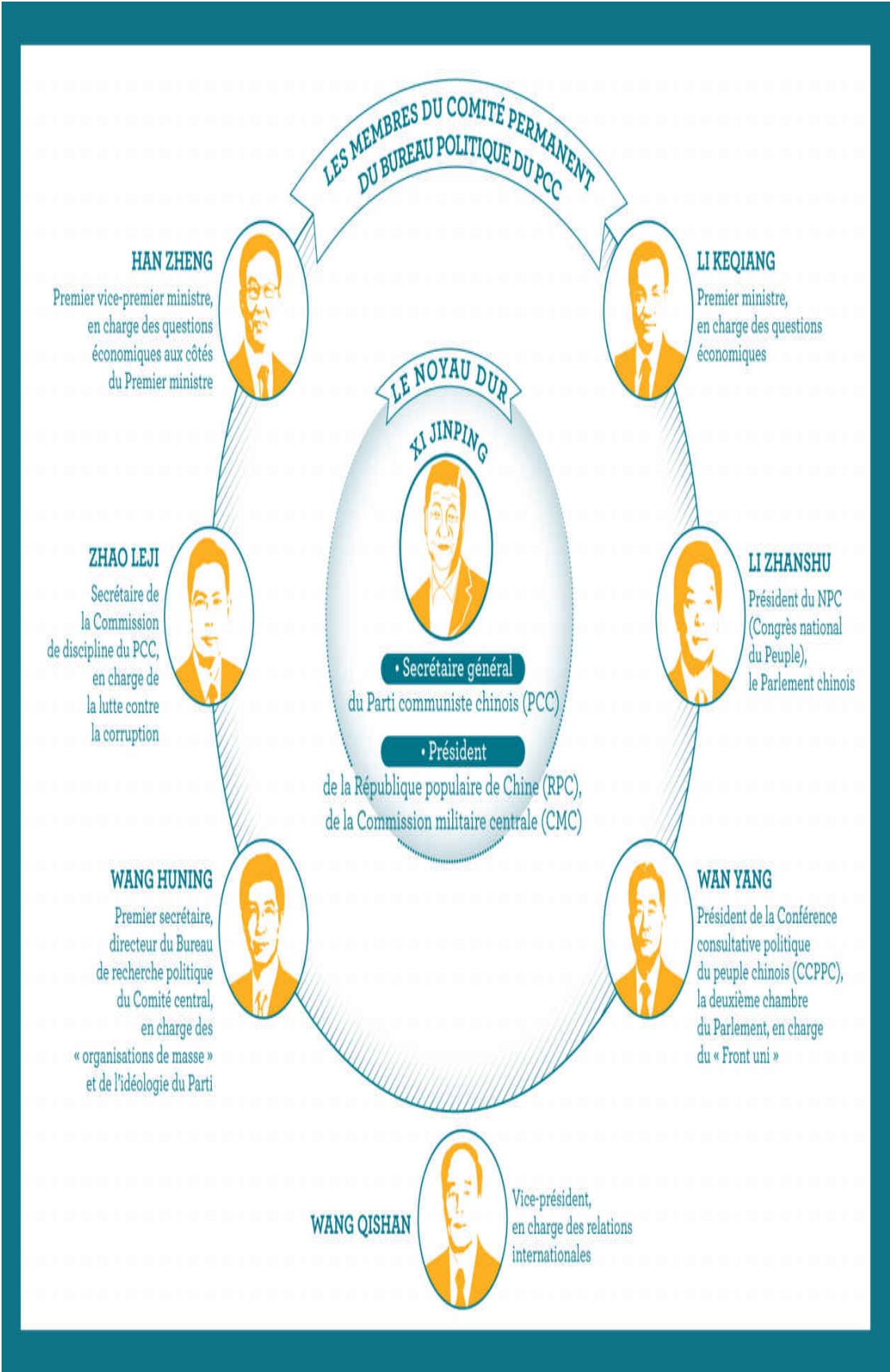
Il utilise ces pouvoirs pour tenter de relever les nombreux défis auxquels doit faire face la Chine à l'intérieur, mais aussi assurer la suprématie chinoise en technologie et dans son environnement international.

Xi Jinping a choisi, pour ce faire, un chemin autoritaire, contredisant les espoirs de ceux qui avaient cru voir en lui un réformateur libéral. Il s'appuie sur le consentement tacite du pays auquel le Parti a apporté la « petite prospérité », et auquel il promet, pour les années qui viennent, jusqu'au centenaire du régime en 2049, un « pays socialiste, moderne, prospère et puissant ». Un « contrat social » qui exige, en retour, de laisser les affaires politiques au Parti.

# FOCUS

Xi Jinping a un atout maître dans la construction de son image : son épouse, Peng Liyuan. La Première dame chinoise est une star, ex-chanteuse vedette de l'armée souvent vue à la télévision. Peng Liyuan est la seconde épouse de Xi Jinping, après un premier mariage arrangé. Elle tranche avec les précédentes épouses de dirigeants, toutes d'origine modeste et restées en retrait de la scène publique. Il faut remonter à... la dernière femme de Mao, la redoutable Jiang Qing, pour trouver une Première dame à la personnalité affirmée.

## LES HUIT HOMMES QUI DIRIGENT LA CHINE



---

---

---

En 1976, à la mort de Mao Zedong, la société chinoise correspondait à la vision qu'en avait le fondateur de la République populaire : égalitaire, collectiviste, avec un rôle central du Parti et de l'État dans toutes les sphères de la vie, y compris privée.

La structure sociale était alors simple. Les citoyens appartenaient à l'une des trois classes reconnues : 1) la paysannerie, largement majoritaire ; 2) la classe ouvrière et les employés, qui forment l'essentiel de la population urbaine ; et 3) la couche intellectuelle. Certains analystes en ajoutent une quatrième : les cadres politiques, l'équivalent de ce qu'on appelait en Union soviétique la *nomenklatura*<sup>13</sup>.

**Après trois décennies de transformation sociale, la Chine est devenue une société inégalitaire : le 1 % le plus riche contrôle un tiers de la richesse du pays.**

Cette structure, héritée de trois décennies de mise en œuvre du projet maoïste, ne survivra pas à son fondateur. La politique dite de « réforme et ouverture », initiée à partir de 1979 par Deng Xiaoping, modifiera en profondeur la société chinoise.

En 2002, tirant les leçons de plus de vingt ans de réformes, l'Académie chinoise des Sciences Sociales (CASS) a publié une étude qui, pour la première fois, tentait de redéfinir la stratification sociale chinoise.

De trois couches sociales, l'Académie est passée à dix, qui prennent en compte les nouvelles réalités, avec l'émergence des entrepreneurs privés, des « cols blancs », ou encore – c'est nouveau en Chine –, des « sans-travail », en d'autres termes des chômeurs, catégorie

impensable à l'époque maoïste mais qui est apparue avec les restructurations industrielles des années 1990 et 2000.

Selon l'Académie, les dix couches sociales de la Chine du début du <sup>xxi</sup>e siècle sont les suivantes :

- les « **dirigeants** » des organes du Parti et de l'administration, qui bénéficient d'avantages considérables ;
- les « **gestionnaires** » des entreprises publiques et du secteur étatique, qui ne sont donc ni propriétaires, ni dirigeants comme la catégorie précédente, mais détiennent eux aussi un pouvoir considérable ;
- les **patrons du secteur privé** ;
- les « **techniciens** », qui sont devenus un rouage essentiel. Pour les chercheurs chinois, ils constituent le groupe le plus stable et le plus représentatif de la classe moyenne ;
- le personnel administratif, les « **cols blancs** », « catégorie "tampon" qui accueille les enfants d'ouvriers et d'employés, mais aussi les enfants des couches supérieures qui ont échoué dans leurs études<sup>14</sup> » ;
- les **entrepreneurs individuels**, travaillant seuls ou avec leurs familles ;
- les **employés du commerce**, première parmi les catégories dites « inférieures », urbanisée ;
- les **travailleurs productifs**, qu'ils soient ouvriers « à l'ancienne », une catégorie de moins en moins nombreuse, ou travailleurs migrants venus de la campagne ;
- les **paysans**, de moins en moins nombreux avec l'exode rural massif que connaît la Chine ;
- les **sans-travail**, chômeurs de diverses catégories.

C'est un bouleversement profond, notamment dû, selon les chercheurs chinois, à l'« écroulement » des barrières institutionnelles à la mobilité sociale qui existaient à l'ère maoïste. En particulier les réformes du *hukou*, ce passeport intérieur qui définit si vous êtes un urbain ou un rural, et le lieu où vous êtes autorisé à résider et à travailler.

Au cœur de ces réflexions, il y a l'émergence d'une classe moyenne chinoise, même si l'expression n'est pas employée dans l'étude de la CASS. C'est le concept le plus discuté au sein des cercles

académiques, politiques et économiques chinois depuis le début des années 2000, celui sur lequel repose une bonne partie des analyses sur l'évolution du système et de la société chinois.

Le PCC a tenu compte de cette évolution sociologique et a fait de la classe moyenne émergente, à laquelle appartiennent environ 15 à 20 % des Chinois, la base sociale de son pouvoir, même si l'orthodoxie idéologique lui commanderait de privilégier la classe ouvrière ou la paysannerie. Jiang Zemin, numéro un chinois de 1989 à 2002, a, le premier, théorisé cette évolution avec son concept des « trois représentativités », estimant que le Parti devait représenter toutes les couches de la population. Il avait ainsi ouvert les portes du PCC aux nouveaux entrepreneurs privés, les capitalistes de la nouvelle Chine.

La classe moyenne est aujourd'hui celle qui a « quelque chose » à perdre dans tout bouleversement politique, et ce sentiment la conduit au « conservatisme politique » et à une quête de stabilité.

Ce faisant, le PCC a réussi à démentir toutes les théories de science politique qui estimaient que l'essor de la classe moyenne allait amener une forte demande de démocratisation et de libéralisation. Cela ne s'est pas produit.

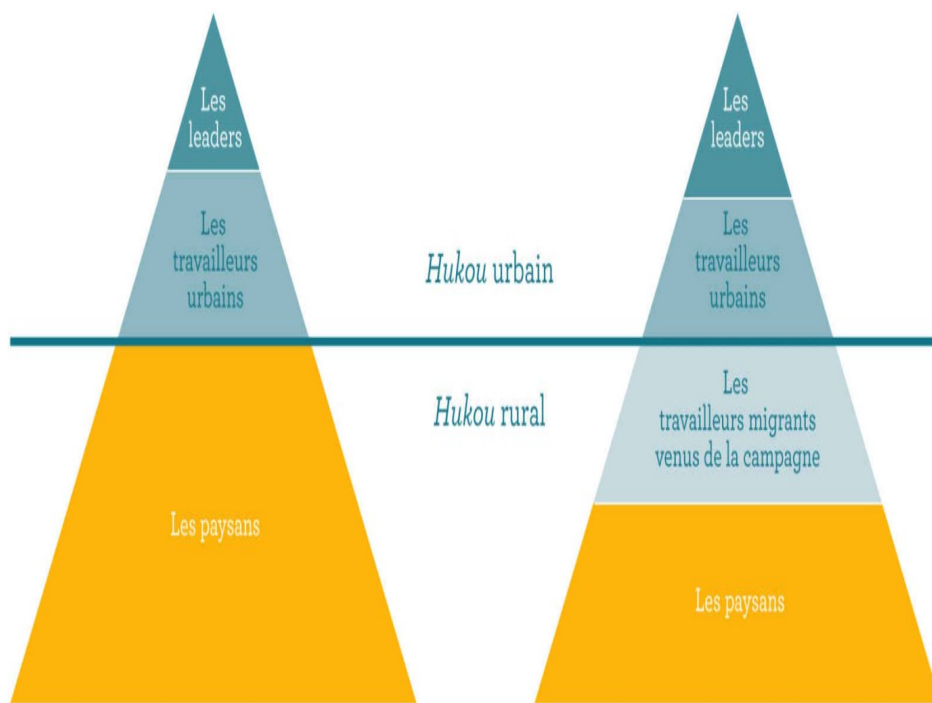
# FOCUS

La Chine s'est fixée pour objectif d'atteindre une « société de petite prospérité » ( *xiaokang* ) d'ici à 2020, c'est-à-dire une société dans laquelle la pauvreté aura été éradiquée, et la classe moyenne sera devenue majoritaire dans le pays. Cet objectif a été réaffirmé par le président Xi Jinping lors du XIX<sup>e</sup> Congrès du PCC en octobre 2017. C'est Deng Xiaoping, le dirigeant de l'« après-Mao », qui a le premier fixé cet objectif, sans toutefois le dater tant il semblait encore lointain au début des années 1980.

## LA STRUCTURE SOCIALE CHINOISE : HIER ET AUJOURD'HUI

## DU TEMPS DE MAO

## AUJOURD'HUI



● Zone urbaine

● Zone rurale

---

---

---

En 2012, dans son dernier message en tant que numéro un chinois, Hu Jintao a lancé une mise en garde : « Si nous échouons à régler la question de la corruption, cela pourrait être fatal pour le Parti. [...] Le Parti tout entier devrait être vigilant et réaliser la complexité et la difficulté à long terme de la lutte contre la corruption, et faire plus d'efforts pour la combattre et mettre en place une administration propre. »

La corruption est l'un des fléaux qui a accompagné l'essor économique de la Chine depuis la fin de l'ère maoïste, un corollaire un temps jugé inévitable du slogan de Deng Xiaoping au début des années 1980 : « Enrichissez-vous ! »

Les cadres du Parti avaient bien entendu le message, profitant de leur position pour monnayer leur autorité, à quelque niveau que ce soit, ou en « plongeant dans la mer », selon l'expression consacrée pour les officiels se lançant dans le secteur privé à la faveur de privatisations arrangées ou dans l'entrepreneuriat. « Il existe dans le pays une dynamique où l'argent sale chasse l'argent propre<sup>15</sup>. »

Depuis une dizaine d'années, le phénomène a atteint la cote d'alerte et a poussé les gouvernants à sévir, ou au moins à donner l'impression de sévir. Le bilan est sévère : plus d'un million de cadres administratifs ou politiques sanctionnés, parfois condamnés à mort et exécutés, y compris au plus haut niveau.

En Chine, il y a des « tigres » et des « mouches ». Les « tigres » sont les personnalités importantes qui « tombent » pour corruption ; les « mouches » sont les fonctionnaires ou cadres intermédiaires du Parti, ceux dont la corruption affecte directement la vie des gens.

Les réseaux sociaux tiennent la chronique des « tigres » et des « mouches » qui chutent, et les détails révélés sont parfois choquants : un enrichissement sans limites, des promotions vendues par un général, des pots-de-vin accompagnant les gros contrats, des comptes et des villas à l'étranger, des maîtresses, etc.

Les personnages les plus puissants ne sont pas épargnés. L'ancien chef de l'appareil de sécurité chinois, Zhou Yankang, membre du Comité permanent du bureau politique du PCC de 2007 à 2012, a ainsi été jugé pour « corruption, abus de pouvoir et divulgation volontaire de secrets d'État ». Ling Jihua, qui fut le principal conseiller de l'ancien président Hu Jintao, a été condamné à la prison à vie en 2016 pour avoir accepté dix millions d'euros de pots-de-vin. L'affaire avait éclaté lorsque son fils avait été découvert carbonisé dans la carcasse d'une Ferrari accidentée à Pékin, avec deux jeunes femmes nues à ses côtés... Le père avait tenté d'étouffer l'affaire. Le général Zhang Yang, un des onze membres de la Commission militaire centrale du Parti, qui supervise les forces armées, s'est suicidé en novembre 2017 après avoir été accusé de corruption.

Les cas sont innombrables. Le plus connu est évidemment celui de Bo Xilai, maire de la mégapole de Chongqing lors de sa chute en 2011, et qui était un prétendant au poste de secrétaire général du Parti. Bo Xilai, fils d'un proche de Mao Zedong à l'époque « héroïque », avait bâti sa réputation sur des positions ultragauches, réhabilitant les méthodes de la Révolution culturelle pour lutter contre la corruption dans sa ville. Mais il est tombé de manière spectaculaire, lorsque son bras droit a tenté de se réfugier au consulat des États-Unis avec des documents compromettants, avant de se rendre aux autorités nationales. Sa femme fut accusée du meurtre d'un Britannique qui gérait leurs affaires privées, et une immense fortune fut révélée, y compris une villa sur la Côte d'Azur. Bo Xilai est en prison pour le reste de ses jours, et sa femme a été condamnée à mort, peine commuée en prison à vie.

## 79<sup>e</sup>

C'est le classement de la Chine dans l'index de la perception de la corruption publié en 2016 par l'ONG Transparency International.

La question qui se pose est de savoir si cette campagne anticorruption est efficace, et si elle est sincère, c'est-à-dire ne servant pas qu'à éliminer des rivaux. Les deux, répond Minxin Pei : « Si on devait effectuer une évaluation, je dirais qu'on a 60 % de raisons politiques, 40 % de raisons liées à la lutte contre la corruption. Par conséquent, cette campagne ne fait que gratter la surface du problème, elle ne s'attaque pas réellement aux causes fondamentales de la corruption<sup>16</sup>. » Des causes structurelles liées au poids de l'État et du Parti dans l'économie.

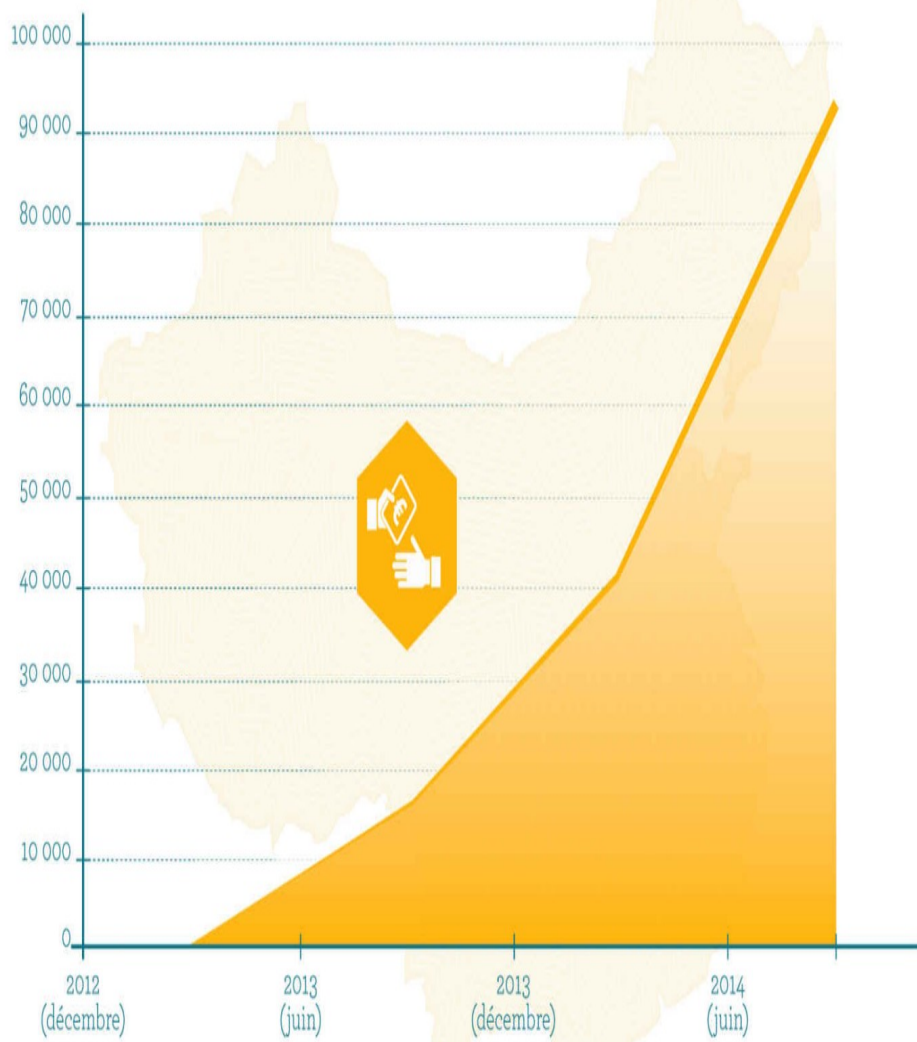
Xi Jinping, dont des proches ont été mis en cause dans les « Panama Papers » révélés dans des enquêtes de la presse internationale en 2016, entend se présenter à l'opinion chinoise comme le « Monsieur Propre » qui éliminera la corruption. Malgré les « tigres » qui tombent, une partie de l'opinion chinoise reste sceptique.

# FOCUS

Pendant son premier mandat, le président Xi Jinping a confié la lutte anticorruption à Wang Qishan, chef de la Commission de discipline du PCC (2012-2017), un « moine communiste » selon ses détracteurs, redouté et efficace dans ses enquêtes. Plus d'une fois, la presse a annoncé sa « disparition », pour le voir ressurgir avec un nouveau « tigre » (haut dirigeant) à son palmarès. Dernier succès en date avant sa « retraite » : Sun Zhengcai, chef du Parti à Chongqing, successeur possible de Xi Jinping, « tombé » à la veille du XIX<sup>e</sup> Congrès du PCC.

**L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ENQUÊTES ANTICORRUPTION APRÈS  
L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE XI JINPING EN 2012**

Nombre d'enquêtes anticorruption



---

---

---

En décembre 2008, un intellectuel chinois, Liu Xiaobo, publie un manifeste en faveur de la démocratie en Chine, initialement signé par quelque 300 personnes avant de recueillir dans les semaines suivantes près de 10 000 noms. Le texte s'intitule « Charte 08 », inspiré par la « Charte 77 » des dissidents tchèques en 1977, autour du dramaturge et futur président, Vaclav Havel.

Mais contrairement à Vaclav Havel, Liu Xiaobo ne sera jamais président. Il est arrêté peu après, accusé d'« activités présumées visant à la subversion et au renversement du système socialiste ». Il est condamné à onze ans de prison.

En 2010, Liu Xiaobo est récompensé du prix Nobel de la paix, distingué pour son « long combat non violent en faveur des droits fondamentaux en Chine ». Emprisonné, il n'est bien sûr pas autorisé à aller à Oslo recevoir son prix, pas plus que sa compagne, la poétesse Liu Xia.

Liu Xiaobo n'ira pas non plus au bout de sa peine. Le 13 juillet 2017, à 61 ans, il meurt d'un cancer du foie, quelques semaines après avoir été autorisé à quitter sa cellule pour un lit d'hôpital. Pékin restera insensible aux appels de gouvernements étrangers à le laisser quitter la Chine pour se faire soigner. Ses cendres sont dispersées en mer aussitôt après son décès, et sa veuve, jamais accusée de quoi que ce soit, reste empêchée de parler ou de quitter la Chine dans les mois suivant sa mort. Elle quitte la Chine pour Berlin en juillet 2018.

Le sort de Liu Xiaobo, un intellectuel déjà plusieurs fois emprisonné par le passé, actif dans le « printemps de Pékin » en 1979, illustre le durcissement du régime chinois après une période de relatif assouplissement.

La question des droits de l'homme est au cœur des interrogations sur l'évolution de la Chine depuis la mort de Mao en 1976 et le début des

« réformes et ouverture » en 1978.

Le 5 décembre 1978, un jeune chinois, Wei Jinsheng, ancien garde rouge pendant la Révolution culturelle, avait affiché son slogan pour une « cinquième modernisation » sur le « mur de la démocratie » près de la place Tian'anmen à Pékin, en écho aux « quatre modernisations » que venait de lancer Deng Xiaoping. Pour Wei Jinsheng, cette « cinquième modernisation » devait inclure la reconnaissance des libertés individuelles et l'instauration de la démocratie.

Wei Jinsheng paiera cher ses convictions. Condamné une première fois à quinze ans de prison en 1979, il sera de nouveau condamné en 1994, avant d'être libéré et expulsé vers les États-Unis en 1997. Il aura passé en tout 18 ans en prison pour ses convictions.

Les années 1980 avaient pourtant été des années de relative ouverture, qui prendront brutalement fin avec la répression sanglante du 4 juin 1989, lorsque l'armée intervient pour chasser les étudiants qui occupent depuis des semaines la place Tian'anmen, à deux pas du siège du pouvoir chinois.

Au début des années 2000, les autorités ne permettent toujours pas le moindre signe d'opposition politique, mais autorisent les prémices d'une société civile. Un mouvement dit des « avocats aux pieds nus » émerge, s'engageant à défendre les populations marginalisées ; des ONG environnementalistes ou en faveur des malades du sida, des associations de consommateurs et des groupes de défense des droits des travailleurs migrants ont vu le jour, donnant à la société chinoise une allure pluraliste.

Cette période a subi un coup d'arrêt avec l'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping en 2012. En juillet 2015, plus de 200 avocats ont ainsi été arrêtés ou convoqués lors de la plus grande opération menée contre ce qui apparaissait comme une avancée de la Chine sur le chemin du « gouvernement par la loi », comme le proclame un slogan du Parti.

**« Le système d'un État de droit socialiste  
spécifiquement chinois a été considérablement  
amélioré, et la conscience publique de cet État de droit  
s'est fortement accrue. »**

## *Xi Jinping*

Deux semaines plus tard, ils avaient presque tous été libérés. Mais les dégâts étaient considérables : plusieurs avocats étaient apparus à la télévision avec des « confessions » sentant bon le temps de la Révolution culturelle ; la plupart devaient leur libération à la signature d'un engagement à ne plus défendre de cas « sensibles », le refus de signer signifiant le retrait de la licence nécessaire pour exercer.

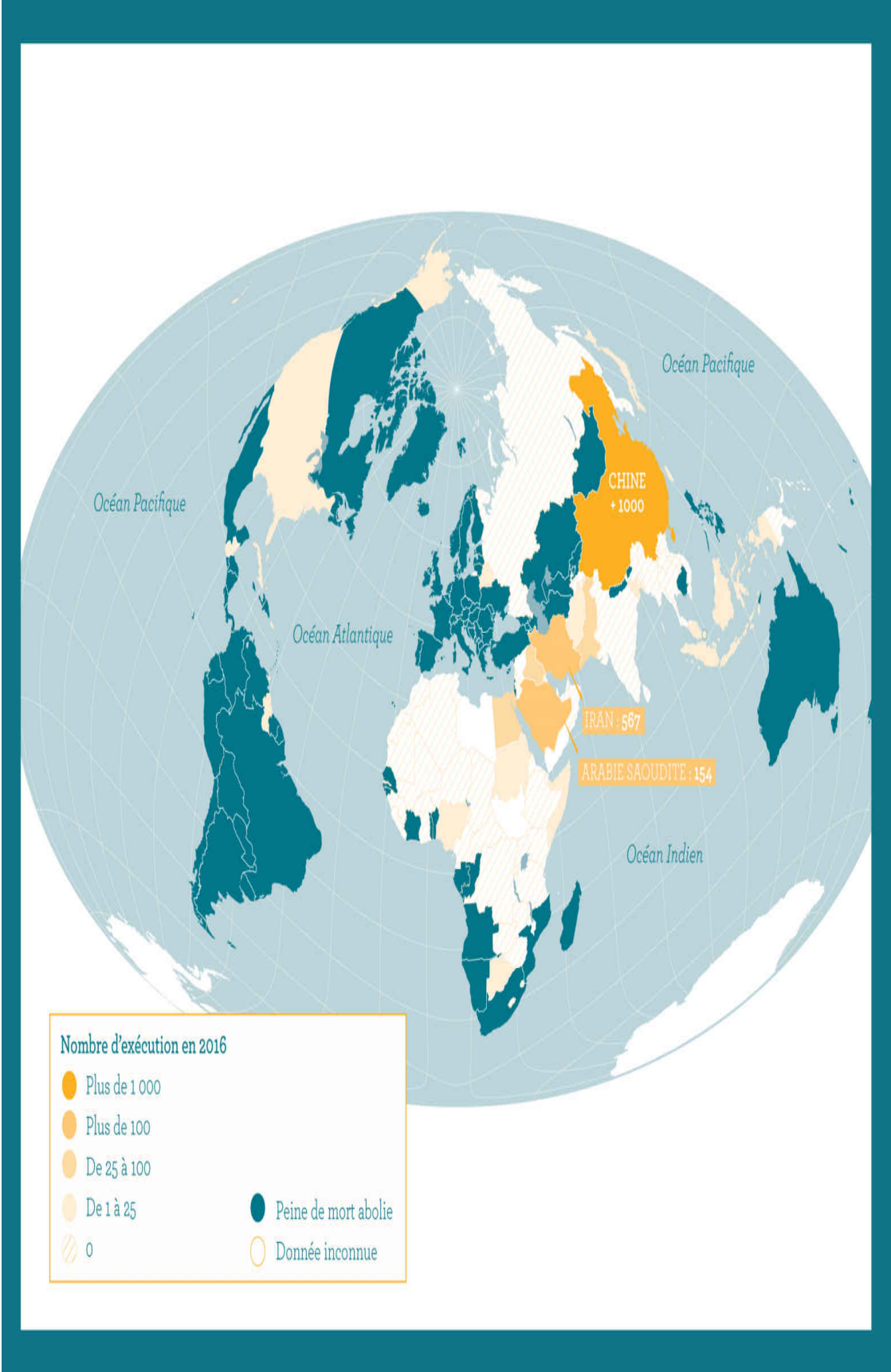
Cet exemple signifiait que le Parti n'entendait pas laisser se développer la « société civile », un concept jugé trop « occidental » et possiblement le « cheval de Troie » d'une tentative de renversement du régime communiste. Le « Document n°9 » du Parti sur la « sphère idéologique », publié en avril 2013, indique les « sept fausses tendances » à combattre, parmi lesquelles la « société civile », les « valeurs universelles », la « démocratie constitutionnelle occidentale », le « journalisme à l'occidentale », etc.

La suite a confirmé que la Chine n'entendait pas céder un pouce sur sa conception du pouvoir et les limites qu'elle entendait imposer aux droits individuels de ses citoyens.

# FOCUS

En 2014, la Chine a annoncé avoir mis fin aux camps de « rééducation par le travail », une pratique héritée du maoïsme qui permettait d'interner jusqu'à trois ans toute personne suspecte sur une simple décision administrative. Quelque 160 000 personnes étaient encore dans ces camps, éléments « asociaux », membres de la secte Falun Gong ou simples marginaux, au moment de cette annonce. Les organisations de défense des droits de l'homme estiment toutefois que le système se perpétue sous d'autres formes

## LA PEINE DE MORT DANS LE MONDE EN 2016 : LA CHINE EN TÊTE



---

---

---

Le 27 septembre 1979, un groupe d'artistes chinois monte une exposition non autorisée d'art contemporain sur les grilles du musée national d'art de Pékin. Les œuvres sont arrachées et les artistes improvisent une manifestation. C'est la première rupture avec le réalisme socialiste de l'ère maoïste, et le début d'une émancipation des artistes chinois.

Trois décennies plus tard, les artistes contemporains chinois figurent parmi les plus chers au monde, et le marché de l'art chinois a explosé, avec l'apparition d'une génération de collectionneurs aux poches profondes et la construction de centaines de musées privés à travers le pays. Le pouvoir chinois n'y trouve rien à redire, même s'il surveille de près que les artistes ne franchissent pas de « ligne rouge », à l'instar d'Ai Weiwei, détenu en 2011 et qui vit aujourd'hui à Berlin.

À quelques nuances près, la même histoire se reproduit dans le cinéma : dans les années 1990 et 2000, il existait d'un côté le cinéma officiel des studios d'État, incapable de remplir les salles, et de l'autre un cinéma underground, tourné en vidéo, plus remuant, plus social, primé à Cannes ou à Venise, mais non distribué dans le circuit officiel.

Vingt ans plus tard, la Chine est devenue l'un des premiers marchés du cinéma au monde, avec de grosses productions remplissant les salles, et même d'anciens maîtres de l'underground comme Jia Zhangke, passés du côté légal moyennant quelques arrangements avec la censure.

Dans presque tous les arts, la pauvreté de l'offre d'il y a vingt ans a cédé la place à une surabondance créatrice, au point que le pouvoir chinois fasse désormais des « industries culturelles » une priorité économique. Cela ne signifie pas que le contrôle soit moins fort, ou que le Parti ait renoncé à exercer la censure tatillonne qui le caractérise ;

c'est plutôt que l'émergence d'une forte classe moyenne, l'urbanisation accélérée et le développement rapide de l'économie chinoise ont transformé la société à grande vitesse, et que le pouvoir a su s'adapter.

L'essor des industries culturelles chinoises est, de fait, assez représentatif de la capacité du Parti communiste chinois à prendre des virages qu'il n'a pas nécessairement anticipés ni désirés, mais en y trouvant son compte.

L'art contemporain en fournit un bel exemple, car, après cette manifestation fondatrice de 1979, les artistes ont vécu dans la marginalité de « villages » à la périphérie de Pékin, incapables de montrer leur travail. Les artistes s'amusaient parfois aux dépens des codes du Parti, remplaçant le Petit Livre rouge par une cannette de Coca-Cola dans un tableau, ou un monument à la gloire du prolétariat par une série d'éclopés des chaînes de production de l'« usine du monde »...

En 1999, pour la première fois, ces artistes ont été exposés à la Biennale de Venise, le plus grand événement mondial du monde de l'art. Pékin n'y était pour rien : c'est un collectionneur suisse qui était à l'origine de cette exposition qui eut un profond retentissement. Le gouvernement chinois était furieux, jusqu'à ce qu'il réalise que la presse mondiale célébrait cette « modernité » artistique chinoise, sans que le pouvoir en soit fragilisé ou menacé.

Quatre ans après, le gouvernement chinois finançait pour la première fois une exposition d'art contemporain, cette fois au Centre Georges-Pompidou à Paris, baptisée « Alors, la Chine ? ». De marginal, l'art contemporain faisait modestement son entrée dans le registre du *soft power* chinois, avant de gagner la rubrique économique et boursière avec l'essor du marché de l'art chinois. Le Parti ne l'avait pas décidé, ne l'avait pas planifié, mais a su en tirer un immense avantage, calmant au passage les ardeurs contestataires d'artistes passés du jour au lendemain de misérables à super riches...

**« Les industries culturelles nationales sont encouragées pour exporter leurs produits vers les marchés étrangers et préserver la sécurité culturelle. »**

*Hu Huilin, un cadre du Parti, en 2007*

Les industries culturelles sont aujourd'hui contrôlées par de grands groupes d'État ou privés, comme Wanda, Tencent, Fosun et bien d'autres, qui ont suffisamment d'intérêts économiques en jeu pour ne pas chercher à se brouiller avec le pouvoir.

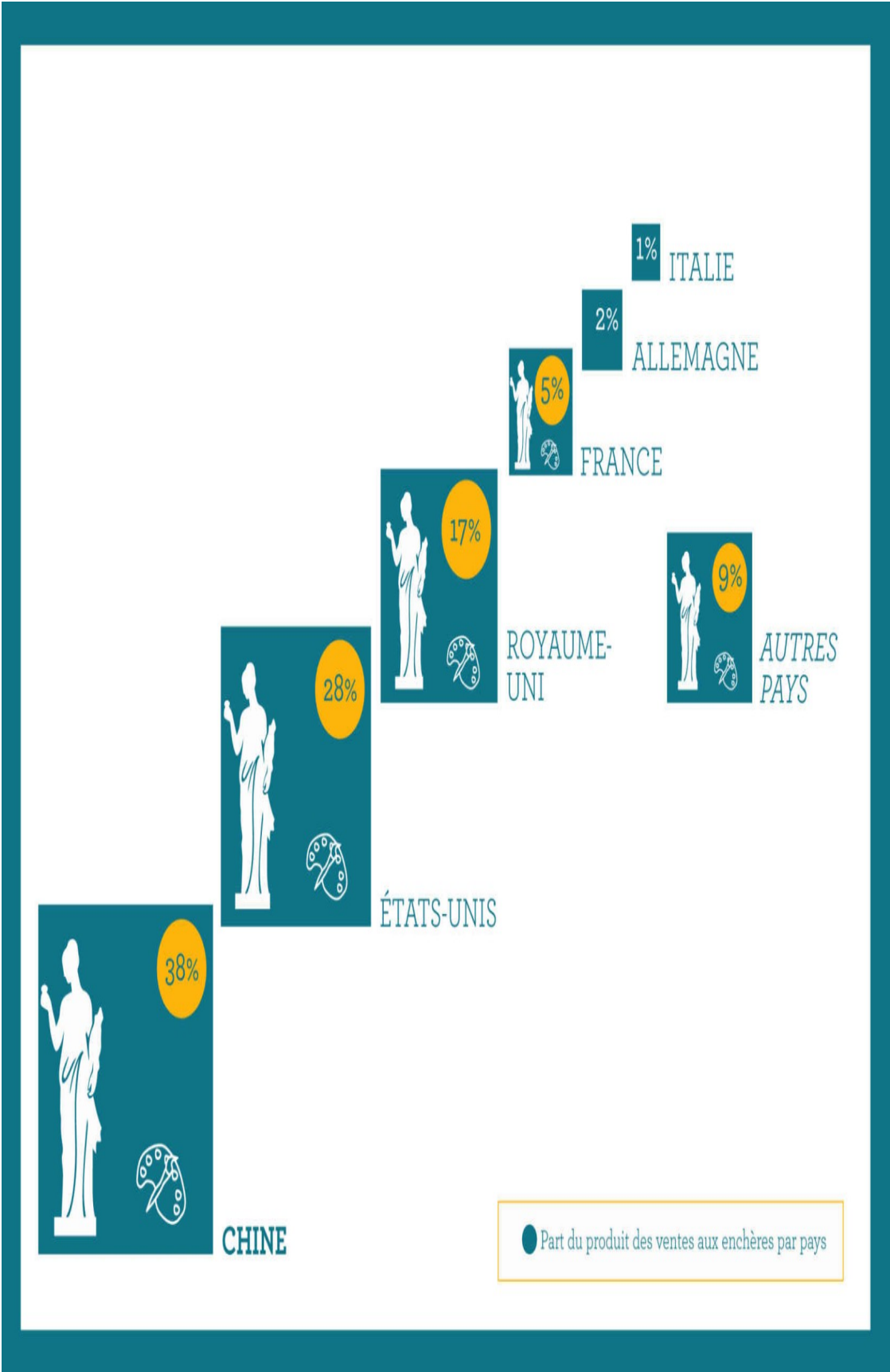
Comme le souligne le sinologue Emmanuel Lincot : « Loin d'être une force de résistance à la domination politique, le marché est, au contraire, une matrice de développement, dans la mesure précisément où l'État-parti est l'initiateur et le dynamiseur du marché. Le champ social de l'art se révèle là à l'image des autres champs sociaux dans le type de configuration politico-économique qu'a initiée la Chine. Monopole politique et marché ne s'opposent pas. Au contraire, ils se renforcent mutuellement et s'articulent dans la production de paysages spécifiques de contraintes et de normes. Dans ce contexte, l'art et la culture sont des affaires comme les autres<sup>17</sup>. »

En d'autres termes, la « société du spectacle » chinoise vient remplir une fonction essentielle pour produire le « rêve chinois ».

# FOCUS

La civilisation des loisirs a débarqué en Chine avec l'essor de la classe moyenne. Symbole de cette évolution, le rachat en 2015 du Club Med, société emblématique de la découverte des loisirs dans la France des Trente Glorieuses, par le conglomérat privé chinois Fosun fondé à Shanghai par l'entrepreneur Guo Guangchang, également actionnaire du Cirque du Soleil québécois, et de l'agence Thomas Cook. Le Club Med a multiplié les villages d'été et d'hiver en Chine, pour répondre à la montée du tourisme national.

## LA CHINE LEADER DU MARCHÉ DE L'ART MONDIAL





# LES 10 PRINCIPAUX DÉFIS

---

---

---

Il aura fallu l'« airpocalypse », le néologisme inventé pour décrire le nuage de smog qui, au début des années 2010, a envahi Pékin, pour que la Chine prenne conscience de l'impact de la pollution. Le smog et les particules fines, présentes à des taux souvent dix fois supérieurs au seuil de dangerosité fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ont alors fait irruption dans les conversations.

La crise de la pollution à Pékin a fait passer la question environnementale au premier plan des préoccupations politiques, et accéléré des mutations jusque-là hésitantes. La Chine est devenue le défenseur de la mobilisation internationale contre le changement climatique, après en avoir longtemps été l'un des grands freins.

Lorsque la question de l'impact environnemental de la croissance économique rapide de la Chine, de sa dépendance vis-à-vis du charbon, des conséquences sur la qualité de l'air, de l'eau, des sols, sur la santé publique, étaient autrefois évoqués, les autorités refusaient le débat et estimaient qu'il s'agissait d'un « complot » pour empêcher la Chine de s'industrialiser. Jusqu'en 2008, il n'existait pas de ministère de l'Environnement.

À la COP15, la Conférence sur le climat qui a eu lieu à Copenhague en 2009, la Chine a fait capoter l'accord à la dernière minute, en tandem avec les États-Unis, estimant qu'elle était encore un pays en développement et que c'était au monde industriel, responsable de décennies de pollution de la planète, d'assumer le coût de la lutte contre le réchauffement climatique.

Il faudra attendre la COP21 à Paris, en décembre 2015, soit six ans plus tard, pour voir la Chine jouer un rôle actif pour aboutir à l'Accord de Paris sur le climat. Et, plus surprenant encore, pour voir Pékin prendre le leadership de la défense de ce traité international en 2017,

lorsqu'il fut dénoncé par Donald Trump, devenu président climatosceptique des États-Unis.

En 2015, l'année de la COP21, un groupe de 550 experts chinois a préparé un rapport pour le gouvernement, concluant à l'« impact négatif » du changement climatique sur la Chine. Le rapport recommandait un changement d'attitude de la Chine dans les négociations internationales, avant qu'elle ne devienne la cible de pressions croissantes en raison de sa place de premier émetteur de gaz à effet de serre au monde, devançant les États-Unis.

Le virage entrepris depuis est spectaculaire, mais on ne répare pas si vite la dégradation profonde de l'environnement, surtout quand on tente de trouver un équilibre entre nécessité économique et préoccupations écologiques.

La situation chinoise décrite par l'OCDE en juillet 2017 est en effet accablante : « Sur les vingt agglomérations les plus polluées du monde, seize sont chinoises. De nombreux cours d'eau, lacs et eaux côtières sont gravement pollués par les rejets de l'agriculture, de l'industrie et des ménages. Les quantités de déchets municipaux, industriels et dangereux sont de loin supérieures aux volumes qui peuvent être traités et éliminés. Certains de ces déchets sont stockés en attente de traitement ou sont mis en décharge sans contrôle.

La première cible du gouvernement a été le charbon, source de pollution significative, surtout dans le nord de la Chine, incluant Pékin, à proximité d'inépuisables sources de charbon bon marché. Ainsi la capitale chinoise a-t-elle fermé en mars 2017 sa dernière centrale thermique au charbon, dans l'espoir d'éclaircir le ciel de la ville de 23 millions d'habitants en hiver.

Les mesures restrictives sur l'usage du charbon ont déjà permis de réduire de 25 % depuis 2014 la pollution aux particules fines à Pékin. Mais il reste beaucoup à faire dans la capitale et au-delà : en 2017, le charbon assurait toujours 60 % de la production d'électricité du pays.

**« Le développement forcené de l'économie au prix de l'environnement a vécu. »**

***Agence officielle Xinhua, le 9 février 2017***

La Chine a investi des sommes considérables dans les énergies renouvelables, au point de devenir un leader mondial dans le solaire et l'éolien. L'efficacité n'est pas toujours au rendez-vous dans les grands parcs solaires et éoliens qui se sont multipliés dans le pays, mais la Chine avance dans la bonne direction du point de vue de son « mix » énergétique.

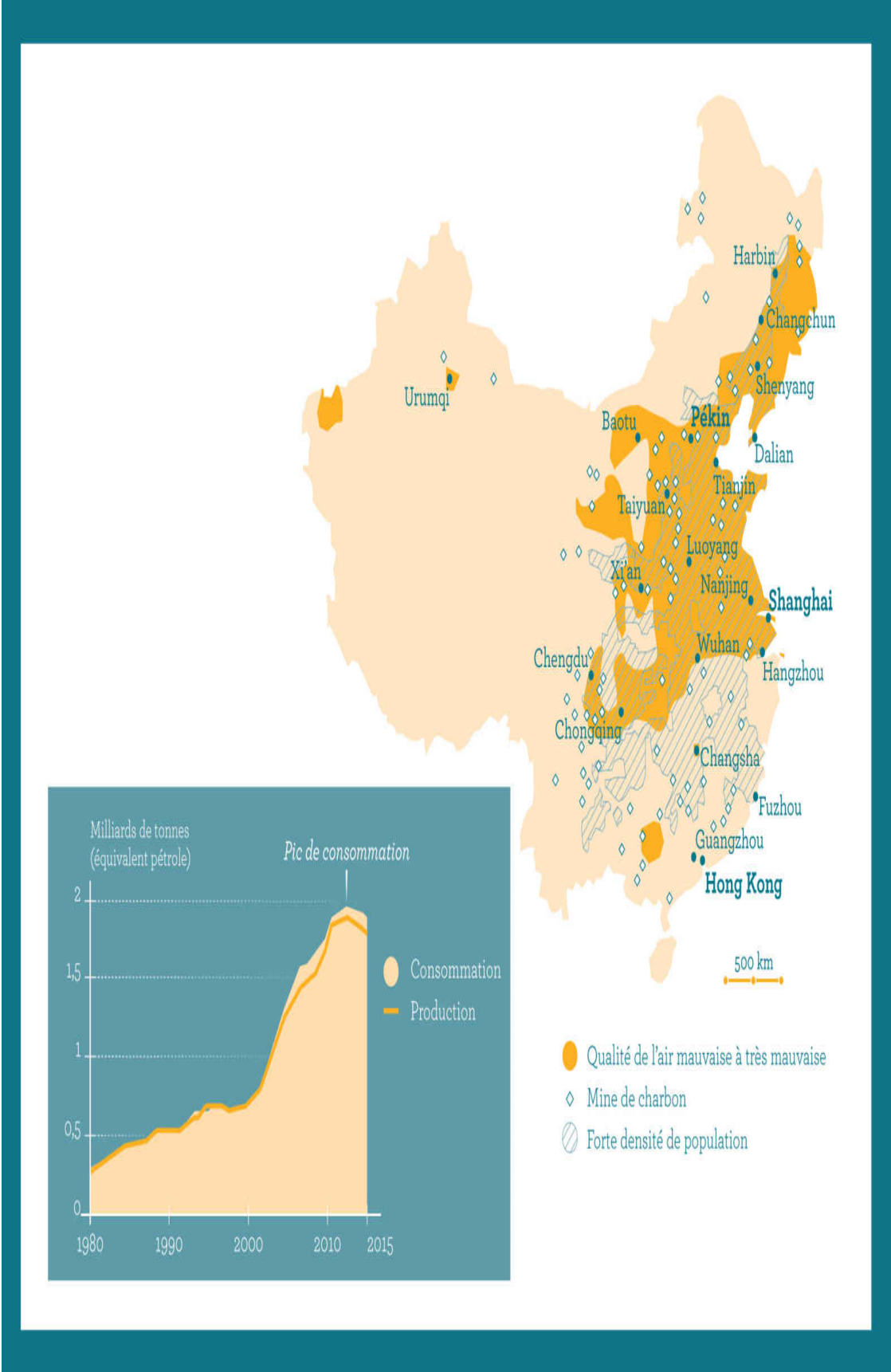
Enfin, la Chine a annoncé en 2017 un objectif ambitieux en matière de voiture électrique : une voiture sur quatre vendue en 2025 devra être à propulsion non fossile, et l'interdiction totale interviendra entre 2030 et 2040. Pékin se positionne pour devenir le leader mondial de la voiture électrique.

Après avoir laissé dégrader son environnement pour permettre son développement rapide, la Chine a donc pris des mesures correctives, profitant au passage des opportunités de l'« économie verte » et de sa taille critique. Pour autant, elle devra vivre pendant longtemps avec les séquelles des dégâts déjà causés, et de leur impact global sur le climat.

# FOCUS

En 2015, une journaliste vedette de la télévision chinoise, Chai Jing, produit toute seule un documentaire intitulé *Sous le dôme*, consacré à la pollution industrielle. Le film, diffusé en ligne, est salué par le ministre chinois de l'Environnement, visionné des centaines de millions de fois, avant... d'être censuré par les autorités inquiètes de son impact. Mais le succès de ce documentaire implacable sur les effets pervers du « miracle » économique chinois sur l'environnement aura servi de révélateur aux autorités de l'inquiétude du public chinois.

## LA CHINE MOINS DÉPENDANTE DU CHARBON



---

---

---

Pour un pays dopé à la croissance à deux chiffres, le coup de frein est brutal quand celle-ci se situe entre 6 et 7 %. C'est ce qui se produit en Chine depuis la crise financière mondiale de 2007-2008 qui a fait retomber la croissance, à une année près, d'abord sous la barre des 10 %, puis celle des 7 %.

La Chine a connu un décollage économique spectaculaire depuis le début des réformes économiques décidées en 1978 par Deng Xiaoping. La libération d'énergie, d'abord dans le monde rural avec la dissolution des villages collectifs, suivie de l'encouragement d'un secteur privé, la réforme des entreprises d'État, l'arrivée d'investissements étrangers, d'abord de Hong Kong puis du monde industriel, ont rapidement produit des effets positifs.

L'entrée de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, après de longues négociations, a véritablement donné un coup de fouet à l'économie chinoise et lui a valu son surnom d'« usine du monde ». L'économie chinoise s'est mise à tourner à grande échelle pour le secteur exportateur, en particulier dans la province du Guangdong, au sud-est du pays, près de Hong Kong, qui fournissait à elle seule un tiers des exportations chinoises.

Ce modèle exportateur a gonflé les réserves monétaires chinoises et donné au gouvernement les moyens de financer de grands programmes d'infrastructure et la transformation de ses villes. Mais il a atteint ses limites plus rapidement que prévu. D'une part parce que les coûts de production ont commencé à grimper sur la côte Est de la Chine, et d'autre part parce que la crise des *subprimes* a fait plonger les principaux marchés des produits chinois – les États-Unis, l'Union européenne et le Japon – dans la récession et des politiques d'austérité. Les déficits commerciaux enregistrés sur les principaux

marchés ont également atteint des niveaux difficilement soutenables politiquement, comme l'a montré le discours de Donald Trump aux États-Unis.

## 180 milliards d'euros

C'est le montant du déficit commercial de l'Union européenne avec la Chine en 2015.

Depuis la crise des *subprimes* en 2008, l'État chinois cherche à infléchir son modèle de croissance et à le faire reposer sur la promotion des exportations à forte valeur ajoutée et sur la satisfaction de la demande interne<sup>18</sup>.

Cette nouvelle donne mondiale contraint la Chine à changer de cap, et, tout en injectant des sommes considérables dans l'économie afin d'éviter la chute trop brutale, à passer d'un modèle exportateur de masse à un modèle plus qualitatif et de consommation domestique. Un tel virage ne s'effectue pas du jour au lendemain, mais, malgré les inquiétudes, Pékin semble avoir réussi à stabiliser la croissance chinoise entre 6 et 7 %.

Pour y parvenir, la Chine a ouvert les vannes du crédit, au point de susciter des inquiétudes sur l'endettement privé dans le pays, et a poursuivi d'immenses projets d'infrastructures, dont l'impressionnant réseau de TGV *made in China* dans le pays n'est qu'un des exemples. Elle a également augmenté les revenus des Chinois – entre 2005 et 2013, le salaire minimum moyen est passé de 44,4 dollars à 210 dollars –, afin d'encourager la consommation.

Les analystes économiques identifient trois défis pour la Chine alors qu'elle tente de changer de modèle :

- La hausse des coûts de production en Chine, poussant les entreprises chinoises elles-mêmes à délocaliser vers des pays à bas coût, comme le Bangladesh, le Vietnam, l'Éthiopie...
- Les entreprises chinoises cherchent à évoluer d'un « made in China » à un « made by China », c'est-à-dire à passer de la sous-traitance à la création de produits originaux ;

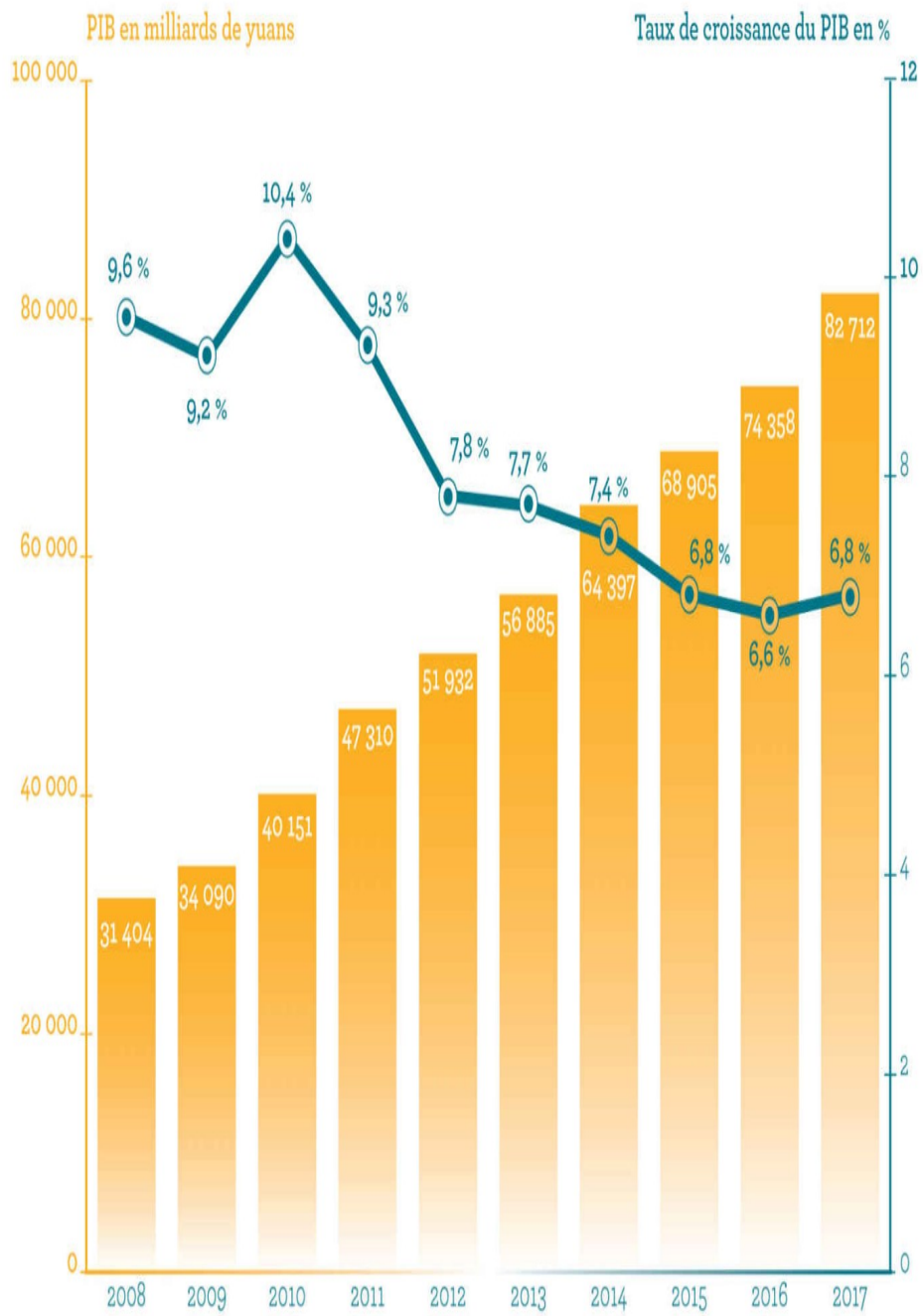
- Enfin, les faiblesses structurelles du système bancaire, qui ne lui permettent pas de jouer pleinement son rôle dans le financement normal de l'économie.

Si elle surmonte ces obstacles, l'économie chinoise pourrait être bien positionnée pour faire face à ce que les experts appellent le « défi du piège des revenus intermédiaires », c'est-à-dire le risque de stagnation au moment du passage d'un pays à revenus intermédiaires à revenus supérieurs. Un problème de riches, en quelque sorte...

# FOCUS

Pendant longtemps, le groupe d'État chinois Dongfeng a été perçu comme le simple partenaire obligé des co-entreprises dans le secteur automobile en Chine, celui de Peugeot, de Nissan et de quelques autres. Mais en 2014, les rôles se sont inversés, et Dongfeng a fait son entrée au capital du français PSA à hauteur de 14 %, lorsque le constructeur de Peugeot et Citroën a eu des difficultés. Un signe des ambitions chinoises internationales dans l'automobile, après une période de profil bas et d'apprentissage.

## LA COURBE DE LA CROISSANCE CHINOISE, EN NET RALENTISSEMENT



---

---

---

La Chine est en train de vivre le plus grand exode rural de l'histoire, une version accélérée de ce que les pays industrialisés du XXe siècle ont mis des décennies à réaliser à une moindre échelle. Pays à dominante rurale – la révolution chinoise fut avant tout un soulèvement paysan –, elle devient un pays de citadins, entassés dans des mégapoles qui posent d'immenses défis.

Les urbains n'étaient que 18 % de la population totale en 1978, au début des réformes économiques. Ils ont franchi la barre des 50 % au début des années 2010, seront 60 % en 2020, et plus des deux tiers en 2030. Ce phénomène d'ampleur historique bouleverse tout : le paysage chinois, les contraintes économiques, sociales, environnementales, et même mentales d'un pays ancré dans le monde rural.

Pour faire face à ce phénomène voulu et encouragé par les autorités, la Chine s'est lancée, dès les années 1980, dans une frénésie de construction urbaine qui ne s'est jamais arrêtée. Dans les années 1990, on s'étonnait de voir la plus grande concentration de grues de construction au monde à Shanghai : ce phénomène est aujourd'hui généralisé, avec une dizaine de mégapoles de plus de dix millions d'habitants (Pékin et Shanghai ont largement dépassé les vingt millions), et plus d'une centaine de villes de plus d'un million d'habitants, dont beaucoup étaient de simples bourgs il y a seulement quelques années.

Certaines évolutions sont déjà anciennes : Shenzhen, autrefois un modeste port de pêche à la frontière de Hong Kong, est d'abord devenu une gigantesque et sinistre cité-dortoir pour travailleurs migrants lorsque Deng Xiaoping en a fait une Zone économique spéciale afin d'expérimenter les modes de production capitalistes. La ville de douze millions d'habitants a connu une nouvelle transformation

ces dernières années, devenant une ville-modèle, avec ses musées d'art contemporain, ses centres commerciaux, ses parcs et ses quartiers résidentiels.

D'autres sont encore à venir. En avril 2017, le gouvernement a annoncé un projet de ville nouvelle à 100 km au sud-ouest de Pékin, Xiongian, deux fois la taille de New York, « une vitrine de l'innovation » selon le président Xi Jinping. Cette ville s'intégrera dans un triangle urbain géant de plus de 100 millions d'habitants, incluant Pékin et le port de Tianjin, distant de 120 km de la capitale, et qui compte déjà plus de 15 millions d'habitants. Un TGV relie actuellement Pékin à Tianjin, traversant ce qui sera bientôt un continuum urbain.

## 2,8 millions

C'est le nombre d'habitants de l'agglomération de Chongqing, dans le centre-ouest de la Chine, selon le recensement de 2010.

Le but de cette urbanisation tous azimuts est de désengorger Pékin, Shanghai et même Canton, qui concentrent toutes les convoitises et les espoirs de réussite. Pékin, en particulier, a connu une croissance effrénée depuis le début des années 2000, passant de trois à six boulevards périphériques concentriques. Les Jeux olympiques de Pékin en 2008 ont servi de catalyseur au développement, permettant en particulier de passer de deux lignes de métro en 2000 à 19 lignes aujourd'hui.

Les autorités font néanmoins preuve d'un autoritarisme sans gants lorsqu'elles tentent de maîtriser la pression migratoire sur la capitale. Fin 2017, à la suite d'un incendie accidentel dans un logement de fortune de *mingongs* (littéralement « paysans-travailleurs », les migrants venus de la campagne), les autorités de Pékin ont chassé plus de 200 000 personnes de la capitale, sans ménagement, en plein hiver.

L'incendie, selon certains observateurs, constitue une aubaine pour la municipalité, dont le 13<sup>e</sup> plan quinquennal (2016-2020) prévoit de réduire de 15 % la population des six districts centraux, et de limiter la population totale de Pékin à 23 millions d'habitants<sup>19</sup>.

L'instrument de contrôle des migrations internes est le *hukou*, un laissez-passer qui détermine votre zone d'habitation et de travail. Autrefois rigide, le système a été assoupli ces dernières années pour permettre de canaliser les flux.

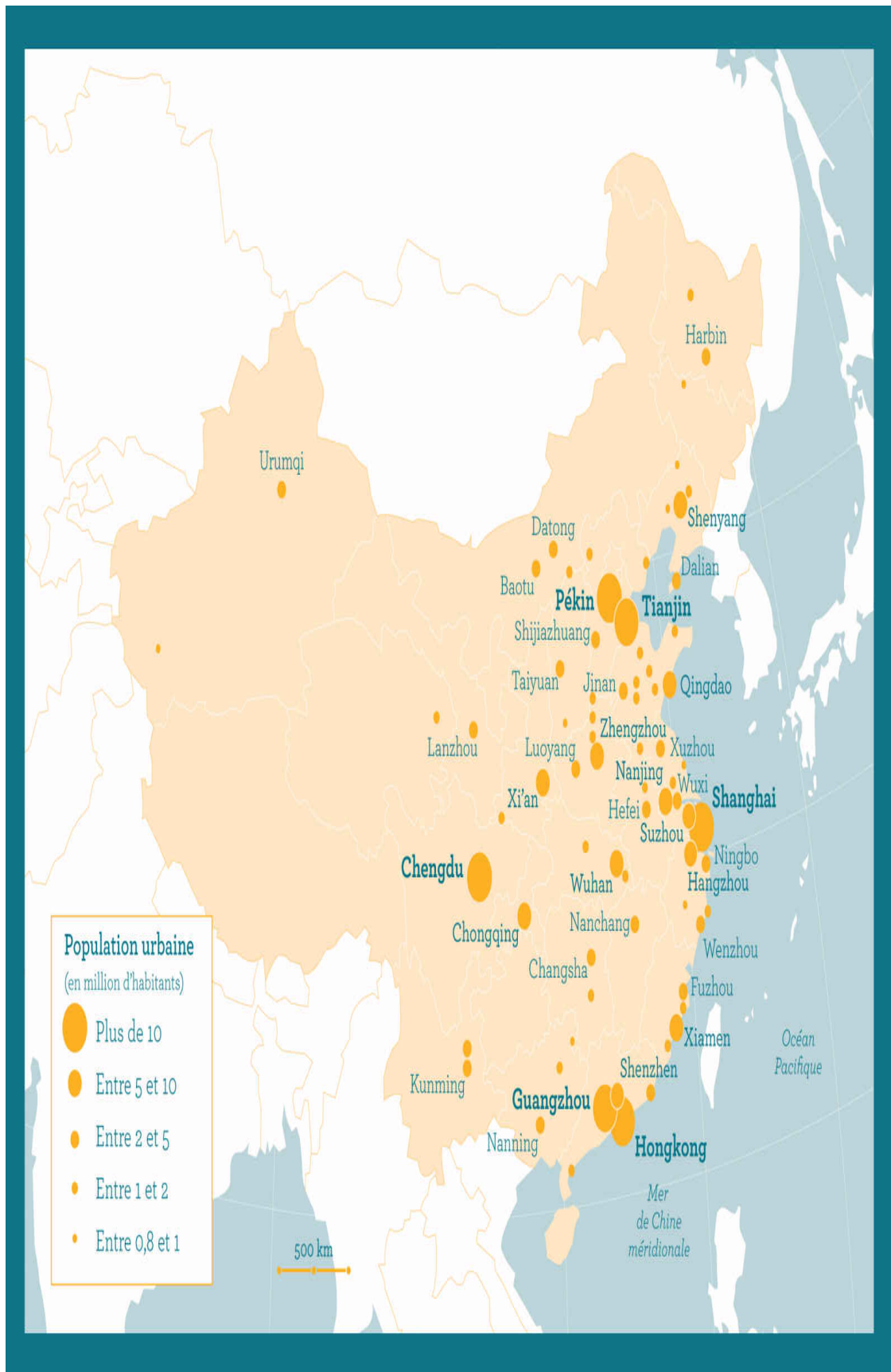
Depuis que l'État a entrepris, dans les années 1980, de réformer le *hukou*, « il n'a eu de cesse de mettre des barrières élevées à l'obtention de ce précieux permis dans les grandes villes, réservées aux personnes hautement qualifiées et aux investisseurs. Les conditions à l'obtention d'un *hukou* des villes en bas de la hiérarchie urbaine, où les services publics sont moins développés et les opportunités économiques moindres, se sont, elles, assouplies. Cette volonté de refouler les migrants vers les villes de moindre importance et de concentrer l'élite dans les plus grandes villes est un parti pris élitiste reflétant l'idée que l'homogénéisation socio-économique des grandes villes contribuera à leur compétitivité et donc au développement économique du pays<sup>20</sup>. »

L'exode rural que traverse la Chine est aussi l'occasion, pour le pouvoir, de remodeler le pays.

# FOCUS

Les habitants des grandes villes chinoises ont appris à vivre avec le caractère « Chai », qui signifie « démolir ». Lorsqu'il apparaît sur un mur ou une porte, il donne le signal de l'évacuation puis de la démolition d'un quartier, aussitôt remplacé par de nouveaux bâtiments. À Pékin, en particulier, le caractère « Chai » a précédé la destruction d'une bonne partie des hutongs, les ruelles anciennes et leurs maisons à cour carrée dont le plan d'urbanisme remontait à six siècles. Démolir, puis reconstruire...

**LA CHINE COMPTE PLUS DE CENT VILLES DE PLUS D'UN MILLION D'HABITANTS**



---

---

---

Lorsque Internet a commencé à se développer dans les années 1990, beaucoup d'observateurs s'attendaient à ce que la Chine, comme d'autres pays autoritaires, freine le développement d'une technologie dont on disait qu'elle ferait tomber les murailles. Pékin, au contraire, choisit de pousser au développement d'Internet et du numérique, au point de compter rapidement le plus grand nombre d'utilisateurs au monde.

« Nous devons respecter les droits de chaque pays de gouverner leur propre cyberspace. »

*Xi Jinping en 2015*

Dès le début, le pouvoir chinois a fait un double choix : développer et maîtriser les technologies numériques pour des raisons économiques, mais dans le même temps encadrer, surveiller et garder le contrôle sur les utilisateurs. Avec le recul de vingt ans de développement, on peut juger que le pari a été doublement gagné.

La Chine comptait, fin 2017, le plus grand nombre d'internautes au monde avec 772 millions d'utilisateurs, soit 55,8 % de la population chinoise, la majeure partie d'entre eux *via* Smartphone. Ce taux de pénétration est certes plus faible qu'en Europe ou aux États-Unis, mais il est tout à fait comparable dans les zones urbaines, alors qu'il est bien plus faible dans les zones rurales. Le développement de l'Internet mobile permet à la Chine de développer aussi les connexions à la campagne.

Ce chiffre spectaculaire est le signe du développement considérable des infrastructures depuis la fin des années 1990 et du formidable

essor du secteur des télécoms, devenu le premier marché au monde, moteur de la modernité économique chinoise.

Ces développements économiques n'ont jamais fait perdre de vue aux autorités la menace que fait peser Internet et les nouveaux modes de circulation de l'information sur un pays où le Parti entend contrôler tout ce que ses administrés savent du passé et du présent. C'était simple lorsque le pouvoir contrôlait tout, de l'imprimé aux ondes et aux écrans ; c'est devenu plus complexe à l'heure d'Internet et des réseaux sociaux, de la circulation d'informations se jouant des intermédiaires.

D'année en année, le gouvernement chinois a accentué le contrôle des contenus et des comportements des internautes chinois, au point d'avoir fait de l'Internet chinois un vaste intranet, relié au reste du monde par un nombre limité de « portes ». C'est la « Muraille de Chine électronique ».

Les moyens de contrôle sont nombreux : imposition de l'identité réelle, alerte par mots-clés, délégation de censure aux responsables des plateformes numériques privées ou aux patrons de cybercafés informés quotidiennement des sujets « sensibles » ou interdits, des dizaines de milliers de cyberpoliciers chargés de « nettoyer » les réseaux, intimidation et condamnation des auteurs de transgressions. La censure peut parfois prendre des chemins étranges, comme cet interdit visant le personnage de dessin animé Winnie l'Ourson, en raison de sa ressemblance supposée avec... le président Xi Jinping !

En 2017, les mesures restrictives se sont accentuées, avec l'annonce de l'interdiction des VPN, ces logiciels qui permettent aux internautes de contourner les blocages en brouillant les pistes de leur « navigation ». La Chine a également accru ses efforts pour influencer la gouvernance d'Internet à l'échelle mondiale, tentant d'imposer un retour au contrôle national là où il existe encore une approche « multi-acteurs », impliquant également le secteur privé et la société civile.

Le dissident chinois Liu Xiaobo, prix Nobel de la paix mort en 2017, a qualifié un jour l'Internet de « don de Dieu ». Il faisait référence au fait que, grâce à Internet et malgré la censure, les Chinois pouvaient s'informer et dialoguer entre eux comme jamais auparavant.

De fait, même si la censure et la surveillance d'Internet ont atteint en Chine des niveaux peu égalés dans le monde, Internet a transformé la société chinoise, forçant le Parti communiste à être plus à l'écoute d'une « cyberopinion publique » qui n'avait pas de moyen de

s'exprimer auparavant. À partir de 2003, lorsque le nombre d'internautes a atteint une masse critique, cette influence a commencé à se faire sentir – et à inquiéter le pouvoir qui a adapté son comportement.

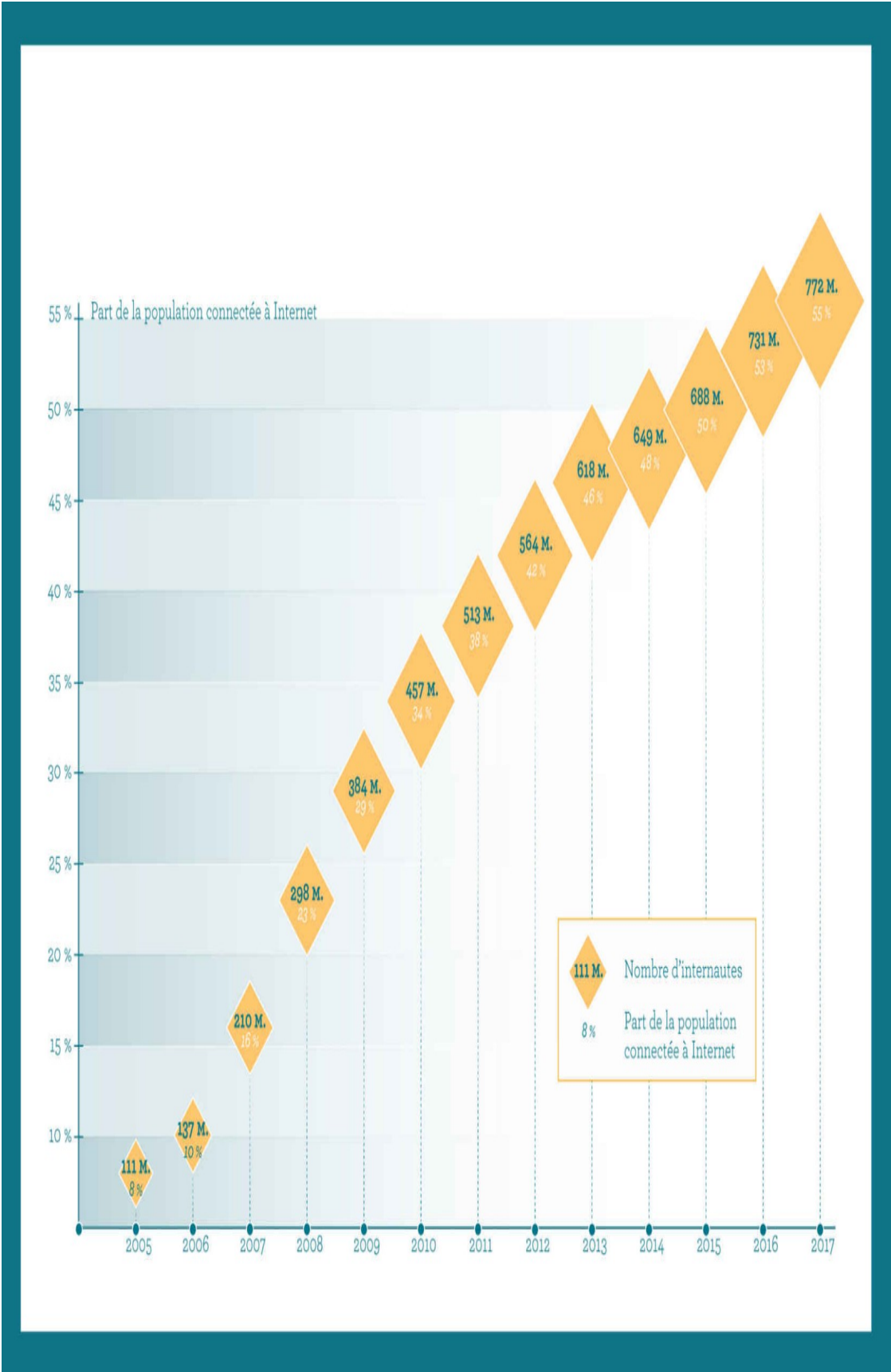
Ce fut assurément le cas dans l'évolution de la position officielle sur la lutte contre la pollution, devenue un sujet de préoccupation et de colère pour des millions d'habitants des grandes villes confrontés à un air irrespirable ; ou encore au lendemain de chaque grande catastrophe, lorsque l'opinion chinoise attend des explications de la part d'autorités habituées au secret.

Mais le pouvoir reste intraitable dès qu'il s'agit de sujets politiques ou de la contestation de sa propre légitimité, n'hésitant pas à envoyer en prison pour de longues années des blogueurs ou des cyberdissidents qui, bien souvent, n'avaient fait qu'exprimer des opinions. Internet est peut-être un « don de Dieu », mais le Parti veille à ce qu'il ne sape pas son autorité sans partage.

# FOCUS

**WeChat est l'application phare de la Chine, pionnière du « tout-en-un », c'est-à-dire dotée des fonctionnalités de messagerie, mais aussi de paiement, de e-commerce, de taxi ou de jeu, au point de devenir l'indispensable outil de la vie des Chinois. Mais WeChat est aussi étroitement contrôlée, même si les échanges se font en cercles fermés et pas sur le mode ouvert comme Weibo, le « Twitter chinois » lourdement censuré. Un commentaire politique critique sur WeChat peut aussi avoir des conséquences dramatiques pour son auteur.**

## LA CROISSANCE DU NOMBRE D'UTILISATEURS D'INTERNET EN CHINE



---

---

---

Le 29 octobre 2015, la Chine a mis fin à une politique instaurée trois décennies auparavant, et qui a eu d'importantes conséquences : l'enfant unique. Ce jour-là, les couples chinois ont eu le droit d'avoir un deuxième enfant, une décision prise pour compenser la baisse de la démographie chinoise, désormais considérée comme un danger pour l'avenir du pays.

La Chine a de tous temps été le pays le plus peuplé au monde, mais elle est en passe de perdre sa position en tête du classement mondial au profit de l'Inde. Trente ans de politique restrictive, souvent imposée par la contrainte avec des avortements et des stérilisations forcées, ont eu un effet considérable sur la démographie chinoise, empêchant, selon certaines études, quelque 300 à 400 millions de naissances en trente ans.

Mao Zedong ne voyait pas les choses ainsi. Il critiquait sévèrement le malthusianisme, la doctrine de restriction démographique inspirée par l'économiste britannique Thomas Malthus (1766-1834). « Plus nous serons nombreux et plus notre pays sera fort. Les idéologues bourgeois ont inventé de nombreuses théories cannibales, y compris celle de la surpopulation », disait le Grand Timonier.

Ses successeurs ont effectué un virage à 180 degrés : en 1979, Deng Xiaoping impose le contrôle des naissances, avec l'objectif d'un enfant par couple dans l'immense majorité des cas. Les exceptions sont les familles paysannes qui ont droit à un second enfant si l'aîné est une fille, et les minorités nationales qui ont droit à deux enfants, trois si l'aîné est une fille. Ces mesures sont impopulaires et sont imposées par la force par l'administration locale du Parti et par les services du planning familial déployés à travers tout le pays.

Pour prendre la mesure du traumatisme, il faut lire *Grenouilles*, du prix Nobel de littérature Mo Yan, un roman dans lequel la tante du narrateur est gynécologue dans un village, confrontée à l'obsession des familles à avoir un héritier mâle pour perpétuer leur lignée, et à la limitation des naissances imposée par le pouvoir.

Pendant trente ans, cette politique a eu le double effet de freiner considérablement la démographie, mais aussi de créer des déséquilibres hommes-femmes en raison de l'élimination de nombreuses filles. Au point que dans certaines zones rurales, on compte 115 voire 120 garçons pour 100 filles.

## 1,45 milliard d'habitants

Ce sera, en 2030, le « peak population » de la Chine, le point culminant avant un déclin.

Ce contrôle des naissances a incontestablement donné, selon les démographes, un précieux coup d'accélérateur au développement économique. Mais, ajoutent-ils, « en matière de démographie, la politique de la Chine a été à bien courte vue. Trop soucieux de maintenir la bride serrée afin de faire la course en tête dans l'économie mondiale, ses dirigeants ont refusé de voir que, dès les années 1990, les modes de vie commençaient à changer<sup>21</sup> ».

De fait, en attendant 2015 pour assouplir le contrôle des naissances, le gouvernement chinois a pris le risque du vieillissement anticipé de sa population, et de devenir, selon la formule consacrée, « vieille avant d'être riche », à l'inverse du Japon. Ce vieillissement, et les structures sociales qui vont avec, deviendra, pour les experts « le plus lourd défi [de la Chine], alors même que son économie, malgré une croissance exceptionnelle, reste largement sous-développée<sup>22</sup> ».

En 2050, selon des projections, la Chine pourrait compter jusqu'à 500 millions de personnes de plus de 60 ans, et le nombre d'actifs pourrait chuter brutalement. Toujours selon Isabelle Attané, sur dix Chinois d'âge actif (15-59 ans), sept ont actuellement moins de 40 ans, mais ils ne seront plus qu'un sur deux dans cette tranche d'âge en 2050.

Cette évolution se ressent déjà sur le marché du travail et explique les investissements massifs réalisés par l'industrie chinoise dans la robotisation et l'automatisation.

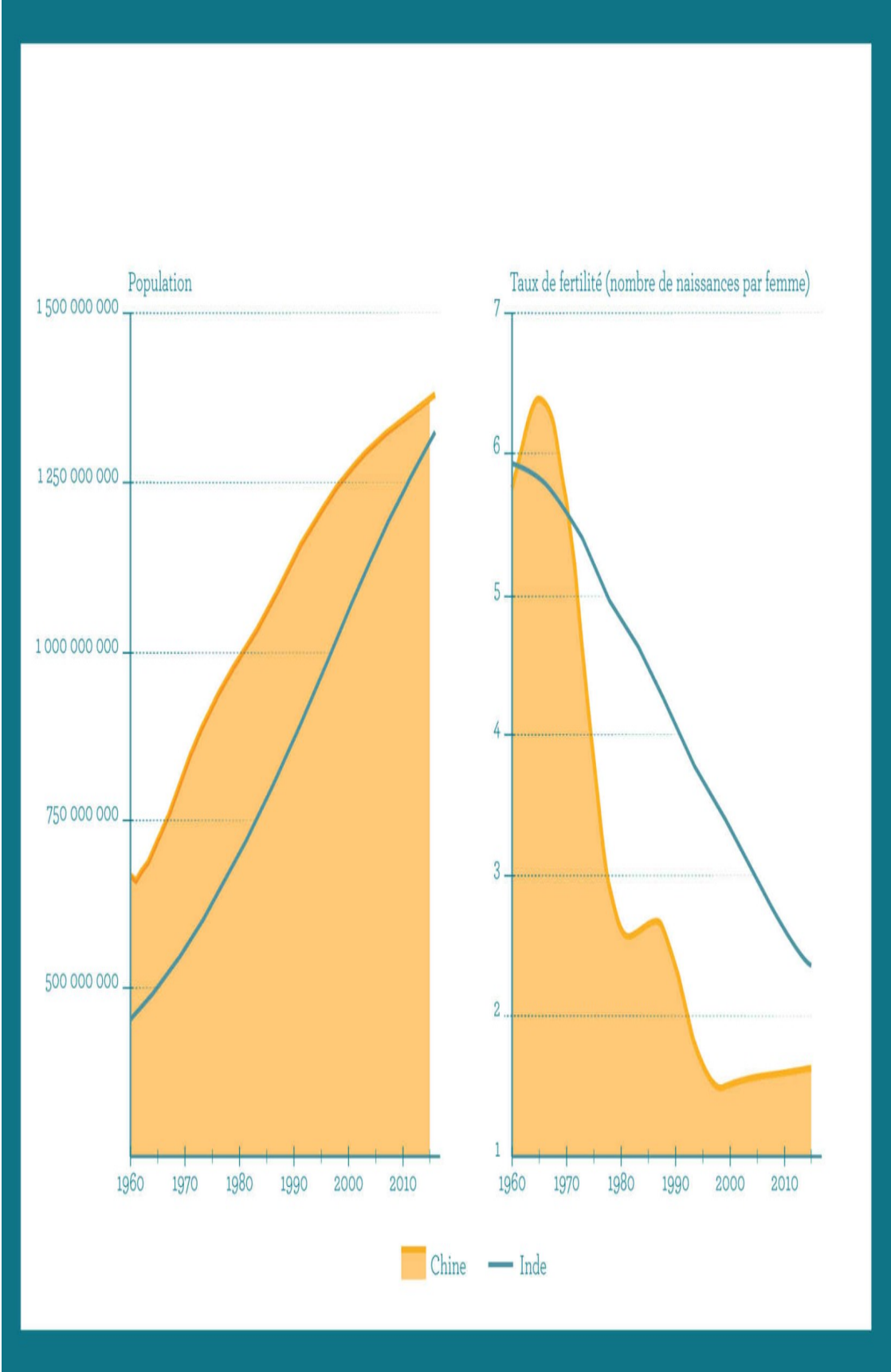
Selon les premières indications, l'assouplissement du contrôle des naissances instauré en 2015 ne sera pas suffisant pour inverser la tendance. D'autant que l'absence d'État-providence en Chine rend le coût d'un enfant souvent prohibitif pour les couples aux revenus moyens ou inférieurs. L'accroissement du nombre de naissances enregistré en 2016, la première année après la réforme, a été inférieur de moitié à ce qu'espéraient les autorités.

En attendant, Pékin a indiqué début 2016 anticiper une population de l'ordre de 1,42 milliard d'habitants en 2020, contre 1,37 milliard à fin 2015. Selon une étude publiée dans la revue scientifique *The Lancet*, l'assouplissement de la politique démographique déplacera le pic attendu de la population à 1,45 milliard de personnes en 2029, au lieu de 1,4 milliard en 2023 si la politique de l'enfant unique avait été maintenue. Passé ce point de bascule, la population chinoise commencera ensuite à rétrécir.

# FOCUS

Il est parfois dangereux d'avoir raison contre le pouvoir en Chine. L'économiste Ma Yinchu en a fait l'expérience pour avoir mis en garde en 1957 contre l'impact désastreux d'un accroissement démographique incontrôlé. Il fut accusé, raconte Marie Holzman, d'avoir cédé aux « sirènes du malthusianisme », chassé de son université et envoyé dix-neuf années en camp de travail. Il fut réhabilité par Deng Xiaoping à l'âge de... 97 ans, en 1979, l'année où fut décidée la politique de l'enfant unique.

## LA POPULATION DE L'INDE EN PASSE DE DÉPASSER CELLE DE LA CHINE



---

---

---

À l'époque du président Mao, la Chine adhérait sans discuter au précepte marxiste selon lequel la religion est « l'opium du peuple ». Mais depuis la mort du Grand Timonier en 1976, ce pays de près d'1,4 milliards d'âmes connaît un réveil religieux suffisamment important pour interpeller le Parti communiste.

Dans sa constitution, la Chine accepte le principe de la liberté de culte et reconnaît cinq religions : le bouddhisme, le taoïsme, l'islam, le protestantisme et le catholicisme. Des religions qui doivent accepter une tutelle officielle si elles veulent exister, illustrant la nervosité du pouvoir vis-à-vis d'un phénomène qu'il maîtrise mal et dont il redoute qu'il le déborde.

Benoît Vermander, un père jésuite français fin connaisseur de la Chine, où il enseigne, évoquait dès 2002 un « réveil religieux en Chine, un réveil de grande importance ». Il ajoutait : « Entendons-nous bien sur les mots : réveil religieux ne signifie pas fièvre religieuse. Cette dernière a déjà connu plusieurs accès depuis plus de vingt ans que le régime chinois s'est libéralisé. Les croyances religieuses sont l'objet de curiosité générale. Le nombre de croyants bouddhistes, chrétiens ou taoïstes enregistrés dans les statistiques officielles a déjà dépassé largement le nombre des adhérents du Parti communiste chinois. Partout où c'est possible, des lieux de culte sont rénovés ou édifiés. Même des mouvements qui ne sont pas officiellement religieux (clubs de *qi gong* ou d'arts martiaux, sociétés artistiques ou éducatives...) témoignent d'une quête spirituelle et religieuse<sup>23</sup>. »

Cet état des lieux du début du <sup>xxi</sup>e siècle n'a fait que s'accroître. Les autorités n'ont toutefois pas la même attitude avec chacune des religions autorisées ou dans toutes les régions.

Ainsi, le bouddhisme en plein essor ne pose aucun problème, sauf au Tibet et dans les zones de peuplement tibétain, où les monastères sont étroitement surveillés et placés sous le contrôle de comités politiques du Parti. Idem pour l'islam, qui est globalement libre au sein de la minorité Hui, sinophone et intégrée, mais fait l'objet de nombreuses restrictions et contrôles parmi les Ouïgours, les habitants turcophones du Xinjiang, aux confins de l'Asie centrale.

Vis-à-vis des chrétiens, le pouvoir est ambivalent. Il a laissé se développer des communautés protestantes très actives, en particulier dans les campagnes du centre de la Chine, et des paroisses catholiques, à condition qu'elles appartiennent à l'église patriotique, liée au pouvoir.

L'église catholique pose en effet un problème particulier : Pékin n'a pas de lien direct avec le Vatican – qui a toujours des relations diplomatiques avec Taïwan, héritage de 1949 –, et n'autorise donc pas l'église vaticane. Il promeut sa propre église patriotique, dont il nomme les évêques et contrôle l'activité, tout en négociant un *modus vivendi* avec Rome et donc, indirectement, avec l'église « souterraine » qui a survécu malgré les persécutions.

## 460 millions

C'est le nombre d'adeptes des différentes religions (bouddhisme, catholicisme, islam, protestantisme, taoïsme) en Chine.

L'histoire des relations entre le Vatican et la Chine est particulièrement longue et complexe. Elle a ses temps forts, comme la présence de missionnaires jésuites auprès de la cour impériale chinoise au <sup>xvii</sup>e siècle, et ses temps d'orage, comme les révoltes anti-étrangers, et donc antichrétiens, au <sup>xix</sup>e siècle, comme celle des Boxers qui amena les troupes des grandes puissances de l'époque jusqu'à Pékin.

Aujourd'hui, la négociation consiste à « négocier sans reconnaître », selon la formule consacrée, car Pékin n'acceptera jamais qu'une église de plusieurs millions d'adhérents – 10 à 12 millions selon les estimations – dépende hiérarchiquement d'une puissance étrangère, fut-elle seulement spirituelle.

Certains catholiques chinois, y compris un prélat comme le cardinal Joseph Zen, ancien chef de l'église catholique de Hong Kong, crient à la « trahison » et estiment que le pape François ne « comprend rien » aux communistes chinois. Si un accord intervenait entre Pékin et le Vatican, laissant une part de contrôle aux autorités chinoises, une partie des catholiques chinois pourrait ne pas l'accepter et rester dans les « catacombes ».

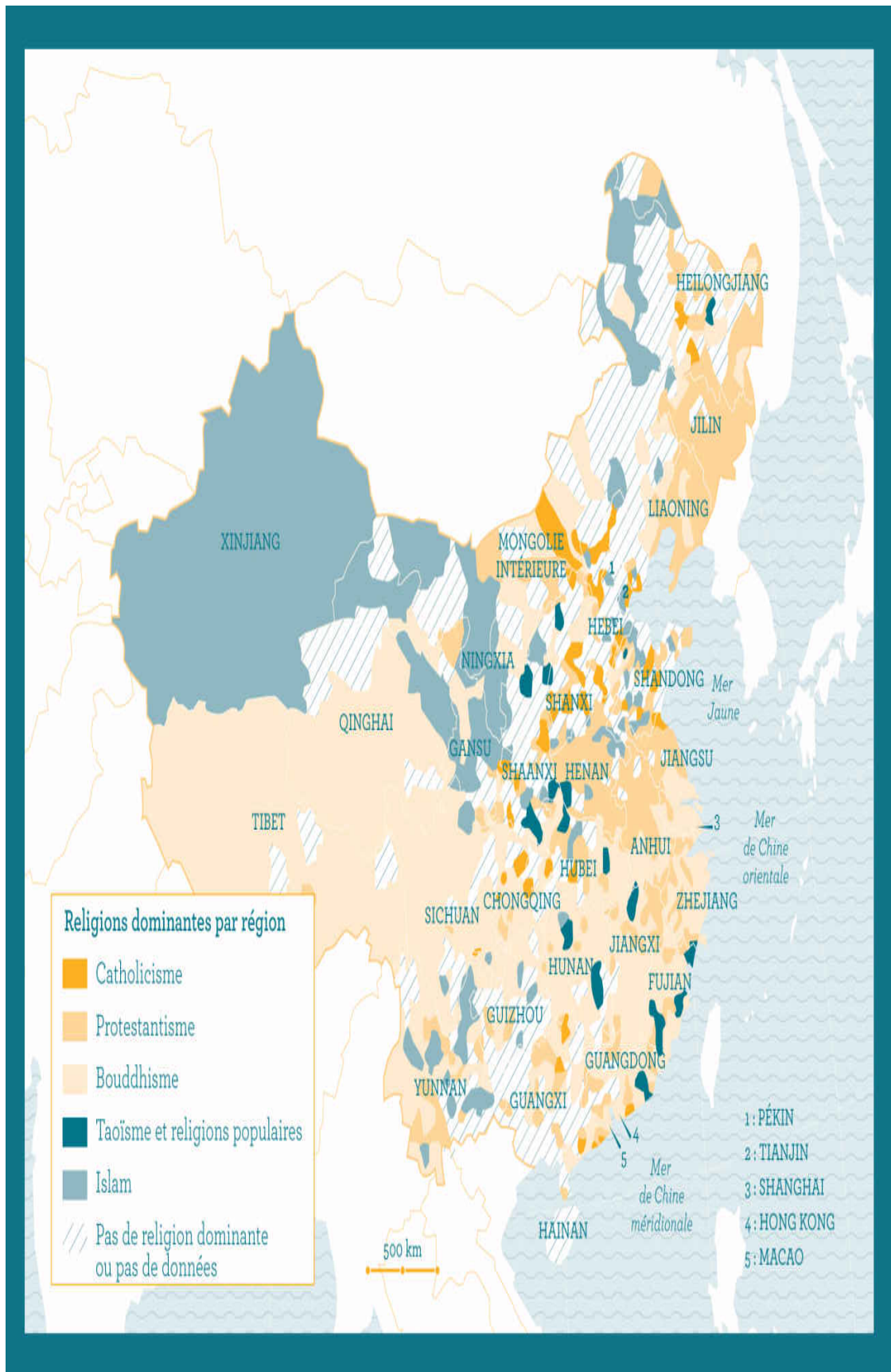
L'ultra-sensibilité des autorités vis-à-vis des mouvements religieux a été vérifiée dans leur chair par les adeptes de la secte Falun Gong, fondée sur la pratique du *qi gong*, une gymnastique traditionnelle chinoise doublée d'une dimension spirituelle. En 1999, les adeptes du Falun Gong, une puissante école de *qi gong*, ont manifesté devant le siège du pouvoir à Pékin pour réclamer leur reconnaissance. Jiang Zemin, alors numéro un chinois, a pris cette démarche pour un défi et a déclenché une féroce répression contre ce mouvement.

Dans la société matérialiste chinoise, la quête de spiritualité prend des formes diverses. Mais le parti communiste n'entend laisser à cette quête que l'espace de liberté qu'il aura lui-même décidé.

# FOCUS

Une tombe dans le jardin de l'école centrale du Parti communiste chinois à Pékin, non loin de la Cité interdite, témoigne de l'ancienneté des relations entre l'église vaticane et la Chine : celle de Matteo Ricci, missionnaire jésuite italien, parlant parfaitement mandarin, invité à la cour de Pékin par l'empereur Wanli dans les premières années du XVII<sup>e</sup> siècle. Il y resta jusqu'à sa mort en 1610. Il est considéré comme le « père » de l'église catholique chinoise et, malgré les vicissitudes de l'histoire, sa tombe et sa mémoire restent honorées en Chine.

## LES RELIGIONS EN CHINE



---

---

---

Le sort du Tibet fait partie des « lignes rouges » infranchissables du pouvoir chinois. Pour Pékin, le « toit du monde » fait partie intégrante de la Chine et tous ceux qui le contestent sont des « séparatistes » à combattre sans merci. À commencer par le dalaï-lama, le chef spirituel du bouddhisme tibétain, bien que celui-ci, depuis son exil en Inde, ne demande pas l'indépendance du Tibet mais le respect d'une véritable autonomie.

« Si nous devenions violents, nous n'aurions plus rien à défendre. »

*Tenzin Gyatso, 14<sup>e</sup> dalaï-lama*

Lorsque Mao Zedong est parvenu à prendre le contrôle de la Chine continentale en 1949, l'un de ses premiers actes a été d'envoyer son armée au Tibet. Ce dernier vivait séparé de la Chine depuis l'effondrement de la dynastie des Qing en 1911, sans toutefois bénéficier de la reconnaissance internationale.

Depuis deux mille ans, les relations entre la Chine et le Tibet sont complexes, pas aussi univoques que ne le laissent entendre les manuels d'histoire chinois. À certains moments, en particulier au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle où l'Empire tibétain fut aussi vaste que celui des Romains à l'époque de Jules César, il a même eu l'ascendant sur son voisin chinois. Au fil des siècles, une relation politico-religieuse s'instaura, dans laquelle le Tibet apportait son autorité spirituelle de berceau d'une branche du bouddhisme, et l'Empire chinois sa protection et son soutien. Une relation dans laquelle, chaque fois que la Chine s'affaiblissait, le Tibet gagnait en indépendance...

À la fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, lorsque la région devint l'enjeu de convoitises restées dans l'histoire sous le nom du « grand jeu » mettant en rivalité les grandes puissances de l'époque, les Britanniques signèrent un accord avec l'empire Qing, à Pékin, dans lequel ils reconnaissaient la souveraineté chinoise sur le Tibet. Ce traité explique qu'à l'effondrement de l'Empire en 1911, les puissances étrangères ne reconnaissent pas le Tibet.

De 1911 à 1950, date de l'invasion chinoise, le Tibet est donc un État indépendant, non reconnu, dirigé par un pouvoir théocratique bouddhiste conduit par le dalaï-lama. Ce dernier est l'héritier d'une succession de moines dont la tradition bouddhiste veut qu'ils soient la réincarnation du précédent. Le clergé dispose d'un important réseau de monastères et fait régner un système féodal réduisant une partie de la population en quasi-servage.

Pour cette raison, lorsque Mao décide d'envoyer son armée pour procéder à ce que l'histoire officielle nomme la « réunification pacifique » de la Chine et du Tibet, beaucoup y virent une chance pour le Tibet de se libérer du joug féodal.

La suite leur donna tort. Si les autorités chinoises accordent initialement respect et autorité aux deux principaux dignitaires tibétains, le 14<sup>e</sup> dalaï-lama et le 10<sup>e</sup> panchen-lama, reçus officiellement à Pékin au début des années 1950, les relations se détériorent à mesure que l'autonomie promise n'est pas respectée, et les persécutions religieuses se développent.

En 1959, le dalaï-lama s'enfuit du Tibet et se réfugie en Inde, à Dharamsala, où il vit en exil depuis avec des dizaines de milliers de Tibétains. Un gouvernement et un Parlement en exil y sont installés, au grand dam de Pékin qui dénonce son « séparatisme ».

Depuis près d'un demi-siècle, l'impasse est totale. Une vaine guérilla encouragée par les Américains à l'époque de la guerre froide a montré les limites d'une opposition frontale à Pékin. Elle a été remplacée par une résistance non violente, qui s'appuie sur la force du sentiment religieux, pouvant aller jusqu'au sacrifice avec plus d'une centaine d'immolation de moines en signe de protestation contre la férule chinoise.

Pékin encourage l'installation au Tibet de paysans et de commerçants de l'ethnie majoritaire chinoise Han, ce que les Tibétains vivent comme une « colonisation » visant à submerger la faible population tibétaine.

On ne compte en effet que six millions de Tibétains dans l'ensemble chinois, que ce soit dans la Région autonome tibétaine (TAR), ou dans le « Grand Tibet » qui déborde sur les provinces chinoises environnantes (Sichuan, Yunnan, Qinghai, Gansu).

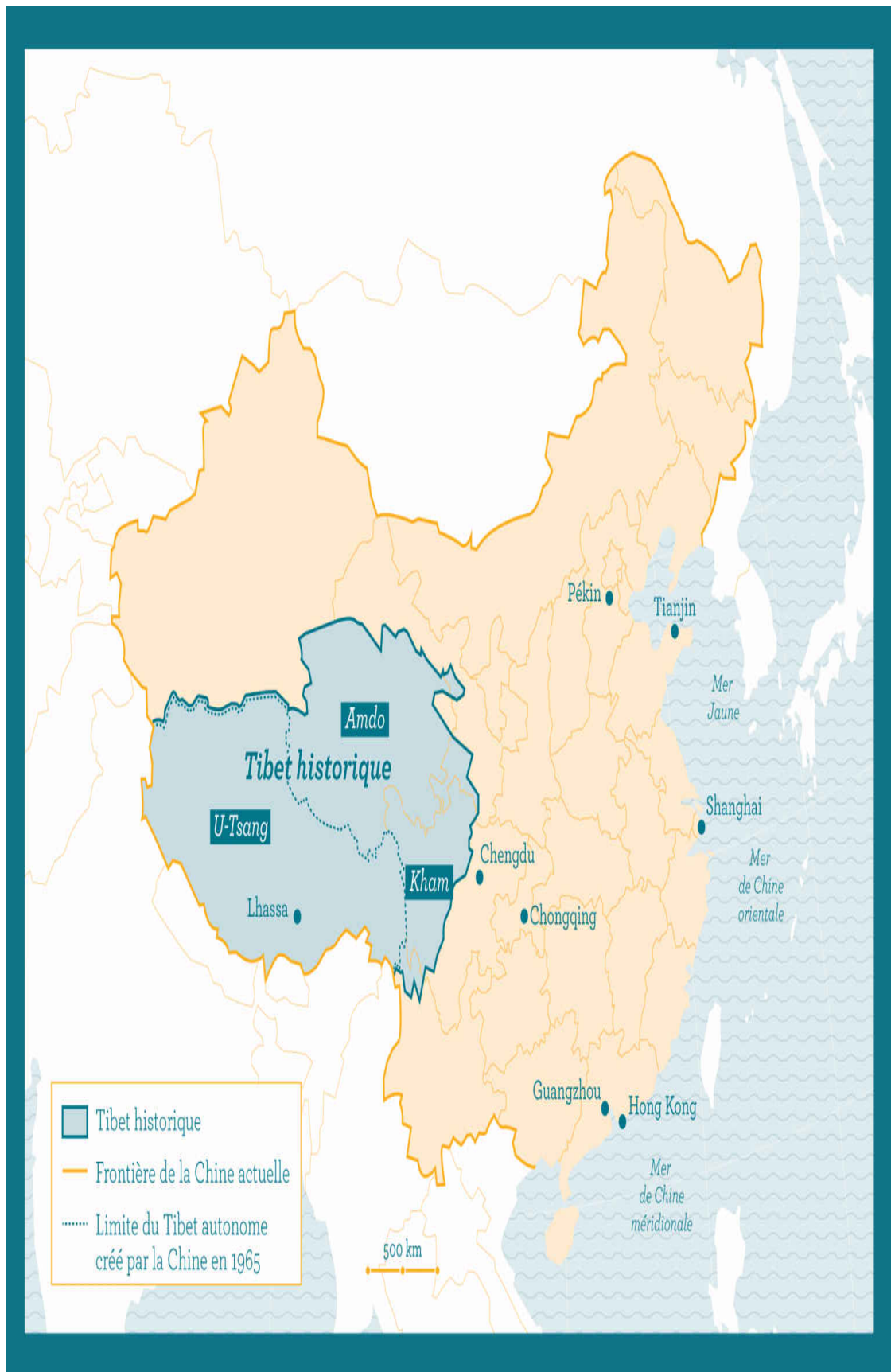
De surcroît, les Tibétains soupçonnent la Chine de vouloir peser sur le processus de « réincarnation » pour semer la confusion à la mort de l'actuel dalaï-lama. Ils en veulent pour preuve ce qui s'est produit lors de la succession du panchen-lama, le second personnage du bouddhisme tibétain. Le 11<sup>e</sup> panchen-lama reconnu par le dalaï-lama, Gedhun Choekyi Nyima, a disparu alors qu'il était un enfant, remplacé par un autre, choisi par Pékin. Le Parti communiste pourrait tenter la même manœuvre pour le 15<sup>e</sup> dalaï-lama.

Les Tibétains ont pour eux leur identité forte liée à leur profonde religiosité ; mais ils redoutent que le « rouleau compresseur » chinois ne finisse par venir à bout de leur résistance passive, dans un contexte international où la « cause tibétaine » a certes de nombreux avocats, mais impuissants face à une Chine triomphante.

# FOCUS

Le Tibet est doublement stratégique pour la Chine : d'abord par sa position géographique, avec une longue frontière commune avec l'Inde, le grand rival asiatique, hier comme aujourd'hui, et plusieurs autres pays – Birmanie, Népal, Bhoutan, Pakistan. Véritable réservoir hydraulique sur le toit du monde, c'est aussi la source de plusieurs des plus grands fleuves d'Asie – Yangzi Jiang, fleuve Jaune, Mékong, Indus, Brahmapoutre, Salouen, Irrawaddy, Sutlej et deux affluents du Gange. Une ressource précieuse pour tous les pays de la région.

## LE « TIBET HISTORIQUE »



---

---

---

Pour Pékin, sa province la plus à l'ouest, aux confins de l'Asie centrale, s'appelle le Xinjiang, deux caractères chinois signifiant « nouvelle frontière » ; pour les nationalistes ouïgours, la principale ethnie du Xinjiang, leur territoire s'appelle le Turkestan oriental, un « stan » comme le Kazakhstan, le Tadjikistan ou le Kirghizistan voisins. Comme les autres, sauf qu'il est chinois, et que toute contestation de cette appartenance est considérée à Pékin comme un crime grave de « séparatisme ».

Tout comme le Tibet voisin, le Xinjiang est situé sur les marches de l'empire et entretient avec lui des relations anciennes, complexes, simplifiées à outrance par les manuels d'histoire chinois pour qui le caractère historiquement chinois de la province ne fait aucun doute. Pourtant, en 1911, à la fin de l'empire Qing, la province a été le théâtre d'une grande confusion, au cours de laquelle deux Républiques indépendantes du Turkestan oriental ont été proclamées, et l'armée soviétique est intervenue durablement pour mater des révoltes à sa porte.

Lors de la victoire communiste à Pékin, la seconde République du Turkestan oriental contrôlait une partie de l'actuel Xinjiang. Mao Zedong envoya son armée dès 1949 pour en prendre le contrôle, proposant de négocier avec les dirigeants de cette République indépendante. Mais l'avion qui transportait les cinq principaux leaders indépendantistes s'est écrasé, et le Turkestan oriental a été décapité d'un seul coup.

La Chine communiste a donc établi très vite son autorité sur l'ensemble de la région, baptisée Xinjiang, officiellement une région autonome ouïgoure, le peuple alors majoritaire dans la province. Depuis, Pékin a suivi une stratégie visant à asseoir de manière irréversible la présence

chinoise, notamment par un peuplement Han, le groupe dominant en Chine, au risque de déclencher une résistance de plus en plus radicale des Ouïgours, dont une frange a choisi l'option djihadiste violente.

Pour Pékin, le Xinjiang est une zone stratégique majeure. D'abord en raison de sa situation géographique, formant une zone tampon avec l'Asie centrale autrefois soviétique, et désormais une nébuleuse d'États instables.

Ensuite en raison de richesses en hydrocarbures, les principales en Chine continentale. Le Xinjiang et ses étendues désertiques ont également servi de terrain d'essai pour l'arme nucléaire chinoise, et abritent aujourd'hui l'un des centres spatiaux chinois.

« [...] la Chine nous pousse à la violence pour justifier sa répression. Nous devons rester en paix. La violence n'est pas la solution. »

*Rebiya Kadeer, la voix et le visage des Ouïgours à l'étranger*

Dès le début, Pékin a donc eu une approche sécuritaire dans cette « nouvelle frontière ». Les premières implantations ont été, et sont encore, des fermes militarisées, réunies au sein d'un complexe d'État, le Bingtuan, qui sécurisent les zones frontalières. Un demi-million de soldats-paysans furent ainsi acheminés vers le Xinjiang au cours des cinq premières années de la République populaire.

Puis, avec la construction dans les années 1990 d'une voie ferrée entre Urumqi, la capitale de la province, et Kashgar, la ville la plus à l'ouest de Chine, sur le parcours de l'ancienne route de la soie, la Chine a encouragé ses paysans pauvres de l'Est à s'installer dans l'immense province sous-peuplée. Depuis, le nombre de Hans au Xinjiang augmente de manière considérable, au point de rendre minoritaires ses habitants d'origine, les Ouïgours, un peuple turcophone et musulman comptant environ dix millions de membres, et les autres groupes ethniques (tadjiks, kazakhs, ouzbeks, tatars, etc.) de la province.

Cette installation fait coexister deux sociétés aux valeurs contradictoires. Ainsi, à Kashgar, la ville nouvelle chinoise a été bâtie en tournant le dos au bazar ouïgour qui tombe en ruine. Entre les deux, une sculpture géante de Mao, l'une des rares construites après sa

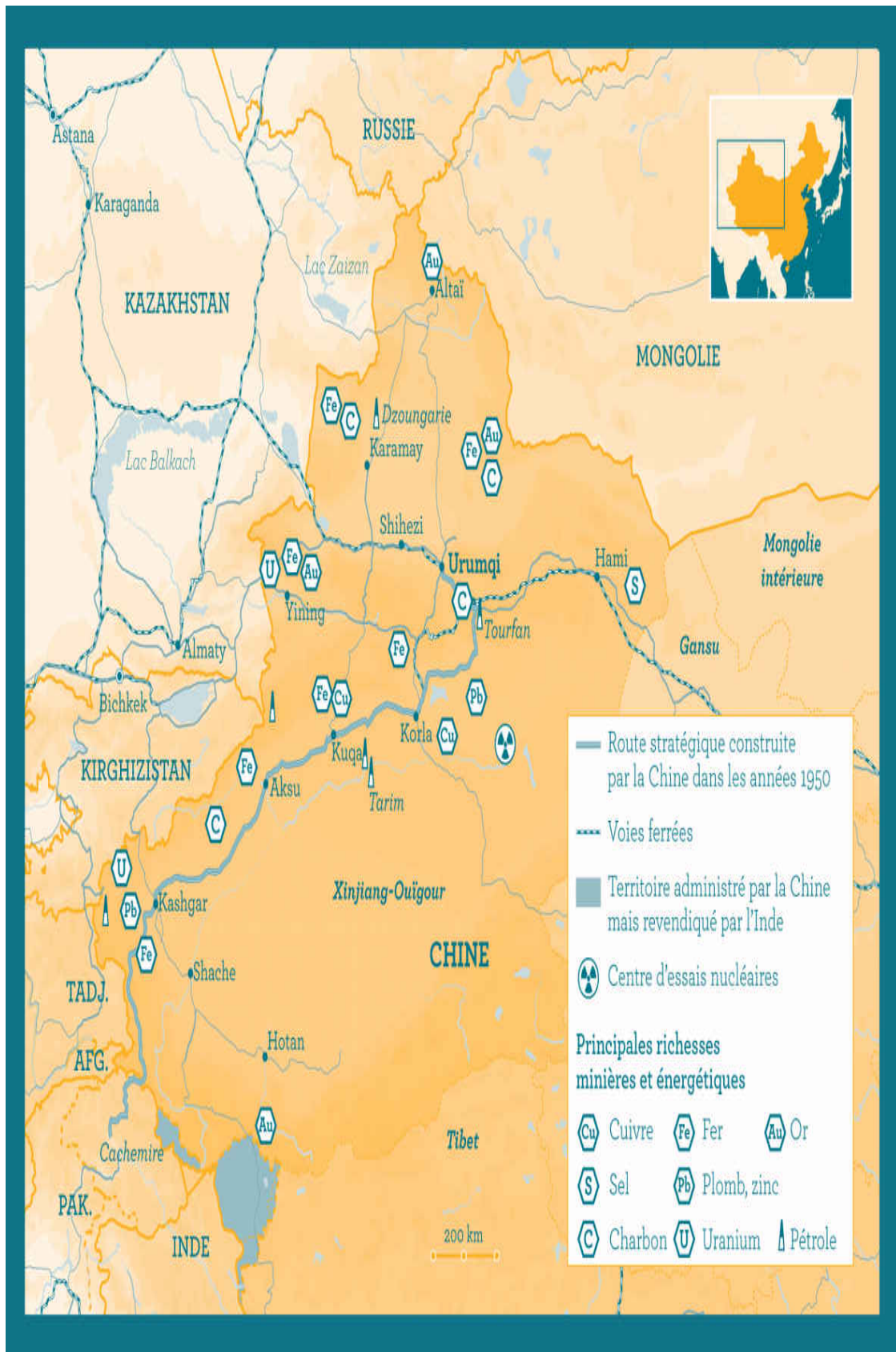
mort... Dans le quartier Han, on vit exactement comme dans l'est de la Chine, loin de l'islam de plus en plus rigoriste qui devient le refuge croissant des Ouïgours marginalisés. Car la question nationale et identitaire ouïgoure se double de plus en plus d'un combat religieux, comme ailleurs en Asie centrale.

Les tensions croissantes entre les deux communautés débouchent régulièrement sur des explosions de violence. En 2009, des émeutes de Ouïgours à Urumqi, la capitale, majoritairement Han, du Xinjiang, ont fait plus de 150 morts et 800 blessés. De nombreux cas de terrorisme attribués à des groupes extrémistes ouïgours se sont également produits, et nombre de Ouïgours se retrouvent au sein de l'État islamique ou du Parti islamique du Turkestan, affilié à al-Qaida. De quoi justifier, aux yeux de Pékin, une politique ultra-répressive qui génère, en retour, un fossé de plus en plus grand entre les Ouïgours et les autorités, cercle vicieux infernal.

# FOCUS

Pour combattre le « radicalisme religieux », les autorités chinoises ont introduit de nombreuses mesures de restriction à la liberté religieuse pour les musulmans du Xinjiang. Une barbe « anormalement longue », ou le voile intégral, sont désormais interdits, l'accès aux mosquées restreint pour les jeunes hommes, et « le refus de regarder la télévision d'État » suffit à vous rendre suspect. La surveillance d'Internet est généralisée. Ces mesures sont jugées « contreproductives » par les organisations de défense des droits de l'homme.

## LE « FAR WEST » DE LA CHINE



---

---

---

Le 1er juillet 1997, sous une pluie tropicale battante, l'Union Jack, le drapeau du Royaume-Uni, fut abaissé une dernière fois à Hong Kong, colonie britannique pendant 150 ans, remplacé par la bannière rouge aux étoiles jaunes de la République populaire de Chine. Le prince Charles, à qui revenait la tâche de clore cette page d'histoire, repartit à bord du yacht royal.

C'est en 1984 que le Premier ministre britannique, Margaret Thatcher, et l'homme fort du pouvoir chinois, Deng Xiaoping, ont conclu un accord sur la rétrocession de la colonie capturée par la couronne britannique lors des guerres de l'Opium au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. Ils s'étaient mis d'accord sur une formule innovante : « un pays, deux systèmes », permettant à Hong Kong de conserver ses libertés et son système administratif pendant un demi-siècle, tout en faisant partie de l'ensemble chinois.

En 1997, la panique redoutée avec l'arrivée des communistes chinois dans le temple du capitalisme ne s'est pas produite. Au contraire, de nombreux Hongkongais espéraient profiter du boom économique qui s'annonçait en Chine, sans crainte de se voir imposer les restrictions politiques en vigueur de l'autre côté de ce qui restait une vraie frontière.

Le contrat fut initialement respecté, et Pékin vola même au secours de l'ancienne colonie lorsqu'elle fut frappée par la crise financière asiatique de 1997, ou lorsque le virus du SRAS paralysa l'économie hongkongaise en 2003. Mais la lune de miel n'a pas duré. De simples irritations entre résidents et touristes continentaux ont d'abord révélé des différences culturelles produites par l'histoire ; puis des décisions mal reçues, comme la préférence donnée au mandarin, la langue nationale chinoise, par rapport au cantonais jusque-là prédominant à Hong Kong, ont conforté le malaise ; et enfin, la jeunesse a plongé

dans la contestation, celle-là même qui, née autour de 1997, n'a pas connu l'ère coloniale et aurait dû être plus sensible aux sirènes de Pékin. Le détonateur a d'abord été la volonté des autorités d'introduire plus de « patriotisme » dans les programmes scolaires, suscitant un vent de révolte chez les lycéens, au point de faire reculer le gouvernement de la région administrative spéciale (SAR) de Hong Kong. Deux ans plus tard, les leaders de la contestation scolaire devenaient les chefs de file d'une « révolution », baptisée des « parapluies », symbole du mouvement. La première génération, n'ayant connu que la présence chinoise, entrait en « résistance ».

En 2014, Joshua Wong, Alex Chow, Nathan Law et quelques autres jeunes de la « génération rétrocession » ont lancé une campagne pour demander l'élection du chef de l'exécutif de Hong Kong au suffrage universel, au lieu de l'élection par un collège électoral, sur la base d'une liste de candidats validés par Pékin. Devant le refus des autorités, ils ont lancé « Occupy Central », un mouvement calqué sur les occupations de centre-ville du Caire, de Wall Street ou de Madrid. L'occupation a finalement été brisée, et ses revendications rejetées ; mais une opposition radicale était née.

Aux élections suivantes du conseil législatif (Legco) du territoire, les jeunes candidats pro-démocratie ont fait une percée, certains d'entre eux allant jusqu'à réclamer l'indépendance de Hong Kong, ce qui n'était jamais arrivé à l'époque coloniale... La réaction de Pékin ne s'est pas fait attendre : les trois principaux activistes ont été condamnés à des peines de prison ferme, à commencer par Joshua Wong, la figure de proue du mouvement, à peine âgé de 21 ans !

**« Toute activité qui met en danger la souveraineté et la sécurité de la Chine (...) franchit une ligne rouge et est totalement inadmissible. »**

*Xi Jinping*

Cette crispation politique inédite à Hong Kong depuis la rétrocession fait redouter une pression accrue de Pékin. Le président Xi Jinping s'y est rendu en 2017 pour les 20 ans du retour du territoire à la « mère patrie », promettant de respecter le principe « un pays, deux systèmes ». Mais il a aussi mis en garde les Hongkongais de ne pas

franchir de « lignes rouges ». À Hong Kong pas plus qu'au Tibet ou au Xinjiang, le « séparatisme » ne sera toléré.

Plus largement, c'est l'avenir de Hong Kong qui est en jeu. Le pouvoir central chinois lui a longtemps préféré Shanghai, dont la place financière n'a pas encore le statut international de celle de Hong Kong, mais fait l'objet de toutes les attentions. Et Hong Kong a perdu son rôle d'intermédiaire avec la Chine depuis l'ouverture de l'économie chinoise.

Hong Kong redoute autant de ne plus être le « *hub* » asiatique d'autrefois que la présence de plus en plus palpable de l'influence chinoise dans le territoire.

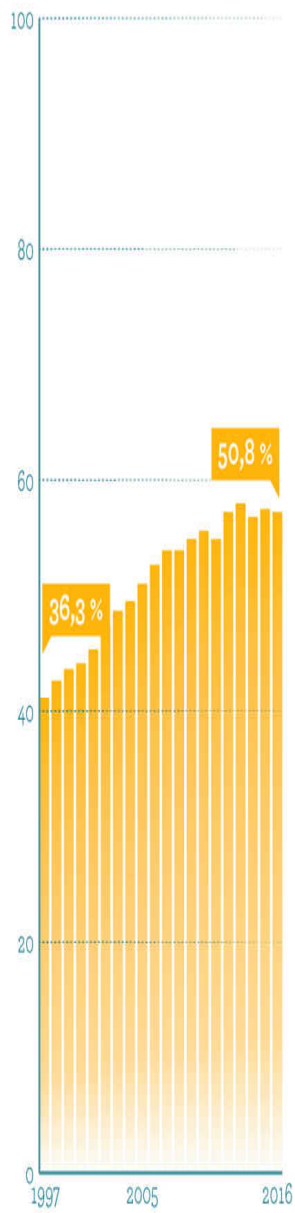
En 1997, la presse internationale se demandait si Hong Kong la libérale pourrait influencer la politique chinoise, ou si c'est l'autoritarisme du pouvoir chinois qui imposerait sa marque sur l'ancienne colonie. Deux décennies plus tard, on connaît la réponse.

# FOCUS

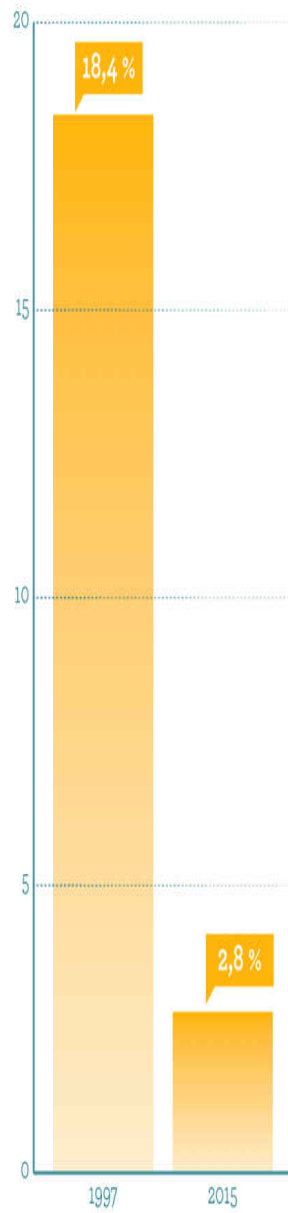
On les appelle les « localistes », en raison de leur défense de l'identité hongkongaise par rapport à celle de la grande Chine. Aux élections de 2016 pour le conseil législatif (Legco) du territoire, deux de leurs candidats ont été élus, à la surprise générale. Lorsqu'il a fallu prêter serment, les deux élus, Sixtus Baggio Leung et Yau Wai-ching, ont fait scandale, prononçant le nom de la Chine en « Shina », à la manière des Japonais pendant leur occupation de Hong Kong (1937-1945). Résultat : interdiction de siéger.

## HONG KONG ET LE « CONTINENT » CHINOIS

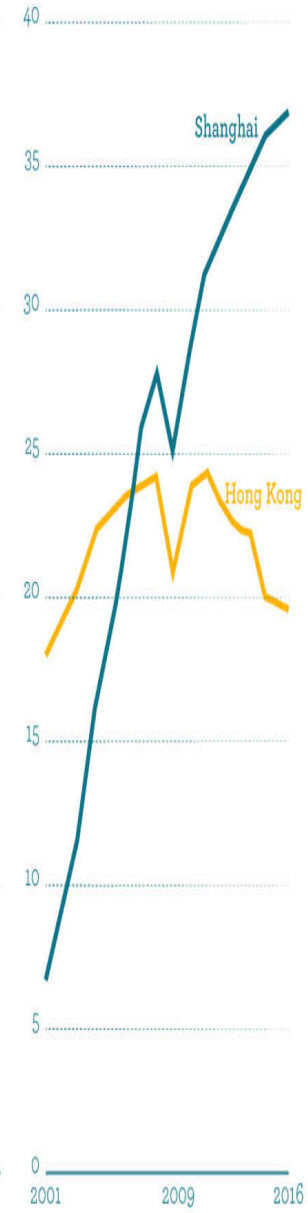
Commerce avec la Chine  
en % des échanges totaux



PIB de Hong Kong  
En % du PIB de la Chine



Port de conteneurs  
En millions de tonnes équivalent vingt pieds



---

---

---

Le 1er novembre 1949, lorsque Mao Zedong proclame la naissance de la République populaire de Chine à Pékin, les forces rivales du parti nationaliste Kuomintang (KMT) quittent le continent et trouvent refuge sur l'île de Formose. Le chef du KMT, le général Tchang Kai-chek, et deux millions de ses hommes en déroute s'y installent pour un exil qu'ils pensent alors de courte durée.

Formose, selon le nom que lui donnèrent les premiers explorateurs portugais au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, ou Taïwan, selon son nom traditionnel, ou encore la République de Chine, selon l'appellation officielle, reste, près de sept décennies plus tard, un sujet de contentieux, un enjeu politique, diplomatique et même symbolique majeur. Régulièrement, des poussées de fièvre agitent le détroit de Formose (ou de Taïwan...), qui ne fait que 130 km dans sa partie la plus étroite entre la Chine continentale et l'île.

Taïwan a une histoire particulière, liée mais parfois séparée de celle de la Chine. À la fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, en particulier, après la défaite de la Chine face au Japon en 1895, l'empire nippon fait main basse sur Taïwan dont il fera une colonie jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945. À ce moment-là, le gouvernement nationaliste chinois de Tchang Kai-chek reprend le contrôle de l'île.

Commence, à partir de 1945, une histoire douloureuse sous la férule du Kuomintang et dans sa relation conflictuelle avec le continent. Les nouveaux maîtres de l'île ont dès le début des relations difficiles avec les habitants éloignés de la Chine depuis des décennies : le point culminant de ces tensions sera « l'incident 228 », la répression du 28 février 1947, qui fera quelque 30 000 morts et constitue un traumatisme national durable. L'état d'urgence est proclamé, début de ce que l'histoire nommera « la terreur blanche ».

En mars 1950, Tchang Kai-chek s'installe officiellement à Taipei comme président à vie de la République de Chine, qui se veut la continuation de l'État qu'il a dû abandonner.

Le pouvoir de Taipei conserve le soutien des pays occidentaux, qui parviennent à l'imposer en tant que seul représentant de la Chine aux Nations unies, et en particulier l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Cette situation anachronique durera jusqu'aux années 1970, sans que la Chine de Mao ne soit en mesure de conquérir Taïwan, ni celle de Tchang Kai-chek de revenir sur le continent malgré ses rêves de revanche. En 1971, Pékin remplace Taipei aux Nations unies, sans que les États-Unis ne bougent, car au même moment Washington négocie secrètement un rapprochement avec Pékin pour mieux contrer l'Union soviétique, en pleine guerre froide.

## **24 000 dollars par habitant**

**Le chiffre du PIB par habitant en 2017 place Taïwan dans le groupe des pays avancés.**

La visite de Richard Nixon à Pékin en 1972, l'un des « coups » les plus spectaculaires de l'histoire diplomatique du <sup>xx</sup>e siècle, sonne le glas du rêve de Tchang Kai-chek. Sept ans plus tard, Washington et Pékin établissent des relations diplomatiques, et les États-Unis reconnaissent le principe d'« une seule Chine », excluant donc toute reconnaissance de Taïwan comme « autre Chine », ou simplement comme État indépendant. Les États-Unis n'abandonnent toutefois pas totalement leur ancien allié : le Taiwan Relations Act, une loi votée en 1979 par le Congrès, autorise les ventes d'armes et impose la protection de l'île anticommuniste.

Taïwan ne reviendra pas dans le giron de la « mère patrie » continentale. Au contraire : avec le temps, une « identité taïwanaise » se forgera, en particulier lors d'un processus de démocratisation entamé par le propre fils du « généralissime », Chiang Ching-kuo, qui lui succède à sa mort en 1975. Sous son règne, la loi martiale est levée, la liberté de la presse instaurée, l'opposition politique autorisée, tandis que l'île devient un des « tigres asiatiques » à forte croissance des années 1970 et 1980.

Le successeur de Chiang Ching-kuo, Lee Teng-hui, est le premier dirigeant né dans l'île. Il ouvre une ère nouvelle, confirmée en 2000 avec l'accession au pouvoir de l'opposant indépendantiste Chen Shui-bian, du Parti démocratique populaire (DPP). Cette première alternance sera suivie de deux autres, avec le retour du Kuomintang au pouvoir en 2008, puis celui du DPP en 2016.

Pékin n'abandonne pas sa revendication sur l'île, promettant l'invasion militaire immédiate en cas de proclamation de l'indépendance. Mais la Chine mise désormais plus sur sa puissance économique, et son pouvoir d'attraction pour les investisseurs taiwanais et les jeunes, auxquels elle promet des bourses et des prêts. Taïwan, pour sa part, reste dans cette zone grise de la non-légalité internationale, mais avec une démocratie bien réelle à l'ombre de son voisin totalitaire. Ce statu quo arrange tout le monde, tant que rien ne vient réellement le déstabiliser.

# FOCUS

Pour trouver des statues représentant Tchang Kai-chek, l'homme fort des débuts de l'histoire contemporaine de Taïwan, mort en 1975, il faut désormais se rendre dans un parc à la sortie de Taipei, la capitale. Le généralissime, personnalité majeure de l'histoire de la Chine au XX<sup>e</sup> siècle, rival de Mao Zedong sur le continent jusqu'en 1949, est en effet devenu *persona non grata* de la mémoire collective taïwanaise, un despote que tout le monde préfère « effacer », y compris au sein de son ancien parti, le Kuomintang.

## TAÏWAN, L'« AUTRE » CHINE





# LES 10 PRINCIPAUX ENJEUX GÉOPOLITIQUES

---

---

---

Pendant longtemps, la Chine post-maoïste s'est voulue discrète et rassurante sur la scène internationale, même si son poids économique se faisait de plus en plus sentir. Aujourd'hui, elle s'affirme sans hésiter comme une grande puissance émergente, revendiquant, au même titre que les autres, mais à la mesure de sa taille et de son histoire, une influence et une action internationale tous azimuts pour promouvoir ses intérêts et sa vision d'un monde « post-américain », pour reprendre l'expression de l'analyste Fareed Zakaria<sup>24</sup>.

Deng Xiaoping, le leader chinois qui orchestra les réformes économiques à partir de 1979, était partisan d'une stratégie de « profil bas » dans les affaires internationales, afin de permettre le développement de la Chine sans effrayer ses voisins et partenaires. Même si, cette même année 1979, la Chine s'engageait dans une courte guerre « punitive » contre le Vietnam.

Par la suite, le président Hu Jintao (2002-2012) développa le concept d'« émergence pacifique » de la Chine, là encore avec une volonté de rassurer. Cette période correspondait avec la montée en puissance rapide et spectaculaire de l'économie chinoise, et d'événements comme les JO de Pékin en 2008, et l'Exposition universelle de Shanghai en 2010, qui marquaient le « retour » de la Chine.

Depuis, le discours et le positionnement ont évolué : la Chine de Xi Jinping n'a plus d'hésitation à jouer les grandes puissances et a désormais une présence politique accrue dans le monde.

Il y a d'abord eu la course aux matières premières, amenant la Chine sur des rivages peu explorés jusque-là, en Arabie saoudite ou en Angola pour le pétrole, au Pérou pour le cuivre, au Brésil pour le soja, etc. ; puis il a fallu protéger les routes maritimes, en Asie du Sud-Est ou au large de la Corne de l'Afrique, conduisant à l'ouverture de la

première base militaire chinoise à l'étranger, à Djibouti ; enfin, la Chine a renforcé sa présence dans les organisations internationales, comme le Fonds monétaire international (FMI).

« Gardez la tête froide et conservez un profil bas.  
N'essayez jamais de conduire [le monde], mais ayez  
de l'ambition. »

*Deng Xiaoping*

Ce déploiement international n'est nulle part autant ressenti qu'en Asie, où la Chine entretient des relations plus anciennes, et parfois conflictuelles, avec de nombreux pays. Ces conflits sont tous mal éteints, à commencer par les traumatismes historiques comme ceux de l'occupation japonaise (1937-1945) qui ne fut jamais suivie d'une réconciliation comparable à celle de la France et de l'Allemagne. Les relations sino-japonaises sont encore marquées par ce souvenir, parfois instrumentalisé, parfois ravivé par le nationalisme à fleur de peau.

Il en va de même avec plusieurs autres pays de la région avec lesquels existent des différends territoriaux ou maritimes : avec l'Inde, en 2017, conduisant à de nouvelles tensions, ou la mer de Chine méridionale. Ou simplement d'un comportement autoritaire du pouvoir chinois qui s'étend à ses voisins : la Corée du Sud en a fait l'expérience en 2017, lorsque la décision de Séoul d'accepter le déploiement du système antimissile américain THAAD sur son sol a entraîné des représailles économiques chinoises sévères.

Pékin ne fait pas grand-chose pour atténuer la crainte d'une bonne partie de ses voisins qui considèrent que la Chine a retrouvé de vieilles ambitions impériales, visant à devenir la puissance dominante, sinon hégémonique, en Asie. De quoi créer des tensions avec les États-Unis qui étaient la grande puissance régionale depuis la Seconde Guerre mondiale, protectrice de ses alliés mais plus généralement garante d'un certain équilibre. Les hésitations de Donald Trump ont contribué à déstabiliser cet équilibre.

La Chine ne se contente pas de bomber le torse. Elle a une stratégie globale, en Asie et au-delà, qui a pris la forme des nouvelles « routes de la soie », visant à développer les infrastructures et les investissements entre la Chine, l'Europe et l'Afrique. À coups de

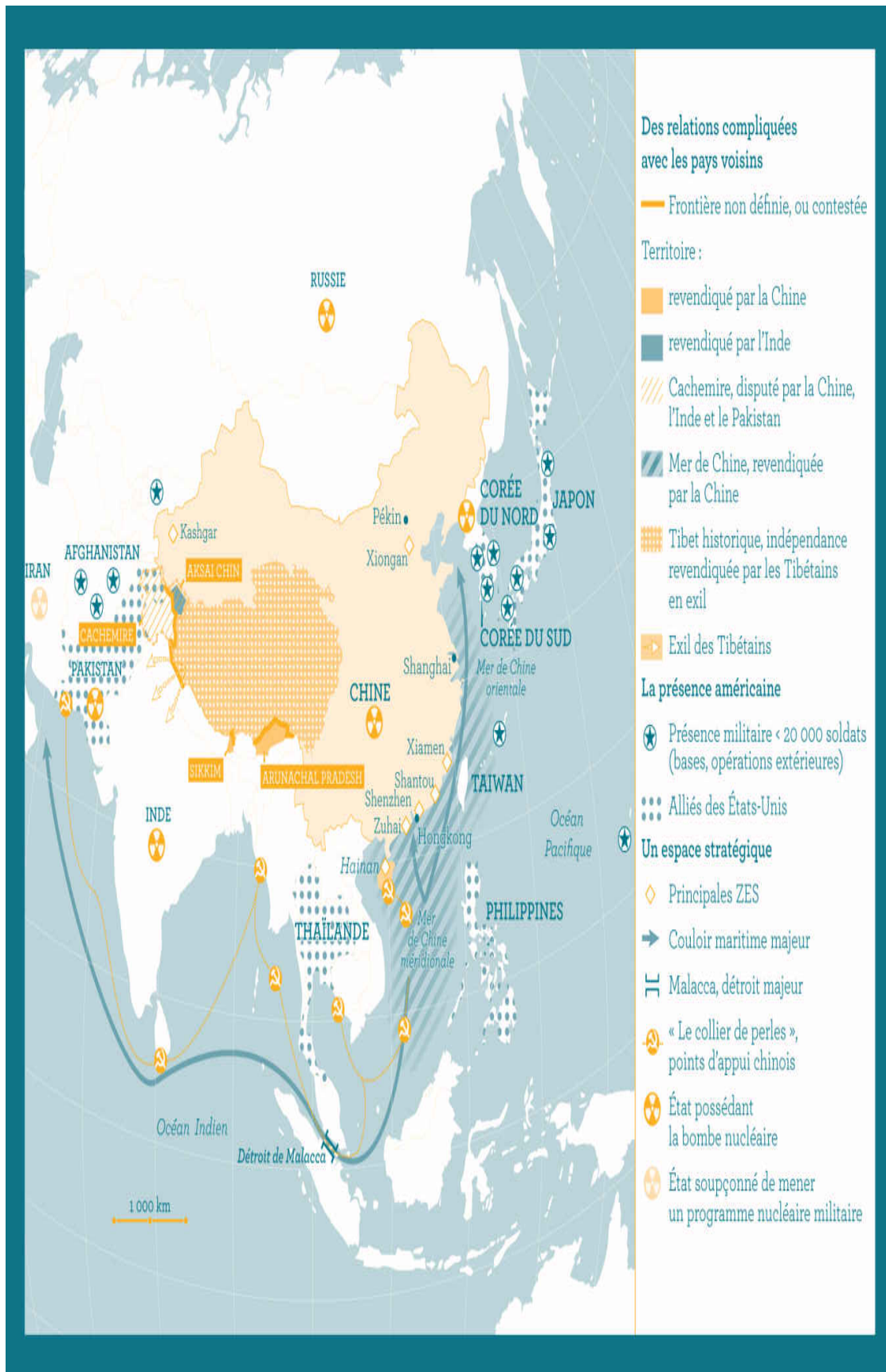
milliards de dollars, la Chine modifie les règles de la mondialisation jusque-là occidentale.

En janvier 2018, le président Emmanuel Macron s'est rendu en Chine pour plaider en faveur de la « réciprocité » dans les rapports entre la Chine et le monde. C'est tout l'enjeu de l'insertion du géant chinois dans le concert mondial : acceptera-t-il de jouer le jeu d'un multilatéralisme ouvert, ou utilisera-t-il sa taille et le « moment historique » qui lui est favorable pour imposer ses conditions ? Ce sera l'enjeu numéro un de l'ère Xi Jinping.

# FOCUS

*Wolf Warrior 2*, un film d'aventure chinois sorti en 2017, a connu un succès fulgurant en salle, avec un message aussi clair que dans les films américains équivalents : la Chine est grande mais doit se faire respecter et défendre ses intérêts partout dans le monde ; et elle ne le pourra que grâce à une armée forte dirigée par le Parti, et des Chinois fiers de l'être. Le héros est un ancien soldat d'élite chinois qui sauve des civils chinois et africains des mains de rebelles sans pitié encadrés par des mercenaires occidentaux dans un État africain...

**LA CHINE ET SES VOISINS, BEAUCOUP DE DIFFÉREND FRONTALIERS  
TERRESTRES ET MARITIMES**



---

---

---

---

La Chine et les États-Unis échapperont-ils au « piège de Thucydide », c'est-à-dire au conflit rendu inévitable par le seul fait de la méfiance réciproque ? L'expression vient de l'antagonisme entre Sparte et Athènes au Ve siècle avant J.-C., entre une puissance régnante et une puissance émergente : un professeur américain, Graham Allison, y a consacré un ouvrage en 2017<sup>25</sup>, dans lequel il analyse les raisons pour lesquelles, sans nécessairement l'avoir voulu, les deux géants du XXIe siècle pourraient s'affronter.

Tout comme le xx<sup>e</sup> siècle a été façonné par l'antagonisme entre les États-Unis et l'Union soviétique, le suivant risque fort de l'être par la relation entre Washington et Pékin. Certes, d'autres pays, comme la Russie ou l'Inde, ou l'Europe si elle se redresse, peuvent prétendre à incarner des « pôles » dans un monde multipolaire ; mais la Chine et les États-Unis sont les seuls à disposer du poids économique, de la puissance militaire et du déploiement mondial qui leur donnent une dimension globale.

L'histoire de leurs relations est évidemment complexe. L'après-Seconde Guerre mondiale a débuté aux États-Unis par un grand débat sur « Qui est responsable de la perte de la Chine ? » (« *Who lost China ?* ») après la chute de Pékin aux mains des communistes de Mao Zedong. Suivi d'une longue période de guerre froide, avant la spectaculaire réconciliation sino-américaine menée par Richard Nixon avec son voyage à Pékin en 1972, les deux pays s'étant découvert un « ennemi commun », l'Union soviétique.

Depuis la normalisation de leurs relations, et surtout depuis la fin de la guerre froide et la disparition de cet « ennemi commun », les deux pays

hésitent entre la rivalité et le partenariat. Bill Clinton parlait de « partenariat stratégique », mais son successeur, George W. Bush, plaça initialement la relation sur le plan de la « rivalité stratégique ».

La réalité de cette relation est qu'elle contient des éléments des deux, partenariat sur de nombreux sujets, n'empêchant pas une rivalité stratégique bien réelle, surtout en Asie où les États-Unis ont été la puissance dominante depuis 1945.

Entre la Chine et les États-Unis, on peut vraiment parler d'un « mélange étrange de fascination et de répulsion réciproque<sup>26</sup> ». C'est particulièrement vrai du côté chinois, où l'Amérique est à la fois le modèle auquel on se compare et qu'il faut « rattraper », y compris du point de vue du mode de vie et de consommation le plus consommateur d'énergie, mais aussi la figure de l'« impérialiste » laissée par de vieux fonds de culture maoïste.

La fascination a semblé jouer pleinement lorsque, au sortir de la période maoïste, Deng Xiaoping a longuement visité les États-Unis en 1979 – il en reste une célèbre photo du dirigeant chinois avec un chapeau de cowboy –, ouvrant la voie à une coopération accrue alors que la Chine se lançait dans l'ère dite « réformes et ouverture ». Mais la répression sanglante de Tian'anmen, en juin 1989, doucha les espoirs de ceux qui voyaient dans cette « ouverture » le début d'un chemin vers la démocratisation. Les relations sino-américaines s'en ressentirent.

## **1 200 milliards de dollars**

**C'est le montant de la dette américaine détenu par la Chine, une véritable « bombe atomique » selon un responsable chinois.**

Depuis, les sujets de contentieux se sont accumulés entre les deux pays, qu'il s'agisse du déficit commercial abyssal au profit de la Chine, de la politique monétaire chinoise, de l'espionnage industriel, des cyberattaques attribuées par les Américains à des hackers chinois contrôlés par le gouvernement, du sort de Taïwan, du dossier nord-coréen ou encore de la présence militaire chinoise dans les eaux contestées de mer de Chine méridionale.

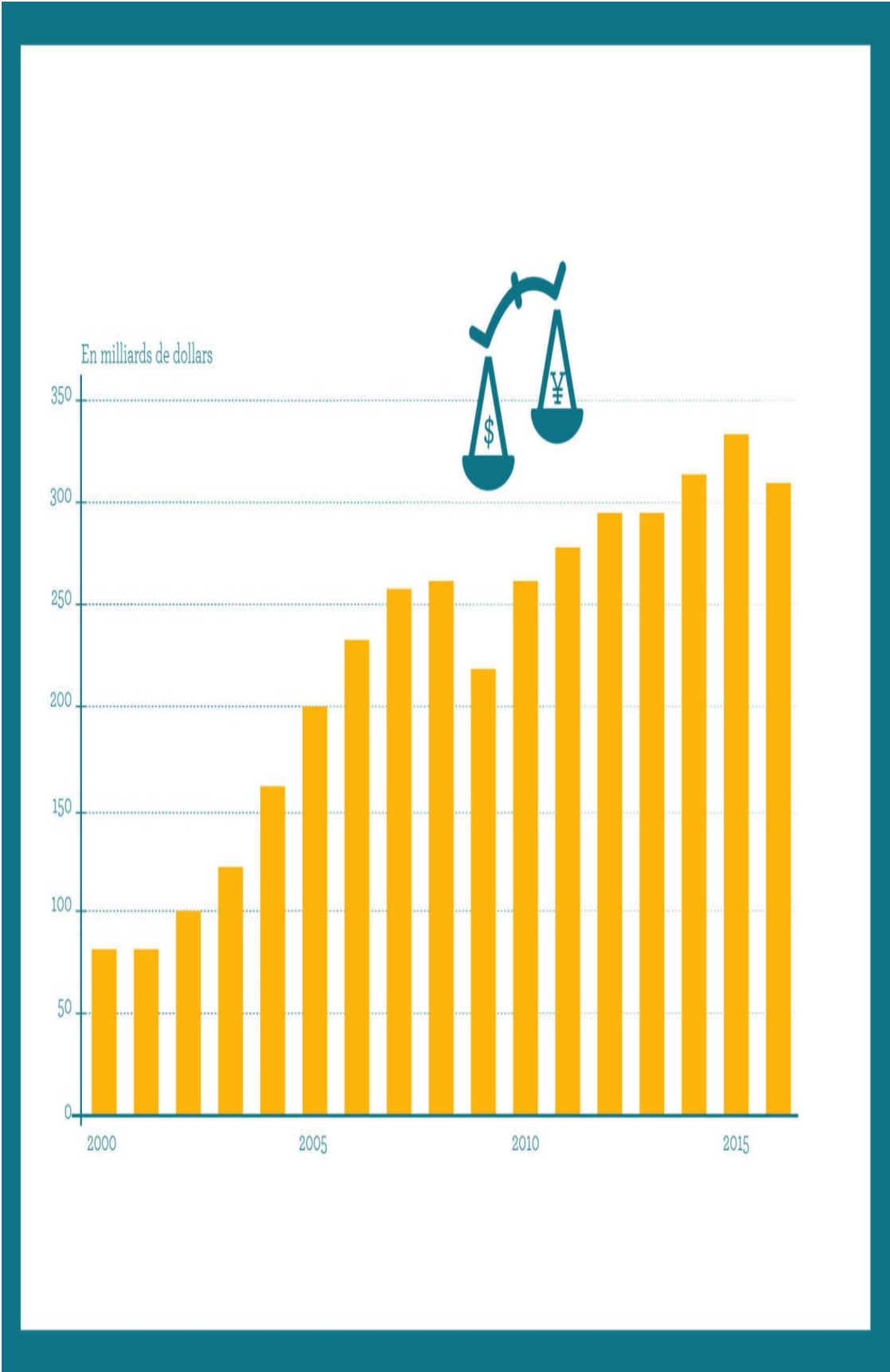
Au cœur de cette rivalité, la domination de l'Asie. C'est là que la rivalité s'affiche et que les engrenages dangereux pourraient faire tomber les deux pays dans ce « piège de Thucydide » redouté.

L'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier 2017 a toutefois introduit une incertitude, perçue à Pékin comme une opportunité pour pousser son avantage.

# FOCUS

Mark Zuckerberg, le patron de Facebook, est fasciné par la Chine, dont il apprend la langue et rencontre régulièrement les dirigeants. Il s'est fait photographier en faisant son jogging devant la Cité interdite, pose négligemment le recueil des discours de Xi Jinping sur son bureau lors de la visite d'un dirigeant chinois, et ne cache pas ses ambitions dans ce pays d'1,4 milliard d'habitants. En 2018, malgré ses efforts, Facebook était toutefois toujours bloqué en Chine par la censure, le plus grand marché au monde dont il soit exclu.

## LE DÉFICIT COMMERCIAL AMÉRICAIN AVEC LA CHINE DEPUIS 2000



---

---

---

La Chine n'a pas de rapports simples avec ses voisins asiatiques. C'est le fruit d'une histoire complexe, douloureuse et violente avec le Japon, ambiguë avec l'« autre géant », l'Inde, et marquée par la disparité de taille et de poids mais aussi le souvenir d'un temps long jamais aisé dans les rapports avec les autres États de la région.

C'est peu dire que la montée en puissance de la Chine et l'assurance croissante de ses dirigeants a changé les rapports de force et les perceptions en Asie. Les rapports avec le géant chinois sont progressivement devenus centraux dans la politique de chacun des pays de la région, qu'il s'agisse des échanges ou de la concurrence économique, des contentieux territoriaux ou maritimes que la Chine entretient avec de nombreux pays, ou tout simplement de l'équilibre régional, qui était fondé depuis la Seconde Guerre mondiale sur la « protection » américaine.

Sans le dire, les États-Unis ont commencé à mettre en œuvre une stratégie de « *containment* », d'« endiguement » pour reprendre un mot tiré du vocabulaire de la guerre froide avec l'URSS. Signes de ce changement, le fort rapprochement, dans les années 2000, des États-Unis avec leur ancien ennemi juré, le Vietnam, par ailleurs victime d'une courte guerre avec la Chine en 1979, et qui continue d'entretenir des relations tendues avec Pékin. En 2014, il y eut plus de 20 morts dans des émeutes antichinoises au Vietnam, à la suite d'un accrochage entre navires vietnamiens et chinois en mer de Chine méridionale.

C'est en mer que se situent les principales tensions, en raison de très nombreux différends territoriaux et d'une stratégie chinoise offensive. Pékin a des différends avec le Japon, le Vietnam, les Philippines, l'Indonésie, Taïwan, la Malaisie, le sultanat de Brunei... Un enjeu de contrôle des richesses en hydrocarbure et de pêche, mais peut-être

surtout de souveraineté et d'affirmation de puissance que vivent mal les voisins de la Chine, soumis, eux aussi, à des opinions publiques chauffées à blanc par des forces nationalistes.

Au Japon, les incursions répétées de la marine et de l'aviation chinoises dans la zone des îlots nommés Diaoyu en chinois, Senkaku en japonais, contrôlés par Tokyo mais revendiqués par la Chine, créent un profond malaise. En 2013, Pékin avait même décrété une « zone d'identification de la défense aérienne » (ADIZ) au-dessus des îlots, une mesure unilatérale dénoncée à Tokyo et à Washington. Dans ce contexte, le Japon du Premier ministre Shinzo Abe remet progressivement en question sa Constitution pacifique héritée du conflit mondial.

« **Aucun pays n'a le droit de pointer du doigt les activités de construction de la Chine. »**

### *Le gouvernement chinois, en 2015, à propos de la mer de Chine méridionale*

Même enjeu du côté de l'archipel des Paracels, conquis par l'armée chinoise en 1974 lors d'un bref affrontement avec ce qui était alors le Sud-Vietnam, et des îles Spratleys, un archipel plus au Sud revendiqué par plusieurs États de la région. En 2014, c'est l'arrivée sans préavis d'une plateforme pétrolière chinoise dans la zone contestée des Paracels qui avait entraîné un premier choc naval avec le Vietnam et provoqué la flambée de violence antichinoise dans ce pays voisin et également dirigé par un Parti communiste.

Enfin, le véritable centre de gravité de la tension s'est déplacé dans une autre zone de mer de Chine méridionale, près des Philippines, où la Chine a commencé dans les années 2010 à transformer des récifs coralliens en îlots, véritables bases navales flottantes désormais militarisées, avec leur propre piste d'atterrissage.

La Chine revendique cette zone en invoquant une « ligne des neuf traits » censée figurer sur des cartes anciennes, entourant sur 1 500 km la côte sud chinoise et englobant toute la mer de Chine méridionale. Cette affirmation est fortement contestée par les États de la région, en particulier par les Philippines, à l'époque du président Benigno Aquino, le seul pays à être allé devant la justice maritime internationale. Son successeur, Rodrigo Duterte, choisit au contraire de

se rapprocher de Pékin en échange d'un accroissement des liens économiques.

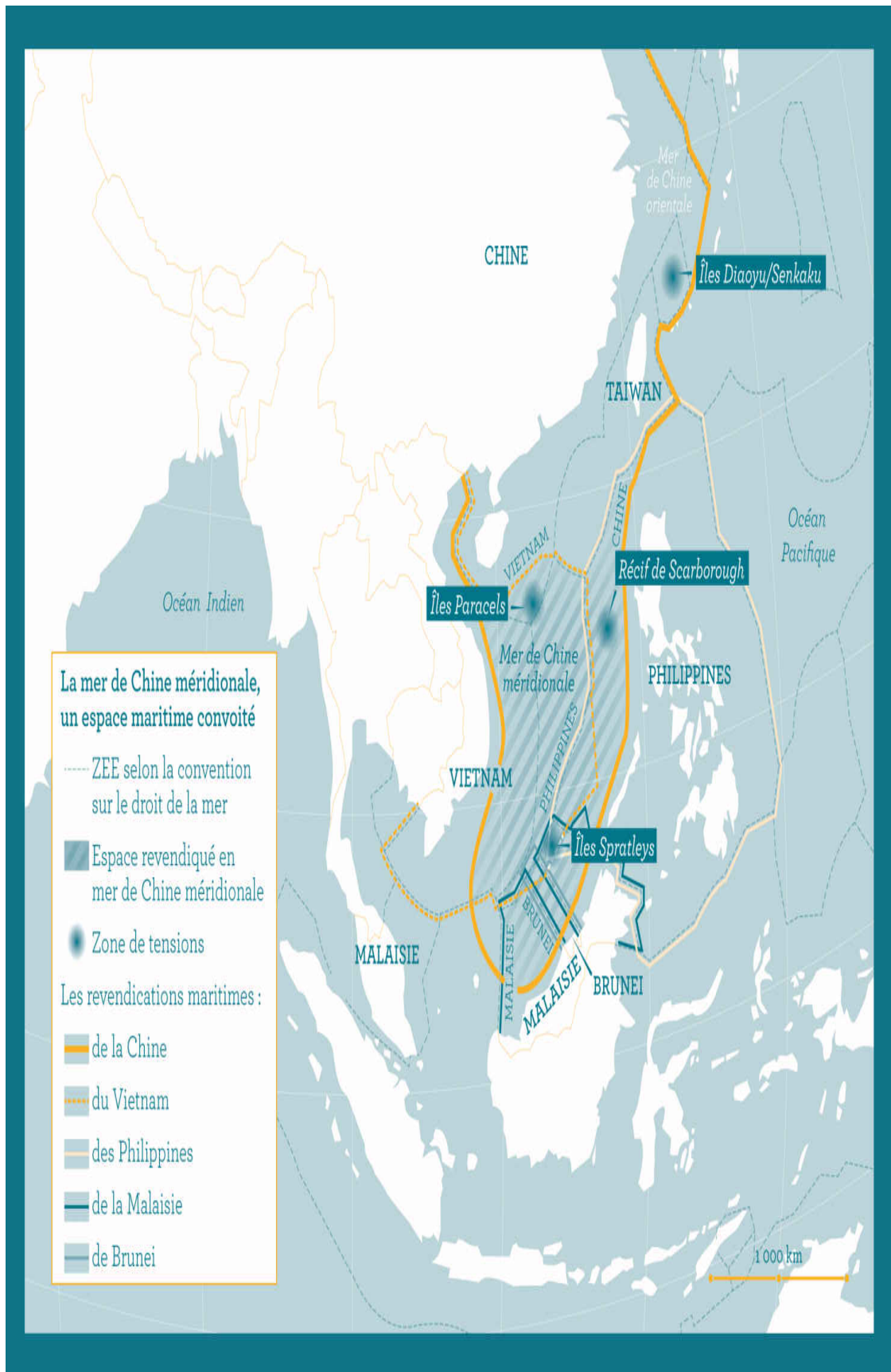
Cette zone, au cœur des routes de navigation commerciale vitales aux pays de la région, est devenue un enjeu de liberté de navigation. Régulièrement, la marine américaine y montre son pavillon, jusqu'à 12 milles nautiques (22,2 kilomètres) des îlots édifiés par les Chinois, c'est-à-dire dans les eaux internationales. En 2017, une frégate française a, elle aussi, effectué pour la première fois une mission dans la région afin de faire respecter la « liberté de navigation ».

Cette situation fait redouter aux pays d'Asie du Sud-Est une posture de plus en plus affirmée de la Chine. L'Asie est ainsi devenue, sans surprise, la première région du monde pour les dépenses d'armement.

# FOCUS

La Cour permanente d'arbitrage (CPA) de La Haye, seule compétente en la matière, a émis en juillet 2016 le seul jugement (jusqu'ici) sur la situation en mer de Chine méridionale, sur plainte des Philippines à la suite du harcèlement de ses pêcheurs par la marine chinoise. La Cour internationale a estimé que les revendications chinoises étaient sans fondements juridiques, et a exigé le retour des pêcheurs philippins dans la zone contestée. Pékin a catégoriquement refusé de reconnaître la décision de la Cour.

**LA « LIGNE À NEUF TRAITIS » DES REVENDICATIONS CHINOISES EN MER DE  
CHINE MÉRIDIONALE**



---

---

---

Il y a quelques années encore, il n'existait aucun vol direct entre la Chine et l'Inde, signe de la faiblesse des rapports entre les deux géants d'Asie, les deux seuls pays au monde comptant plus d'un milliard d'habitants. Cette anomalie a depuis été corrigée et les deux voisins, tous deux membres du groupe émergent des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), tentent de surmonter leurs divisions et leur rivalité pour chercher un *modus vivendi*, sans toujours le trouver.

Entre ces deux très anciennes civilisations asiatiques, les relations sont pourtant anciennes et profondes : tous les Chinois connaissent *La Pérégrination vers l'Ouest*, un grand classique de la littérature chinoise, récit du voyage du moine bouddhiste Xuan Zang et de son singe immortel, Sun Wu Kong, partis en Inde à la recherche des soutras bouddhiques. Mais depuis l'indépendance de l'Inde, concomitante de la révolution chinoise, les deux pays entretiennent des relations parfois conflictuelles.

En 1962, alors que les relations étaient déjà tendues par la fuite en Inde trois ans plus tôt du dalaï-lama, chef du bouddhisme tibétain, un conflit armé a opposé la Chine et l'Inde sur les hauteurs de l'Himalaya occidental. C'est la Chine qui a pris l'initiative de la guerre, afin de modifier la frontière tracée à l'époque britannique. Les troupes chinoises prirent les Indiens par surprise, et parvinrent à occuper le territoire de l'Aksai Chin, toujours chinois aujourd'hui et revendiqué par l'Inde. La Chine revendique pour sa part une partie de l'Assam indien.

Ce bref conflit armé, qui fit 3 000 morts du côté indien, a laissé une blessure ouverte et a eu des conséquences politiques importantes puisqu'il a précipité la rupture, déjà bien amorcée, entre la Chine et l'URSS, cette dernière prenant parti pour l'Inde, tandis que la Chine se rapprochera du Pakistan.

Les différends frontaliers sont loin d'avoir été apaisés. En juin 2017, les deux pays ont été au bord de la guerre sur le plateau du Doklam, à plus de 3 000 mètres d'altitude dans l'Himalaya, dans une zone du Bhoutan revendiquée par la Chine. C'est la construction d'une route par la Chine sur un bout de terre disputé qui a failli dégénérer en conflit armé : les soldats chinois et indiens – l'Inde étant le « protecteur » du Bhoutan – se sont fait face pendant plusieurs semaines.

Quelques jours après la désescalade, en septembre 2017, les dirigeants chinois et indien se retrouvaient tout sourire au 9<sup>e</sup> Sommet des BRICS à Xiamen (Chine), malgré les tensions encore chaudes.

Il est clair que la confiance n'est pas au rendez-vous entre les deux géants, malgré les tentatives de surmonter les malentendus. Dans les années 2000, les dirigeants des deux pays ont tenté de nouer des partenariats en misant sur leur complémentarité : l'Inde était alors forte en *software*, et la Chine en *hardware*, un mariage pouvait être mutuellement bénéfique. Mais il ne s'est pas produit, malgré le développement important des relations économiques.

L'Inde a observé le décollage économique de la Chine avec envie et effroi alors qu'elle peinait dans son propre développement. Son avantage qualitatif – la « plus grande démocratie du monde », une classe moyenne, un fort taux d'anglophones... – a rapidement fondu face à une Chine devenue l'« usine du monde » grâce à son ouverture économique contrastant avec la bureaucratie tatillonne de l'Inde.

La réussite chinoise a sans nul doute contribué au « réveil » de l'Inde, qui, depuis une décennie, accélère son développement, atteignant des taux de croissance record, parfois supérieurs à ceux d'une Chine frappée par le ralentissement dans les années 2010. L'Inde reste loin derrière la Chine en termes de produit intérieur brut (le PIB chinois est cinq fois supérieur à l'indien) ou de revenu par habitant (7 400 dollars en Chine, 1 570 en Inde), mais les deux pays sont désormais engagés dans la même course au développement rapide.

« L'Inde a conquis et dominé la Chine culturellement pendant vingt siècles sans jamais avoir à envoyer un seul soldat à sa frontière. »

*Le philosophe Hu Shi*

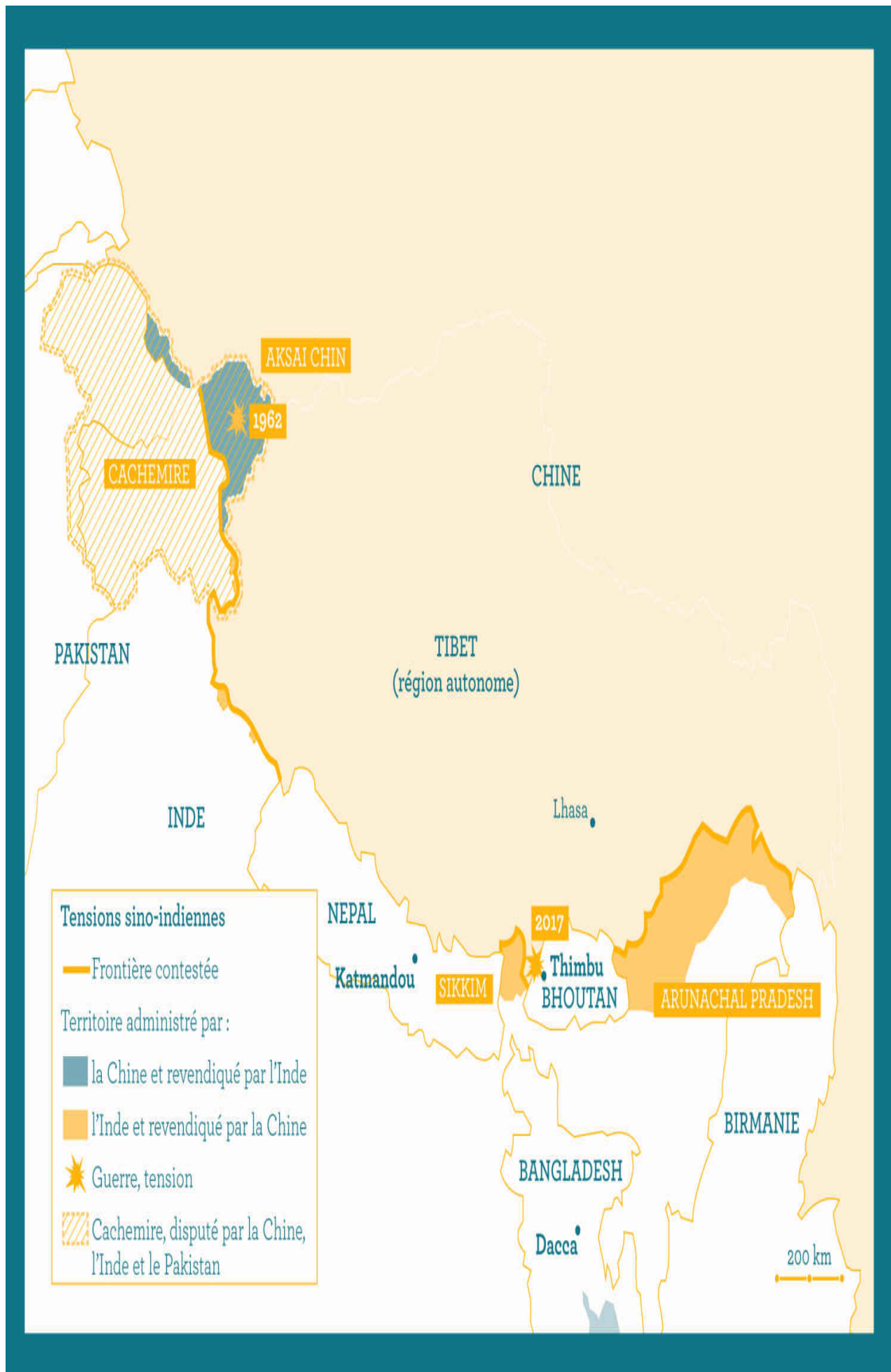
Mais la méfiance indienne reste entière. New Delhi a ainsi refusé de s'associer au projet phare de Pékin, les nouvelles routes de la soie. Une partie de cette hostilité est due aux projets de la Chine chez son voisin et ennemi historique, le Pakistan, en particulier dans le « China Pakistan Economic Corridor » (CPEC), un projet stratégique dans lequel Pékin engloutit des dizaines de milliards de dollars, débouchant sur le port en eau profonde de Gwadar, construit par les chinois au Pakistan. L'annonce de l'ouverture non loin de Gwadar d'une base navale chinoise ne contribuera pas à apaiser les inquiétudes de New Delhi.

« La question est de savoir s'il y a de la place pour deux géants dans l'Asie du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle », s'interroge Jean-François Di Meglio, directeur de l'institut Asia Centre. Si la réponse était négative, les conséquences seraient tragiques.

# FOCUS

L'Afrique est devenue l'un des terrains de la rivalité sino-indienne. La Chine a pris une longueur d'avance, mais l'Inde de Narendra Modi a multiplié les initiatives pour combler son retard. Elle a signé de nombreux accords économiques et créé un forum annuel avec le continent, comme la Chine. New Delhi a néanmoins une approche différente : « l'Inde, qui ne peut pas rattraper la distance parcourue par la Chine, cherche à adopter une stratégie plus douce de *soft power* », relève le think tank ECFR dans une note en 2016.

**LES RÉGIONS DISPUTÉES ET LES TRONÇONS DE FRONTIÈRE CONTESTÉS  
ENTRE LA CHINE ET L'INDE**



---

---

---

« Chinafrique » : le néologisme s'est installé sans la moindre hésitation, comme on dit « Françafrica » en référence au tissu de liens, surtout occultes, entre la France et ses anciennes colonies africaines. « En quelques années, la Chine en Afrique est passée de sujet pointu pour spécialistes en géopolitique à un thème central dans les relations internationales et la vie quotidienne du continent »<sup>27</sup>, expliquaient en 2008 les premiers auteurs à s'être intéressés au sujet. Dix ans plus tard, c'est encore plus vrai.

La fin des années 1990 et le début des années 2000 ont marqué le retour de la Chine sur le continent noir ; retour, car elle y était présente dans une « première vie » en tant que puissance révolutionnaire, aidant la Tanzanie et la Zambie à résister à l'Afrique du Sud de l'apartheid en construisant une voie ferrée, ou en envoyant des conseillers agricoles auprès des paysans maliens... L'idéologie n'y est plus pour grand-chose : vue de Pékin, explique un expert, la coopération sino-africaine répond à un triple objectif de la Chine : assurer un accès aux matières premières pour son industrie lourde ; offrir des perspectives de développement aux entreprises chinoises ; asseoir son influence et gagner des nouveaux alliés<sup>28</sup>.

La Chine est aussi présente en Afrique parce que la nature a horreur du vide, y compris en géopolitique. Et les puissances occidentales ont progressivement déserté ou ignoré l'Afrique, pour les Britanniques après la décolonisation des années 1960, pour la France après la guerre froide, à l'exception des questions sécuritaires. Les États-Unis n'ont jamais eu de politique africaine à la mesure de leur discours.

La Chine s'est engouffrée dans ce vide au moment où son économie décollait et où ses besoins en matières premières grimpaient. Les premières incursions chinoises en Afrique, à la fin des années 1990,

coïncidaient avec la carte minière du continent : pétrole au Soudan puis en Angola, cuivre en Zambie, bauxite en Guinée, minerais rares au Zimbabwe...

Progressivement, les signes de la présence chinoise ont commencé à surgir aux quatre coins du continent. Un nouveau siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, cadeau de la Chine à l'organisation panafricaine ; un stade, un palais des congrès, une route ou une voie ferrée flambant neufs ailleurs. Et même une base navale à Djibouti, sur l'océan Indien, la première base militaire chinoise à l'étranger. Des symboles bien visibles d'une présence politique autant qu'économique.

« La Chine et l'Afrique sont des frères, des bons amis  
et des bons partenaires. »

*Yang Jiechi, ministre chinois des Affaires étrangères,  
en 2013*

Résultat : le commerce entre la Chine et l'Afrique est un tiers supérieur à celui de toute l'Europe avec le continent noir, et trois fois supérieur à celui des États-Unis. Les investissements chinois en Afrique n'ont cessé de croître depuis une décennie – ils ne représentent toutefois que 3,5 % des investissements chinois dans le monde –, de même que l'installation de chinois sur le continent, estimés à plus d'un million en 2017. Dans l'autre sens, il faut noter que plusieurs dizaines de milliers d'Africains vivent et travaillent désormais en Chine, notamment à Canton.

Officiellement, la Chine ne met aucune condition politique à ses investissements ou à ses relations commerciales, autres que la reconnaissance d'« une seule Chine » : presque tous les États africains ont désormais rompu avec Taipei au profit de Pékin, laissant seulement le royaume du Swaziland dans le camp taïwanais.

Dans la réalité, la Chine crée des dépendances : ainsi, l'Angola a accepté un prêt chinois de 2 milliards de dollars pour développer ses infrastructures, remboursé à Pékin en hydrocarbures.

Seule une petite partie des flux financiers chinois en direction de l'Afrique correspondent aux critères internationaux de l'aide au développement de l'OCDE, faisant craindre aux pays d'Afrique une

dette excessive envers la Chine au moment où ils arrivent à se défaire de celle qu'ils avaient envers l'Occident.

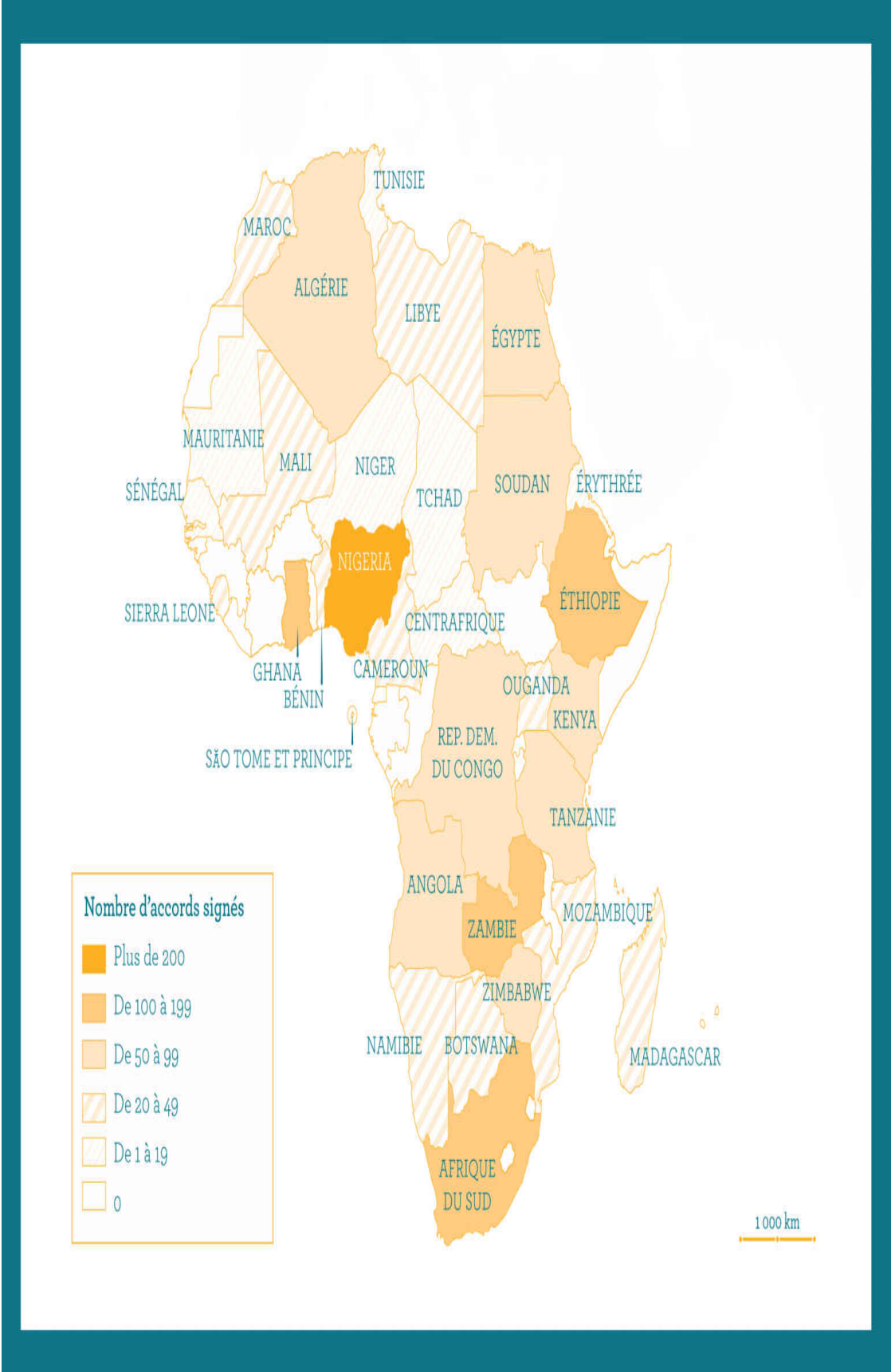
Cette présence chinoise massive ne va pas sans heurts, parfois en raison d'incompréhensions culturelles, de pratiques managériales sensiblement différentes, ou de la captation de l'activité économique par les commerçants chinois. En Zambie, où la Chine a investi dans le secteur minier, un directeur de mine chinois a été assassiné en 2012 par ses ouvriers en colère. Un rapport de l'ONG Human Rights Watch attirait alors l'attention sur les conditions de travail et de salaires déplorables dans les entreprises à capitaux chinois.

Malgré ces couacs, les relations entre la Chine et l'Afrique sont là pour durer. Elle s'y retrouve désormais en concurrence avec les anciennes puissances coloniales, mais aussi avec les autres pays émergents, comme l'Inde, la Turquie ou le Brésil. De nombreux Africains se demandent toutefois si leur continent saura un jour s'organiser pour tirer le meilleur de ces relations concurrentes, plutôt que d'en être simplement le terrain d'action.

# FOCUS

Dans un livre paru en 2014, *China's Second Continent*, le journaliste américain Howard French rencontre des Chinois qui ont choisi de vivre et de travailler en Afrique. L'un d'eux, qui a acheté des terres au Mozambique, a poussé son fils aîné à épouser une Africaine, afin, explique-t-il, de se faire accepter à long terme par la population locale. Un exemple parmi d'autres d'un changement culturel profond : il ne s'agit pas seulement d'investissement et de stratégie, mais aussi d'histoires humaines.

**L'IMPLANTATION CHINOISE EN AFRIQUE : PAYS PAR PAYS, LE NOMBRE  
D'ACCORDS SIGNÉS**



---

---

---

En 1950, quelques mois après la proclamation de la République populaire de Chine, le slogan le plus entendu était : « L'URSS d'aujourd'hui, c'est la Chine de demain. » Près de sept décennies plus tard, il n'en est évidemment rien, mais l'alliance scellée alors à Moscou entre Joseph Staline et Mao Zedong connaît une nouvelle vie entre la Russie de Vladimir Poutine et la Chine de Xi Jinping, dans un contexte politique et géopolitique très différent.

Entre ces deux périodes, l'histoire des relations sino-soviétiques puis sino-russes n'a pas été une ligne droite, mais plutôt des montagnes... russes, traversant rupture idéologique, anathèmes, et même un affrontement militaire frontalier en 1969 pour le contrôle d'une île sur le fleuve Oussouri, un affluent du mal-nommé fleuve Amour qui sépare les deux pays. La Chine et l'URSS sont même, pense-t-on alors, au bord d'un conflit nucléaire.

La grande différence entre la période soviétique et aujourd'hui est l'inversion du rapport de force entre les deux pays. L'URSS était alors la superpuissance, le « grand frère » d'une Chine maoïste certes révolutionnaire, mais pauvre et dépendante de l'aide soviétique pour développer son industrie. Aujourd'hui, la Chine est la grande puissance émergente, c'est elle qui a économiquement le dessus sur une Russie qui a certes retrouvé une certaine influence avec Poutine, mais pas de quoi en imposer à Pékin. Il n'empêche que la relation très étroite – les Chinois récusent le terme d'« alliance » souvent employé – entre ces deux pays majeurs, une ex-superpuissance et une superpuissance en devenir, est un événement géopolitique majeur.

C'est pourtant une alliance de circonstance qui s'est forgée entre la Russie post-soviétique et la Chine post-maoïste, pas la reconstitution d'un axe uni par la même idéologie ou la même vision du monde. Mais

cette entente se révèle plus solide et plus durable que beaucoup d'observateurs extérieurs imaginaient, pour une grande part en raison du nouveau climat de guerre froide qui entoure la Russie de Poutine, surtout depuis l'annexion de la Crimée ukrainienne en 2014, et les sanctions occidentales qui en découlèrent. « Les sanctions ont poussé Poutine dans les bras de Xi », analyse un diplomate occidental.

C'est d'ailleurs en 2014, l'année des sanctions, que Gazprom, la puissante société russe, a finalement conclu un important accord de fourniture d'énergie à la Chine, un contrat de 400 milliards de dollars sur trente ans qui était en négociation depuis des années. En position de faiblesse et pressée de conclure, la Russie s'est tournée vers le seul partenaire fiable et important qu'il lui restait.

Depuis, Pékin et Moscou renforcent leurs relations économiques et commerciales, dans l'énergie mais aussi par le biais d'un ambitieux projet aéronautique commun pour concurrencer Boeing et Airbus ; ils votent souvent (mais pas toujours) ensemble au Conseil de sécurité de l'ONU ; ils affichent une même défiance envers un ordre international dominé par les puissances occidentales.

Les deux pays se soutiennent mutuellement : la Chine vis-à-vis de la Russie sur l'Ukraine (malgré des réserves sur la Crimée : l'idée qu'un État plus fort puisse prendre une partie du territoire de son voisin ne plaît guère à Pékin...) et la Syrie, tandis que Moscou défend Pékin en mer de Chine méridionale, participant même à d'importantes manœuvres navales dans la zone en septembre 2016... Xi Jinping et Vladimir Poutine se sont rencontrés un nombre important de fois, en bilatéral ou en multilatéral, affichant une bonne entente à un moment où le président russe n'a pas bonne presse en Occident.

**« Il faut saisir le vent chinois dans les voiles russes. »**

*Vladimir Poutine*

Pour autant, les motifs de méfiance restent importants. Les Russes, en particulier, ont une inquiétude historique envers une présence chinoise trop importante en Sibérie et dans l'Extrême-Orient russe, jusqu'à Vladivostok devenue une destination prisée par les touristes et les investisseurs chinois. En 2009, Pékin et Moscou ont signé un accord de coopération transfrontalier sans précédent, ouvrant les portes de l'Extrême-Orient russe aux entreprises chinoises. L'Extrême-Orient

russe, dont une partie appartenait à la Chine il y a un peu plus d'un siècle et demi, ne représente que 5 % de la population du pays, et la Sibérie 14 %, mais ces régions comptent des richesses minières et des terres disponibles à l'infini. En outre, Moscou ne peut pas ne pas se demander si Pékin n'est pas en train de lui prendre le leadership de son projet Eurasie qui n'est guère avancé.

Du côté chinois, c'est la fiabilité politique russe qui inquiète. Les dirigeants de Pékin, pour qui l'anti-modèle est Mikhaïl Gorbatchev, le dernier chef de l'URSS, louent les mérites de l'« homme fort » Vladimir Poutine ; mais ils savent que la Chine n'est que le « deuxième choix » de la Russie après l'Europe qui lui a fermé ses portes.

Pour l'heure, l'entente Moscou-Pékin est un fait incontournable dans un monde multipolaire en formation.

# FOCUS

Pour les Chinois, Vladivostok s'appelle en fait Haishenwai, le nom que cette ville de l'Extrême-Orient russe portait lorsque la région appartenait à la Chine. Les historiens chinois font remonter la présence chinoise au XI<sup>e</sup> siècle, à l'époque de la dynastie Jin, jusqu'au « traité inégal » de 1860, après la défaite chinoise dans la seconde guerre de l'Opium. Si les touristes chinois expriment quelque nostalgie, les dirigeants de Pékin, eux, n'ont jamais mis en doute l'appartenance de la zone à la Russie.

## DEUX GÉANTS CÔTE À CÔTE : LA CHINE ET LA RUSSIE



---

---

---

Jusqu'en 1991, la Chine ne s'est pas trop préoccupée de sa longue frontière occidentale, en tout cas pas depuis que ses relations avec son grand voisin soviétique s'étaient apaisées. Mais en 1991, à l'effondrement de l'URSS, la Chine s'est retrouvée avec non pas un, mais plusieurs voisins, instables de surcroît, avec lesquels il a fallu apprendre à cohabiter : les « stan », comme on surnomme le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, et, plus loin, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, républiques indépendantes issues de l'ex-URSS.

Depuis le début des années 2000, parallèlement à son propre décollage économique, la Chine a développé une stratégie en direction des « stan » de son *hinterland* terrestre. Une démarche d'abord sécuritaire, car ces nouveaux États improbables avaient, vu de Pékin, le potentiel de déstabilisation du Xinjiang, la province ouïgour dont le contrôle constitue un enjeu majeur pour la Chine.

Dès 1996 avec le Groupe de Shanghai, puis en 2001 avec sa transformation en Organisation de coopération de Shanghai (OCS), Pékin a favorisé la coopération sécuritaire entre les pays de la région. C'est la première organisation internationale fondée et, de fait, dirigée par la Chine, un signe, dès cette époque, de sa montée en puissance régionale.

L'OCS a été fondée conjointement par la Chine et la Russie, un partenariat post-soviétique inédit, avec les États d'Asie centrale, afin de sécuriser la frontière occidentale de la Chine et de stabiliser ces pays en proie à des poussées islamistes armées, facilitées par le voisinage de l'Afghanistan un temps aux mains des talibans. S'il ne s'agit pas véritablement d'une « Otan d'Asie centrale », la coopération militaire est bien réelle, avec l'organisation de manœuvres communes, la formation de forces antiterroristes et la coordination.

Depuis, l'OCS n'a cessé de grossir, au point de devenir un véritable forum de sécurité régionale, accueillant simultanément en son sein les deux puissances rivales que sont l'Inde et le Pakistan, et même l'Iran, venu avec un statut d'observateur.

Le résultat a été immédiat et, dès la fin des années 1990, les pays d'Asie centrale ont cessé d'être des sanctuaires pour des nationalistes ouïgours du Xinjiang (ou Turkestan oriental), y compris ceux qui n'appartiennent pas à la mouvance islamiste. Les nationalistes ouïgours s'étaient progressivement installés dans les capitales d'Asie centrale au nom de leur cousinage culturel hérité de leur appartenance commune à l'aire turcophone. Ils durent en partir sous peine d'être arrêtés ou étroitement surveillés.

L'autre volet de la stratégie chinoise est économique, avec le développement de relations de plus en plus étroites avec l'ensemble des pays de la zone, à la fois dans le secteur énergétique, avec un pays riche en hydrocarbures comme le Kazakhstan, mais aussi en investissements industriels et en échanges commerciaux tous azimuts.

## **35 milliards de dollars**

**C'est le montant total des échanges commerciaux, en 2016, entre la Chine et les cinq pays d'Asie centrale.**

Le lancement par Xi Jinping des nouvelles « routes de la soie » est venu conforter ce choix stratégique en Asie centrale. Les pays de l'OCS sont devenus des pièces maîtresses dans cette approche géopolitique, visant à développer des infrastructures de transport performantes entre la Chine et son voisinage, en direction de l'Europe et de l'Afrique.

Il suffit d'emprunter les TGV en direction de l'Ouest chinois, ou de rouler sur les autoroutes flambant neuves qui traversent les déserts du Xinjiang en direction des frontières d'Asie centrale, pour comprendre les moyens considérables déployés par la Chine au service de cette stratégie.

Progressivement, les gouvernements et les élites politiques et économiques des pays d'Asie centrale ont été gagnés par l'influence chinoise, qui s'accompagne de généreux financements. Il en va parfois différemment au sein des populations, qui redoutent la vassalisation.

Au Kazakhstan, il y a même eu des remous importants en 2016 lorsque le gouvernement a proposé de permettre à des entreprises étrangères, c'est-à-dire chinoises, de louer à long terme des surfaces agricoles.

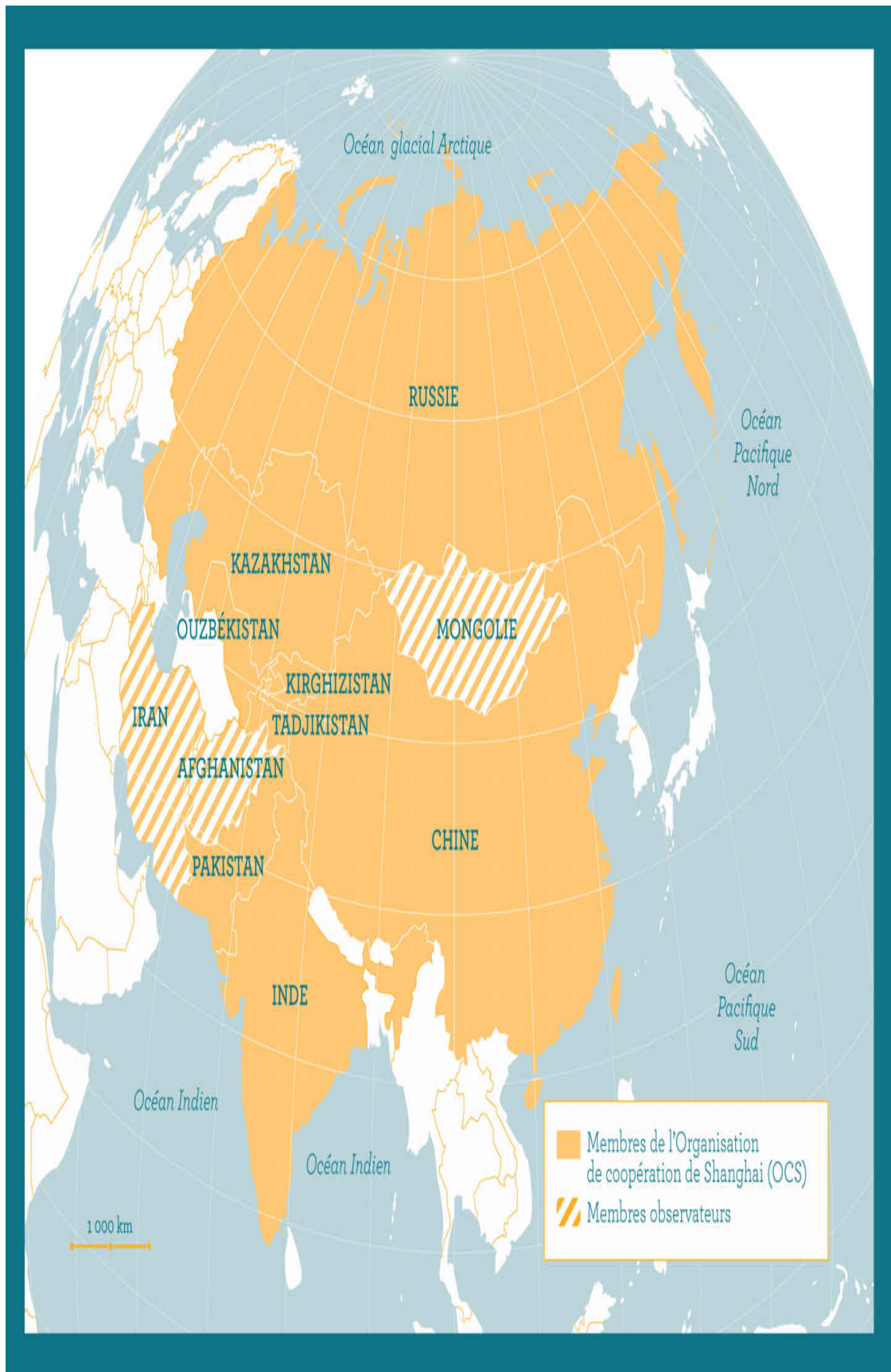
« Les entreprises chinoises au Kazakhstan prospèrent, aidées par les crédits généreux de la Banque de développement chinoise ou de l'Exim Bank chinoise, souligne début 2018 une étude approfondie<sup>29</sup>. Mais ces crédits sont liés à des obligations d'achat de produits chinois, d'employer de la main-d'œuvre chinoise. De quoi compliquer la tâche d'Astana dans sa volonté de développer des PME sur le chemin des nouvelles routes de la soie. »

Cette asymétrie évidente constitue le point faible de la stratégie chinoise, même si elle trouve, en Asie centrale, des partenaires plus que désireux de prendre leur « part du gâteau » des routes de la soie.

# FOCUS

**Khorgos est une ville nouvelle du Kazakhstan en plein essor ; en face, de l'autre côté de la frontière chinoise, sa sœur jumelle, Khorgas. Quelque 50 000 conteneurs sont passés par ici en 2017, à bord de trains qui continuent leur longue route vers l'Europe. Des grues géantes s'affairent à longueur de journée, pour transférer les conteneurs d'un train à l'autre, pour tenir compte de l'écart différent des voies côté chinois et ex-soviétique. C'est l'une des facettes de la nouvelle route de la soie.**

**LA CHINE ET SON NOUVEL ENVIRONNEMENT FRONTALIER DEPUIS  
L'ÉCLATEMENT DE L'URSS : TRANSFORMER UN ACCIDENT DE L'HISTOIRE EN  
OPPORTUNITÉ**



---

---

---

Après plus de dix ans de négociations, en l'an 2000, Chinois et Américains étaient parvenus à un accord sur l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce, et Pékin pensait la voie libre. Pascal Lamy, le Commissaire européen au commerce, représentant l'Union européenne et son immense marché, appela le négociateur chinois pour le féliciter, et lui annoncer... qu'il lui fallait encore conclure la négociation sur les demandes spécifiques de l'Europe. Ce jour-là, la Chine prit réellement conscience de ce qu'était devenue collectivement l'Europe, alors que, jusque-là, Pékin avait privilégié les relations bilatérales avec ses membres, principalement les « gros » : Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie... L'ouverture d'une représentation auprès de l'UE à Bruxelles remonte à 1988, mais la répression sanglante de Tian'anmen l'année suivante avait mis ces relations en veilleuse.

Depuis, la Chine n'en finit pas de se demander si l'Europe existe, s'il faut traiter avec « Bruxelles » ou avec les États-membres, et si ce bel ensemble ne va pas finir par se démanteler, comme le Brexit a pu un temps le laisser penser. Les Européens, par leurs incohérences et leurs hésitations, ne facilitent pas la tâche de ceux qui doivent définir une attitude à leur égard...

La question de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine, imposé par l'Union européenne en 1989, dans la foulée du massacre, a contribué à cette interrogation. Au début des années 2000, Pékin a convaincu la France et l'Allemagne, deux de ses principaux partenaires en Europe, que la page de Tian'anmen était tournée et qu'il était temps de lever cet embargo infâmant. Jacques Chirac, pour la France, et Gerhard Schröder, pour l'Allemagne, acceptèrent.

Mais ils ne furent jamais en mesure d'obtenir un consensus des « 28 », l'unanimité étant nécessaire pour inverser la décision de 1989, certains

États – surtout parmi ceux qui, n’exportant pas d’armes, n’en tireraient aucun bénéfice – estimant que la situation des droits de l’homme en Chine ne s’était pas assez améliorée. Il faut y ajouter des pressions américaines, les États-Unis voyant d’un mauvais œil leurs alliés européens équiper militairement la puissance potentiellement rivale chinoise. Dans la même situation, Israël a dû renoncer à vendre à Pékin du matériel électronique.

Cette incapacité du tandem franco-allemand, théoriquement en position de leadership, à faire passer une telle décision – l’embargo est toujours en vigueur quinze ans plus tard... – était incompréhensible pour un État aussi centralisé que la Chine.

Avec sa montée en puissance économique et politique, la Chine a commencé à sortir de sa réserve et à investir, dans tous les sens du terme, en Europe. Dans l’Europe affaiblie par la crise financière de 2007-2008, les entreprises chinoises ont commencé à racheter des actifs européens. Le plus spectaculaire est incontestablement le port grec du Pirée, le plus grand port de Méditerranée, repris en grande partie par l’armateur chinois Cosco en 2016, et qui l’a fait prospérer depuis. La Grèce est devenue l’une des principales cibles des investissements chinois, ce qui ne manque pas d’avoir un impact politique : en 2017, pour la première fois, la Grèce a mis son veto sur le rapport sur la Chine que l’UE présente chaque année au Conseil des droits de l’homme de l’ONU.

Emmanuel Macron a eu la surprise, lors de son premier Conseil européen après son élection en 2017, de voir le Portugal batailler pour empêcher l’Europe de renforcer ses protections commerciales, une mesure visant d’abord la Chine. Son collègue portugais lui a expliqué que lors de la crise de la dette, on l’avait forcé à privatiser des entreprises publiques, et que les Chinois étaient les seuls à s’être présentés pour les racheter...

« Les Européens se sont conduits en Grèce comme des sangsues médiévales, les Chinois ont amené de l’argent. »

*Costas Douzinas, parlementaire grec*

Pékin a créé en 2011 un forum intitulé « 16 + 1 » : le « 1 », c’est évidemment la Chine, et les « 16 » sont des pays d’Europe centrale et

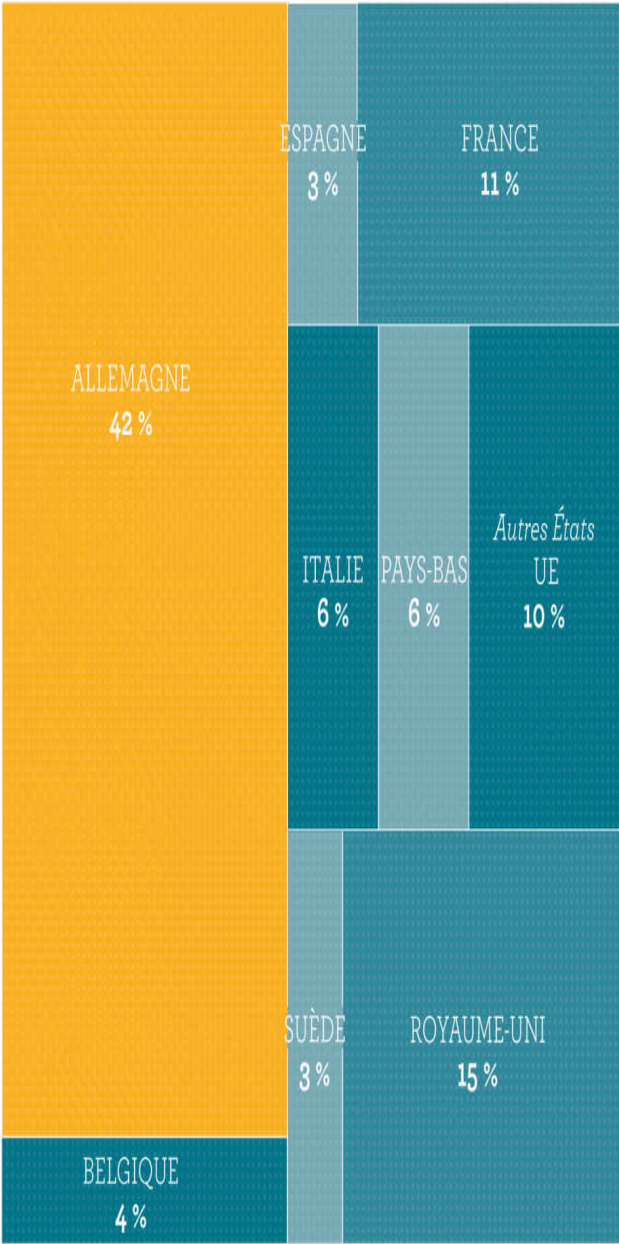
orientale et des Balkans, 11 États membres de l'UE (Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie) et cinq candidats à l'entrée dans l'Union (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro et Serbie). Ces pays sont inclus dans les nouvelles routes de la soie, et bénéficient du financement chinois d'infrastructures et d'investissements pouvant ensuite circuler librement en Europe. Le forum est né à Budapest, où s'est également déroulé le sommet de 2017, dans un pays à la dérive autoritaire.

Lors de sa visite à Pékin en janvier 2018, le Président français a affirmé que « l'Europe est de retour », pour signifier aux dirigeants chinois que l'UE n'était pas en train de s'effondrer comme ils semblaient le penser. Mais, de fait, Emmanuel Macron estime qu'il est peut-être déjà trop tard pour que l'Europe puisse parler d'une seule voix à la Chine : elle a réussi à constituer un réseau d'« amis » au sein du premier marché mondial.

# FOCUS

Kuka, fabricant allemand de robots industriels, est l'un des fleurons de l'industrie germanique, un leader mondial dans son domaine. Ce fut donc un choc, en mai 2016, lorsqu'une OPA du groupe chinois Midea, géant de l'électronique, parvint à en prendre le contrôle en payant 30 euros de plus par action que le cours de bourse de l'époque. Depuis, le gouvernement allemand a légiféré pour protéger ses technologies sensibles, et, début 2018, a bloqué le rachat par un groupe chinois d'une entreprise allemande du secteur aéronautique.

## **L'ALLEMAGNE, PREMIER FOURNISSEUR EUROPÉEN DE LA CHINE**



---

---

---

Le début des années 2000 a chamboulé l'univers des matières premières à travers le monde : la Chine s'est transformée à ce moment-là en importateur net de pétrole, avant de devenir, à partir de 2013, le plus gros importateur d'or noir. Il s'est produit le même phénomène dans quasiment toutes les matières premières, du soja au minerai de fer ou au cuivre : la Chine a commencé à affoler le marché mondial.

L'approvisionnement énergétique est devenu, au début des années 2000, parallèlement à la progression du taux de croissance, l'obsession nationale chinoise. Il suffisait d'observer les tournées des dirigeants chinois à l'étranger pour constater la surreprésentation sur leurs itinéraires de pays producteurs de pétrole ou de minerais.

La Chine, malgré un immense territoire, souffre d'un déficit de ressources naturelles, à l'exception du charbon qui est une sorte de malédiction en raison de son impact environnemental négatif, et de certains métaux précieux sur lesquels se bâtit l'avenir. Cela suffisait à une relative autosuffisance jusqu'aux années 1990, mais pas dans la phase où la Chine est devenue l'« usine du monde ».

Très vite, le gouvernement chinois a envoyé ses grands groupes pétroliers et miniers à l'assaut du monde. Les groupes pétroliers d'État comme Sinopec, CNPC ou CNOOC, jusque-là très « nationaux », ont commencé à déployer leurs ailes dans le monde, un peu comme le général de Gaulle, dans les années 1960, avait mandaté les « champions nationaux » Elf et Total (aujourd'hui fusionnés) pour rattraper leur retard. C'est la raison pour laquelle, initialement, Pékin a dû se contenter de contrats hasardeux, comme au Soudan où les pétroliers chinois ont récupéré une zone abandonnée par les Français pour cause de guerre.

En quelques années, les *majors* chinoises se sont imposées dans la « cour des grands ». En 2017, deux groupes chinois figuraient parmi les trois premières compagnies pétrolières au monde en termes de revenus : Sinopec, première, et PetroChina, troisième. Moins connu, le groupe privé CEFC, lié à l'armée chinoise, a racheté notamment des actifs pétroliers russes, alors que le secteur est frappé par les sanctions financières occidentales.

« La Chine est la clé des marchés de matières premières. »

*Philippe Chalmin, responsable de Cyclope, la « bible » des matières premières, en 2010*

Ces besoins énergétiques ont lourdement influencé l'essor de la diplomatie chinoise dans des parties du monde où elle était absente ou discrète. Par exemple dans le Moyen-Orient, où les groupes chinois ont gagné les appels d'offres de l'Irak pour relancer la production pétrolière après la chute de Saddam Hussein. Plus inattendu, un rapprochement a été effectué avec la monarchie conservatrice saoudienne, au point de chercher à entrer dans le capital de la société pétrolière saoudienne Aramco, jusque-là fief exclusif des États-Unis. Un rapprochement accompli sans pour autant renoncer à des liens étroits avec le rival historique de Riyad, l'Iran, gros fournisseur de la Chine.

Les besoins chinois ont eu un impact considérable sur de nombreux producteurs de matières premières : le Brésil pour le soja, l'Australie pour plusieurs minerais, la Zambie pour le cuivre, la Russie et l'Asie centrale pour le pétrole et le gaz...

Il est pourtant un secteur dans lequel la Chine a établi un quasi-monopole : c'est celui des « terres rares », un métal précieux sans substitut connu, et qui est un composant indispensable dans le monde numérisé d'aujourd'hui et de demain. Dans un essai très fouillé publié début 2018, le journaliste Guillaume Pitron affirme : « Au <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle, un État est en train d'asseoir sa domination sur l'exportation et la consommation des métaux rares. Cet État, c'est la Chine<sup>30</sup>. »

Pékin a bénéficié de l'abandon de ce secteur par les pays développés en raison de la forte pollution que produit leur extraction, et s'est retrouvé maître d'un marché d'avenir, celui des « terres rares » aux

« stupéfiantes propriétés électromagnétiques, optiques, catalytiques et chimiques [qui] surpassent tous les autres en performance et en renommée », selon l'auteur. Dans la préface à cet ouvrage, Hubert Védrine relève que la Chine est « naturellement tentée d'abuser » de sa situation de quasi-monopole, ce qui doit pousser le reste du monde à « relancer l'exploitation des terres rares ».

Au xx<sup>e</sup> siècle, c'est le pétrole qui était l'enjeu de nombreux conflits ; au xxi<sup>e</sup> siècle, ce sont d'autres ressources naturelles qui émergent, pas moins convoitées, pas moins dangereuses.

# FOCUS

Dans les années 2000, les importations chinoises de minerai de fer du reste du monde sont passées de 111 millions de tonnes à 628 millions de tonnes, provoquant flambée des prix, engorgement des transports maritimes mondiaux, des ports et des chemins de fer chinois... C'est l'explosion de la production d'acier chinois qui a été à l'origine de cette croissance vertigineuse, au point que Pékin a dû interdire la construction de toute nouvelle aciérie pour « calmer le jeu » et rétablir une certaine stabilité du marché.

**LA CHINE : UN QUASI-MONOPOLE SUR LES « TERRES RARES » DANS LE  
MONDE**



---

---

---

C'est sans doute l'un des enjeux géopolitiques impliquant la Chine les moins connus. Pourtant, Pékin se veut une « grande puissance polaire », et son apparition dans les années 2000 dans le tout petit club des nations ayant une politique, et les moyens de la mettre en œuvre, dans ces zones stratégiques du globe, a constitué l'un des signes les plus sûrs des ambitions de la Chine.

Anne-Marie Brady, professeur de relations internationales à l'université de Canterbury, en Nouvelle-Zélande, auteur du seul ouvrage de fond consacré à « la Chine en tant que grande puissance polaire », a placé en couverture de son livre une carte chinoise représentant le monde vu du ciel, à partir du continent Antarctique. La déformation du globe met en évidence la Chine, mais marginalise l'Amérique et l'Europe<sup>31</sup>...

« Les Chinois sont désormais maîtres de l'Arctique », affirme de son côté Mikaa Mered, spécialiste des mondes polaires, expert auprès de la Commission européenne<sup>32</sup>.

Quel est l'enjeu ? Le réchauffement climatique a des effets importants sur les deux extrémités glaciales de notre planète, ouvrant de nouvelles routes maritimes, permettant l'exploitation de richesses minières et en hydrocarbures jusqu'ici impossibles. Selon le gouvernement américain, la seule zone arctique détient 13 % des réserves de pétrole « non découvertes » et 30 % du gaz naturel non exploité au monde. Même le développement du numérique rend nécessaire de connecter les régions plus froides dans lesquelles on peut installer des « fermes » de serveurs en utilisant moins d'énergie pour les refroidir. Pour toutes ces raisons, l'Arctique, en particulier, a pris une valeur stratégique nouvelle, qui ne laisse personne indifférent, à commencer par la Chine qui n'était qu'un acteur mineur de ce dossier au début du xx<sup>e</sup> siècle.

En 2015, la Chine a identifié les régions polaires, les fonds marins et l'espace comme de « nouvelles frontières » stratégiques pour elle, une zone d'opportunités, ouverte à tous et à mettre en valeur. Au même moment, Pékin incluait l'Arctique dans ses nouvelles « routes de la soie » terrestres et maritimes, un signe de plus que le concept est véritablement déconnecté de sa référence historique mais totalement intégré dans la vision stratégique contemporaine de la Chine.

**« Quiconque contrôle l'océan Arctique contrôlera les nouveaux couloirs de l'économie mondiale. »**

*Li Zhenfu, expert chinois des questions maritimes*

Pékin investit sans compter dans cette région encore difficile. En novembre 2017, à la surprise générale, l'administration Trump a donné son accord à un financement chinois géant de 43 milliards de dollars du projet d'exploitation, de liquéfaction et de transport de gaz naturel « Alaska LNG », piloté par l'Américain Exxon. C'est le plus important projet jamais réalisé dans la zone arctique.

Au même moment, dans la péninsule de Yamal, à 4 000 km au nord de Moscou, en décembre 2017, Vladimir Poutine inaugurerait un site d'exploitation de gaz naturel construit et exploité par le Français Total. Quelque 60 000 hommes ont participé à la construction de ce site dans des conditions climatiques extrêmes, un tour de force et un investissement de 27 milliards de dollars.

Mais lorsque le projet était prêt à être lancé, la Russie a été frappée de sanctions financières occidentales pour son annexion de la Crimée. Le financement est donc venu... de Chine, par le biais du fonds d'investissement Silk Road Fund qui a pris 20 % du capital. « En pensant punir les Russes avec les sanctions, les Occidentaux les ont poussés dans les bras des Chinois », analyse un expert cité par *Le Monde*<sup>33</sup>. En décembre 2017, le premier méthanier brise-glace rempli de gaz naturel liquéfié a quitté Yamal pour son client chinois. Un second site devrait être construit à proximité, et les experts s'attendent à ce que la participation chinoise soit plus importante encore.

L'activisme chinois dans la région suscite parfois de la méfiance. Un milliardaire chinois, Huang Nubo, a tenté d'acheter de vastes superficies de terre en Islande en 2012, avant d'essuyer un refus des autorités. Il a alors jeté son dévolu dans la zone la plus au nord de la

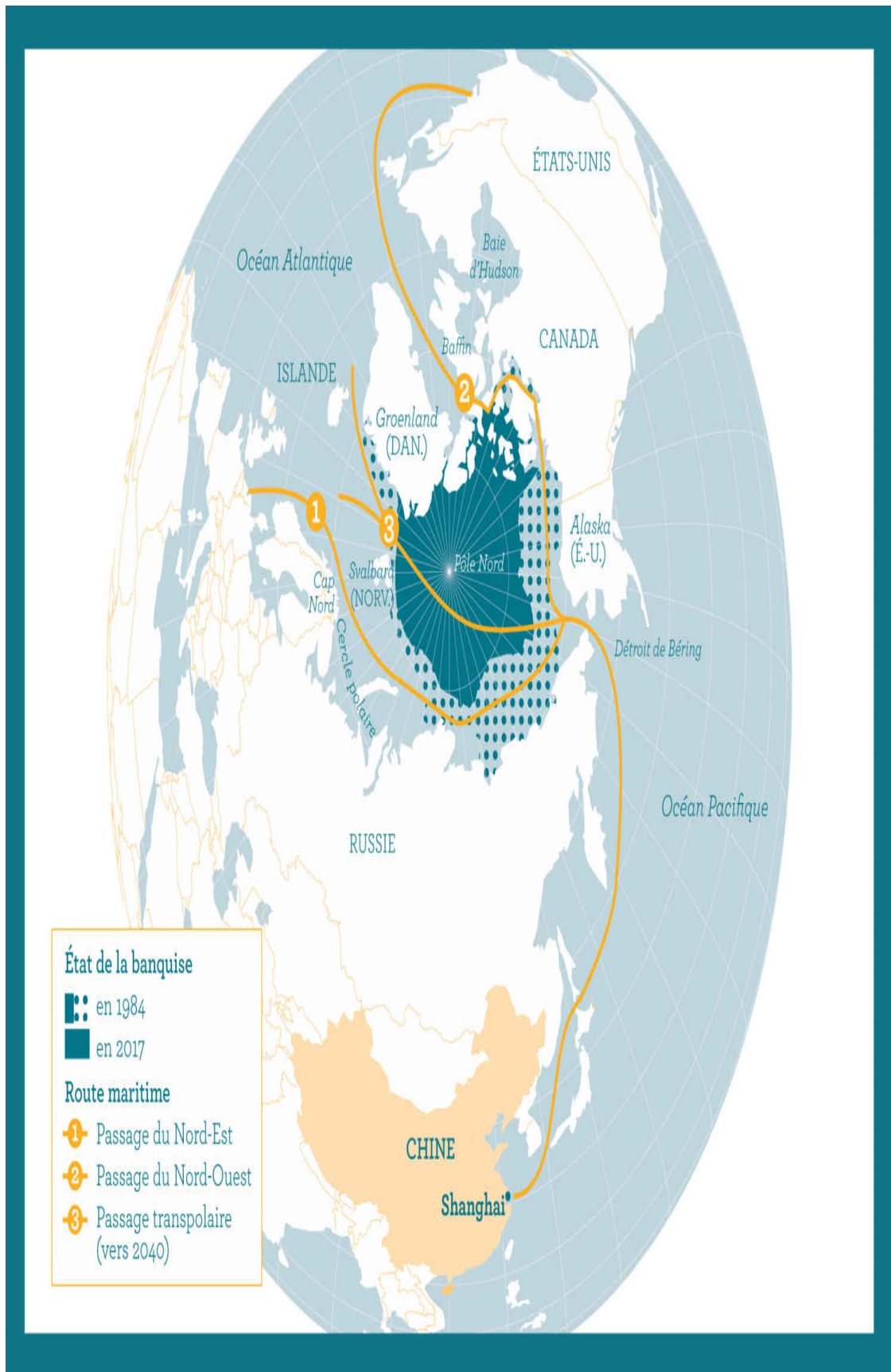
Norvège, un modeste investissement de quatre millions de dollars en 2014 qui en appellera sans doute d'autres. En Norvège, le débat a été agité entre ceux qui y voient un investissement de business normal, et ceux qui pensent que la Chine « veut mettre un pied dans la zone arctique » et que M. Huang n'est qu'un prête-nom pour le gouvernement chinois.

Nous n'en sommes qu'au début d'une longue histoire qui accompagne le réchauffement climatique et l'ouverture des nouvelles routes commerciales polaires. Mais la Chine a d'ores et déjà placé une sérieuse option sur le contrôle de cette zone d'influence majeure du <sup>xxi</sup>e siècle.

# FOCUS

C'est le 2 septembre 2015 que la Chine a effectué sa première incursion militaire dans la zone arctique, avec l'envoi de cinq navires de sa flotte au large des côtes de l'Alaska. Un voyage à des milliers de kilomètres de leur base, destiné à montrer au monde, et en particulier aux États-Unis, que la marine chinoise s'était considérablement développée, et que la Chine était devenue une puissance polaire. Quelques semaines plus tard, d'autres navires chinois effectuaient des visites « d'amitié » au Danemark, en Finlande et en Suède.

**LES NOUVELLES ROUTES POLAIRES RENDUES POSSIBLES PAR LE  
RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE**





# **LES 10 PRINCIPAUX** **LEVIERS D'ACTION**

---

---

---

En 2004, un chercheur américain, Joshua Cooper Ramo, aujourd'hui président de la société de consulting Kissinger Associates fondée par l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger, inventait l'expression « Consensus de Pékin ». Elle faisait écho au « Consensus de Washington », qui décrit le modèle économique libéral promu par les États-Unis et les institutions internationales basées dans la capitale fédérale américaine, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM).

Le « Consensus de Washington » incarnait alors une sorte d'orthodoxie économique et financière en dehors de laquelle il n'y avait point de salut, sous toutes les latitudes. Avec son « Consensus de Pékin », Ramo estimait qu'il pouvait y avoir d'autres modèles de développement, et que la Chine, alors en pleine ascension et pas encore la deuxième économie mondiale qu'elle est devenue, pouvait en incarner un.

Il n'y a pas de... consensus sur ce qu'est réellement ce « Consensus de Pékin ». L'auteur du concept y voyait un mélange de pragmatisme, d'expérimentation et d'innovation, d'ouverture à d'autres critères de développement que le seul PIB, de protection de ses intérêts et de souveraineté financière. D'autres auteurs y ont ajouté une bonne dose de capitalisme d'État et surtout un système politique à la fois autoritaire et méritocratique. En 2011, alors que la Chine était déjà devenue la seconde économie du monde, le *New York Times* rapportait que les participants au Forum économique mondial de Davos s'interrogeaient encore sur le sens à donner à ce « Consensus de Pékin<sup>34</sup> »...

Quoi qu'il en soit, la formule a attiré l'attention sur le fait que la Chine se développait sans nécessairement copier les « recettes » concoctées à Washington, à un moment où les analyses dominantes estimaient

que l'évolution du « capitalisme » à la chinoise conduirait inexorablement à la démocratisation et à se rapprocher du modèle libéral.

Les dirigeants chinois, quant à eux, ont pris soin pendant longtemps de ne pas se revendiquer en tant que modèle, contrairement à l'époque maoïste où le communisme chinois se voulait l'anti-modèle soviétique, plus pur, plus révolutionnaire.

Cette pudeur n'existe plus : dans son discours-fleuve au XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois, en octobre 2017, le président Xi Jinping a clairement présenté la Chine comme un modèle alternatif : « L'étendard du socialisme à la chinoise flotte haut et fier dans le monde. Cela prouve que le socialisme à la chinoise a progressé sans cesse dans sa voie, sa théorie, son régime et sa culture, ouvrant aux autres nations en développement une voie plus large pour leur modernisation. Il offre des choix totalement nouveaux aux autres pays et nations désireux d'accélérer leur développement en toute indépendance, et apporte à l'humanité la sagesse et la solution chinoises pour résoudre ses problèmes. »

**« La Chine a découvert son propre consensus  
économique. »**

***Titre d'une tribune de Joshua Cooper Ramo dans le  
Financial Times du 8 mai 2004***

Jamais, depuis Mao Zedong, un leader chinois n'avait aussi clairement proposé au reste du monde de suivre son « modèle », qui semblait jusque-là une construction *ad hoc* adaptée aux conditions spécifiques de la Chine. Et il l'a fait à un moment où les résultats économiques chinois rendent ce discours crédible, mais aussi où l'affaiblissement du « camp » occidental, avec la longue crise de l'Europe, ou l'élection de Donald Trump, donnent plus de poids à un discours alternatif.

Force est de constater que ce discours, renforcé par le poids des investissements publics et privés, trouve une oreille attentive et complaisante dans certaines parties du monde, en particulier en Afrique, où la présence et l'influence chinoises sont les plus grandes, mais aussi dans une partie de l'Europe (Balkans, Europe centrale et orientale)...

Cette modernisation autoritaire, capable de sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté comme l'a fait la Chine, sans risque politique majeur, ou de passer sous les fourches caudines des institutions internationales, a de quoi séduire. Elle s'oppose au pouvoir d'attraction en baisse des démocraties libérales, contestées et fatiguées chez elles, et à une gouvernance internationale défailante.

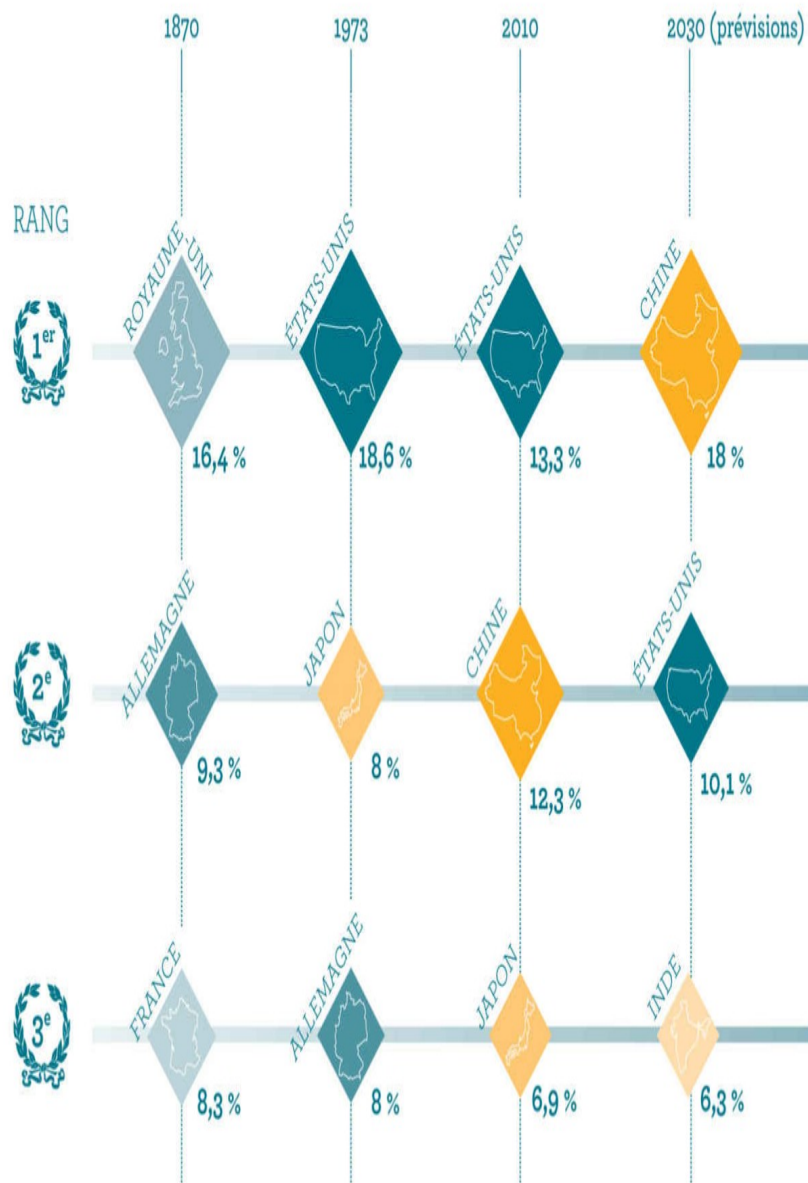
L'émergence d'un « modèle » chinois, qui ne se vend pas « clés en main », à copier aveuglément, mais au contraire comme une liste de principes et une doctrine que chacun peut appliquer à sa guise, constitue sans doute un atout stratégique dans la « mondialisation » de l'influence chinoise.

Après l'ère des « partis frères » et des doctrines à respecter à la lettre, la Chine utilise son succès économique pour inspirer sans dicter, et détacher au passage les élites des pays partenaires d'un Occident qui n'a pas su les aider à moderniser leurs pays aussi vite que l'a fait la Chine pour elle-même. Un authentique défi pour le nouveau siècle.

# FOCUS

Si la Chine a cessé d'exporter le maoïsme comme doctrine, il existe encore des maoïstes hors de Chine, en particulier dans deux pays asiatiques : le Népal et l'Inde. Au Népal, le parti communiste d'obédience maoïste est entré dans le jeu politique et a même participé au pouvoir ; en Inde, les naxalites maoïstes sont entrés en rébellion armée contre le pouvoir indien, bénéficiant d'une certaine influence mais incapables de menacer réellement le pouvoir. La politique d'influence chinoise ne passe plus par de telles actions.

**LES PUISSANCES ÉCONOMIQUES DOMINANTES : HIER, AUJOURD'HUI ET  
DEMAIN**



 Pays occidental   
  Pays asiatique   
 16,4 % Part dans le commerce mondial

---

---

---

Lorsque, en 2013, le président Xi Jinping a lancé son initiative des nouvelles « routes de la soie », les Occidentaux n'ont prêté qu'une oreille distraite. Ils y ont simplement vu un nouveau « coup » de marketing politique. Ils se sont réveillés deux ans plus tard, lorsque la Chine a créé en fanfare la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB selon son acronyme anglais), une institution potentiellement concurrente de celles dites de « Bretton Woods », la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, toujours dominées par les Occidentaux. Les Américains ont choisi de boycotter le lancement de cette banque, mais les Européens, eux, ont accepté de faire partie des membres fondateurs, ne serait-ce que « pour voir »...

Ils ont vu, car, en mai 2017, l'initiative chinoise, rebaptisée OBOR (« *One belt, one road* »), acronyme anglais de « *Yidai, yilu* » (« une ceinture, une route »), franchissait un nouveau cap avec un sommet à Pékin en présence de 65 pays participants. Plus de doute, il ne s'agissait plus de simple marketing, mais d'une stratégie centrale de l'ère Xi Jinping, susceptible de changer les règles de la mondialisation économique et de placer la Chine au cœur de cette restructuration globale.

« Une ceinture, une route » décrit deux voies commerciales, l'une maritime, l'autre terrestre, reliant la Chine à l'Europe et à l'Afrique, sur des milliers de kilomètres. La Chine propose des financements considérables pour bâtir des infrastructures sur ces deux « routes de la soie » du <sup>xxi</sup>e siècle : trains, autoroutes, ponts, ports, numériques, etc. Ces prêts sont consentis sans conditions politiques apparentes, sinon le recours à des entreprises chinoises – les géants de la construction,

du transport ferroviaire et maritime qui ont émergé depuis vingt ans – pour mener à bien ces chantiers pharaoniques.

La liste des pays qui souhaitent bénéficier de ces largesses chinoises ne cesse de s'allonger ; mais tout n'est pas aussi harmonieux. Dès le sommet de Pékin, en mai 2017, la délégation européenne a refusé de signer le document final, estimant que le compte n'y était pas en termes de réciprocité, de transparence et de viabilité économique des projets.

C'est d'ailleurs un point martelé par le président Emmanuel Macron lors de sa première visite d'État en Chine, en janvier 2018, où, tout en annonçant le soutien de la France au projet OBOR, a plaidé pour que ces routes soient « dans les deux sens » et pas à « sens unique ». Ou, comme l'a dit plus brutalement encore le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, « il ne faut pas que le “win-win” (“gagnant-gagnant”) signifie que c'est le même qui gagne deux fois » !

## 125 milliards de dollars

C'est le montant des investissements annoncés par Xi Jinping lors du premier sommet « Une ceinture, une route », à Pékin en mai 2017.

D'autres couacs sont survenus sur le chemin, avec l'Inde en particulier, l'autre géant asiatique ne pouvant accepter que le projet phare d'OBOR, le « China Pakistan Economic Corridor » (CPEC), un projet stratégique dans lequel la Chine engloutit des dizaines de milliards de dollars, passe par les territoires disputés du Cachemire.

Malgré ces fausses notes, le projet OBOR a décollé et a pris une telle ampleur qu'il se confond désormais avec la politique extérieure chinoise. Tout est susceptible d'être « labellisé » « route de la soie », y compris la politique chinoise dans la zone arctique, qui n'a strictement rien à voir avec la mythique voie commerciale du premier millénaire.

En mettant sa manne financière au service de cette stratégie, la Chine poursuit un double objectif : faire travailler ses grandes entreprises à l'extérieur des frontières alors que l'économie chinoise ralentit ; gagner en influence politique et diplomatique auprès de très nombreux pays sur plusieurs continents, notamment en Europe, pour sécuriser ses accès commerciaux.

Cette mondialisation alternative aux couleurs de la Chine inquiète les Occidentaux qui redoutent le développement d'une « bulle » non viable avec des projets d'infrastructures disproportionnés autant que les effets politiques de ces « amitiés » acquises à coups de milliards de dollars – ou de yuans. Ils peuvent toutefois difficilement s'y opposer quand, jusqu'au sein de l'Union européenne, les candidats se pressent aux « guichets » d'OBOR.

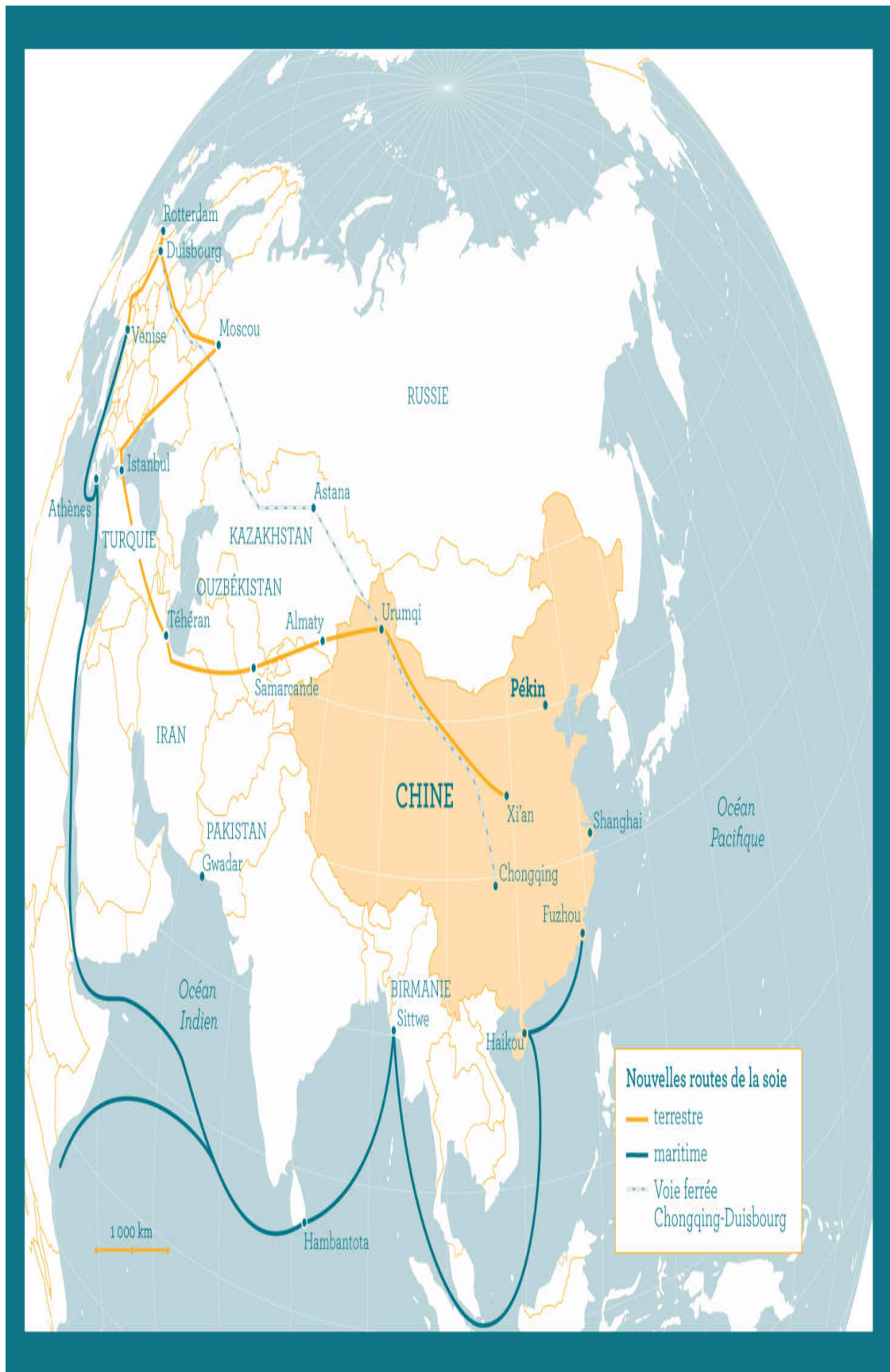
Mais elle permet assurément à la Chine de passer à la vitesse supérieure dans sa stature internationale et d'accompagner son changement de modèle économique, passant d'« usine du monde » à quartier général de la nouvelle globalisation, de roi de la sous-traitance à centre d'innovation et de conception.

À l'heure où les États-Unis de Donald Trump redéfinissent leur rôle mondial, la Chine offre son leadership encore ambigu à une partie de la planète ; une diplomatie du carnet de chèque et du chantier de construction à laquelle peu résistent.

# FOCUS

L'expression « route de la soie » remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, imaginée par un géographe allemand. Mais la « route de la soie », la vraie, a pour sa part plus de deux mille ans, remontant à près de deux siècles avant notre ère. Il n'y avait pas une seule route, mais des itinéraires variés, empruntés par les commerçants, les prophètes, les guerriers, dans les deux sens... C'est la maîtrise des mers et des océans par les Européens qui mettra définitivement un terme à ces longs voyages terrestres. Jusqu'à ce que la Chine du XXI<sup>e</sup> siècle les réveille.

## **LES « NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE », MARITIME ET TERRESTRE**



---

---

---

Pendant des décennies, la Chine a considéré que sa force militaire résidait dans le nombre, comme lorsqu'elle envoyait ses troupes submerger les lignes américaines pendant la guerre de Corée (1950-1953). Tout a changé dans les années 2000, en particulier avec l'invasion de l'Irak, où les Américains ont déployé de nouvelles générations d'armements électroniques et une armée de l'ère numérique. La Chine a compris qu'elle devait transformer sa propre armée.

Depuis, elle s'y est employée, au point que le président Xi Jinping, lors d'une spectaculaire revue des troupes le 3 janvier 2017, a pu déclarer que l'armée chinoise avait accompli sa mue.

Le même jour, la presse révélait que la Chine venait de lancer la fabrication de son troisième porte-avion, là où quinze ans plus tôt elle devait se contenter d'en racheter un « d'occasion » à l'Ukraine.

C'est peu dire que la Chine a beaucoup investi dans le développement de sa défense nationale depuis le début des années 2000. Cela se ressent dans les dépenses militaires, qui ont connu plusieurs années consécutives une croissance à deux chiffres, même si, à 191 milliards de dollars officiellement dépensés en 2016, le budget de la défense chinois reste loin derrière celui des États-Unis : 622 milliards de dollars. Mais il représente désormais quatre fois celui de la Russie ou de la France.

Ces chiffres ne donnent pas toute la mesure de l'effort entrepris et qui se poursuivra au moins jusqu'en 2020. D'abord sur le plan des effectifs : de plus de quatre millions d'hommes à son pic dans les années 1980, l'armée populaire de libération (APL) est descendue à environ deux millions d'hommes, la dernière réduction ayant été décidée par le président Xi Jinping en 2015.

La Chine a également investi massivement dans de nouvelles générations d'armements, y compris dans la fabrication de ses propres avions de combat, le J-20 et le J-31 « furtif ». La construction navale a également changé d'échelle : c'est le plus gros effort depuis la production des navires géants de l'amiral Zheng He, le grand navigateur chinois du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle.

**« Autrefois, nous avions plus d'esprit que d'acier. Maintenant, nous avons quantité d'équipement, et nous avons donc besoin d'un état d'esprit encore plus dur et plus fort. »**

*Xi Jinping*

Elle a également fortement développé ses compétences dans la cyberdéfense, estimant qu'elle avait là la possibilité d'être à égalité et même de dépasser les États-Unis dans un nouveau secteur, s'appuyant, comme les Américains, sur une base industrielle et scientifique très large. Idem pour l'espace, géré par la Défense, et qui mêle habilement des objectifs scientifiques classiques et des capacités militaires discrètes.

Les experts américains s'inquiètent de voir les progrès réalisés par la Chine dans l'intégration d'éléments d'intelligence artificielle dans de nouvelles générations de missiles, notamment un missile antinavire à longue portée, décrit comme « semi-autonome », considéré comme l'équivalent d'une arme introduite seulement en 2018 dans la marine américaine... « Le rapport de force technologique global est en train de changer », écrivait en 2017 le *New York Times*, en rapportant l'inquiétude des experts américains de voir l'avantage technologique de leur pays fondre au gré des avancées chinoises<sup>35</sup>.

L'armée chinoise a enfin commencé son internationalisation : elle a multiplié ses engagements dans les forces de casques bleus des Nations unies (Mali, Liban du Sud, Haïti) et a ouvert sa première base navale loin de ses rivages, à Djibouti. Une seconde base serait en construction près du port commercial en eau profonde de Gwadar, au Pakistan.

La Chine a ainsi développé ses capacités de projection de troupes, la clé de toute stratégie militaire globale. Pékin n'a jamais mené de

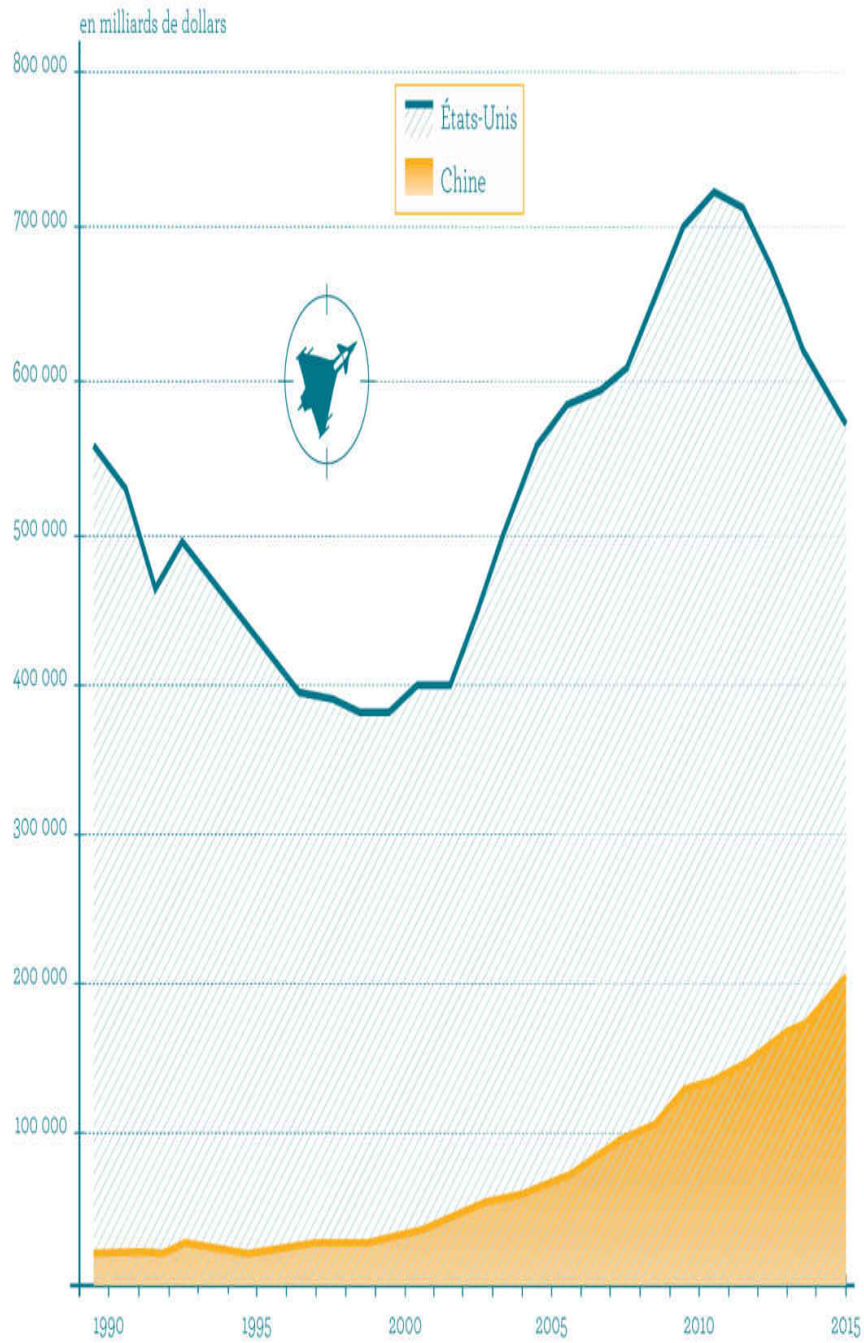
guerres loin de sa proche région (Corée en 1950, Vietnam en 1979), mais a dû procéder à l'évacuation de milliers de travailleurs chinois bloqués en Libye lors de la chute du régime de Mouammar Kadhafi, et se préoccupe de sécuriser ses chantiers et implantations économiques dans des régions troublées comme le Pakistan ou l'Afghanistan.

Pékin proclame haut et fort ses intentions pacifiques. Mais ses voisins asiatiques s'inquiètent. Quoique non testée, l'armée chinoise est bel et bien devenue un instrument majeur pour le pouvoir chinois, qui considère que le *soft power* n'est rien sans un *hard power* pour le soutenir.

# FOCUS

L'Armée populaire de libération (APL) est placée sous l'autorité politique directe de la Commission militaire centrale (CMC) du Parti communiste chinois, présidée par Xi Jinping en personne. Le numéro un chinois aime à rappeler son rôle de chef des armées en apparaissant régulièrement en treillis militaire. Depuis son arrivée au pouvoir en 2012, il a également repris en main l'armée en purgeant de nombreux officiers supérieurs, jusqu'à l'état-major, dans le cadre de la campagne anti-corruption.

**ÉVOLUTION DU BUDGET DE LA DÉFENSE CHINOIS**



---

---

---

Que ce soit économiquement ou militairement, la Chine est devenue en l'espace de deux décennies ce qu'un document de mars 2017 du ministère des Affaires étrangères à Pékin appelle une « cyberpuissance ».

Économiquement, bien sûr, les BATX n'ont rien à envier aux GAFAs, entendez d'un côté Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi, de l'autre Google, Apple, Facebook et Amazon, les géants du numérique sous toutes ses facettes, assis sur des capitalisations boursières colossales, des montagnes de données et des départements de recherche en intelligence artificielle performants.

À l'abri derrière leur « muraille de Chine électronique », les géants chinois ont initialement prospéré sans la concurrence des Américains, mais ils dépassent désormais ceux-ci en innovation et en fonctionnalités. La Chine est devenue le pays qui compte le plus d'internautes, en particulier mobiles, un phénomène qui a considérablement transformé la société chinoise avec le développement du e-commerce, des systèmes de paiement par mobile qui font disparaître l'argent liquide plus vite qu'en Occident, et l'émergence d'entreprises géantes capables de se lancer dans des aventures aussi risquées que la voiture autonome.

Depuis l'apparition d'Internet en Chine à la fin des années 1990, le pays s'est développé comme dans un vaste intranet, c'est-à-dire en circuit fermé, relié au reste du monde par des points de passage fixes faciles à filtrer, à surveiller. Innovation d'un côté, contrôle et surveillance de l'autre : c'est, depuis vingt ans, la doctrine numérique chinoise, avec un succès qui dépasse tous les pronostics. La censure est une réalité omniprésente, mais elle n'a pas empêché l'innovation,

faisant de la Chine l'une des puissances incontournables de la planète numérique.

Cet écosystème performant et dynamique a aussi son importance sur le plan stratégique. Seule une poignée d'États au monde ont une stratégie et les moyens d'agir militairement dans le cyberspace. La Chine est assurément de ceux-là, et figure même dans le peloton de tête, avec les États-Unis et la Russie.

Dans l'objectif évoqué plus haut de devenir une « cyberpuissance », la dimension militaire joue un rôle-clé. La Chine a très vite compris qu'elle ne rattraperait jamais les Américains sur le plan conventionnel, mais pouvait être dans la course sur le nouveau terrain d'affrontement que constitue le cyberspace.

Depuis le début des années 2010, les actions de groupes de « hackers » chinois font parler d'elles, en particulier aux États-Unis où ils ont été accusés de vol de données industrielles, d'espionnage politique, mais aussi d'actions plus agressives encore.

En 2014, la justice américaine a identifié et inculpé – en leur absence – cinq hackers chinois reliés, selon l'acte d'accusation, au gouvernement de Pékin et à l'armée chinoise. Ils appartenaient à l'unité 61 398 de l'armée chinoise, basée à Shanghai, et spécialisée dans le cyberespionnage<sup>36</sup>. Un rapport, peu de temps après, identifiait une vingtaine d'unités similaires, actives notamment dans le domaine de l'espionnage industriel aux États-Unis et dans le reste du monde, y compris la France.

Les autorités chinoises ont évidemment beau jeu de mettre en avant, pour leur part, les révélations de l'ancien analyste de l'Agence de sécurité nationale (NSA) américaine, Edward Snowden, qui a montré l'ampleur de la cybersurveillance américaine dans le monde.

L'ampleur des piratages a amené des négociations très discrètes entre les deux pays. Un « code de conduite » dans le cyberspace a été négocié et, même si on n'en connaît pas tous les détails, il apparaît que les accusations ont été moins fortes de part et d'autre après septembre 2015.

Ce premier pas a été jugé encourageant, car l'une des difficultés du cyberspace, comparé à la menace nucléaire de l'époque de la guerre froide, est la difficulté d'attribution des attaques. Là où un missile balistique à tête nucléaire peut être aisément tracé, c'est impossible de

l'établir avec certitude pour le cyber. D'où l'impossibilité de répliquer la dissuasion permise par le nucléaire.

Le mémorandum signé par Pékin et par l'administration Obama a été confirmé en 2017 sous la présidence de Donald Trump. Le successeur d'Obama a toutefois repris ses accusations de vol de secrets industriels massifs contre la Chine, et entend modifier la doctrine militaire américaine pour permettre une riposte nucléaire en cas de cyberattaque massive : un « cyber-Pearl Harbour », comme le surnomment les experts.

Ce risque d'escalade montre en tout cas que le cyberspace est devenu un enjeu majeur, et que la Chine l'a bien compris.

# FOCUS

La technologie sert aussi à renforcer le contrôle social. La Chine multiplie les initiatives en la matière, avec le « système de crédit social », un projet qui sera en place vers 2020, et consistant à attribuer aux citoyens une note représentant la confiance dont ils sont dignes, sur la base de données collectées de tous côtés. Un autre projet prévoit de placer les 1,4 milliard de Chinois dans une gigantesque base de données pour permettre la reconnaissance faciale à chaque instant, où que ce soit.

## LES CYBERATTAQUES ATTRIBUÉES À LA CHINE ENTRE 2006 ET 2014



● Nombre de cyberattaques attribuées à la Chine

Infos issues de la société informatique Mandiant

---

---

---

---

Lorsque la Chine a commencé à donner de l'importance à son programme spatial, certains se sont étonné et se sont demandé quel pouvait être l'intérêt de refaire, quarante ans après, le même parcours que les Américains et les Soviétiques. Plus personne ne se pose aujourd'hui la question, alors que la Chine est en train de devenir une puissance spatiale à part entière.

La Chine a procédé à son premier vol spatial habité en 2003, rejoignant ainsi les États-Unis et la Russie parmi les rares puissances qui peuvent envoyer des humains dans l'espace et les faire revenir (les Européens y ont renoncé, utilisant les lanceurs existant pour leur important programme spatial). Le lancement de la capsule Shenzhou (« vaisseau divin »), avec à son bord le premier taïkonaute (de *taikong*, l'espace) chinois, Yang Liwei, fut un événement politiquement autant que scientifiquement important. Depuis, deux autres vols habités ont eu lieu, en 2005 et en 2008, avec, notamment, la première sortie extravéhiculaire.

L'ambitieux programme spatial chinois, qui est géré par la Défense nationale, a désormais pour objectif la Lune, quarante ans après la dernière incursion des Américains. Après y avoir envoyé un premier robot d'exploration, Chang'e 3, en 2013, la Chine s'apprête à lancer en 2018 le robot Chang'e 4, qui sera le premier engin à se poser sur la face cachée de la Lune, puis en 2020 un autre robot sur Mars. La Chine a annoncé son intention d'établir sur ce satellite de la Terre la première base permanente autour de 2030, un signe de l'ambition chinoise, et surtout de sa vision à long terme, comme dans tous les domaines.

Pourquoi un tel attrait ? Au-delà de l'intérêt scientifique certain, il apparaît clairement que la Chine a fait le choix de l'autonomie stratégique, et s'en donne les moyens.

Qu'on en juge par l'exemple des satellites de géolocalisation : au début des années 2000, la Chine a pris un « ticket » dans le programme européen Galileo, destiné à fournir une alternative au GPS américain. Washington n'avait pas vu d'un très bon œil cette participation chinoise qui permettrait, à terme, à un rival stratégique des États-Unis de bénéficier des services technologiques de leurs alliés européens... On a alors vu le chef d'état-major français débarquer à Pékin pour négocier *in extremis* avec ses homologues chinois une clause d'exclusion de la Chine des données du réseau Galileo en cas de conflit militaire...

## 2 milliards de dollars

Le budget spatial chinois en 2017, sans doute sous-estimé

Ces restrictions, mais surtout les retards pris par le programme européen, ont poussé la Chine à aller de l'avant seule et à lancer son propre système de géolocalisation. Et comme elle n'est handicapée ni par le manque de fonds, ni par les processus de décision, son système baptisé « Beidou » (le nom chinois de La Grande Ourse) est devenu opérationnel avant Galileo, au moins sur l'immensité du territoire chinois. Depuis 2013, son installation a été rendue obligatoire par le gouvernement de Pékin dans tous les bus longue distance et dans tous les camions neufs, une première brèche dans la toute-puissance du GPS en Chine.

La Chine a également décidé de créer sa propre station spatiale orbitale, la China Space Station (CSS), après s'être vue refuser par les Américains la participation à la station internationale, l'ISS, pourtant créée en commun par les autres puissances spatiales existantes, et dans laquelle se retrouvent Russes et Américains malgré leurs différences. La future station chinoise Tiangong (« palais céleste » en chinois) pourrait voir le jour d'ici à 2022 après une phase expérimentale. Tianzhou-1, un « cargo de l'espace » destiné à préparer cette station, a été testé en 2017.

L'une des questions les plus sensibles concernant l'espace est sa militarisation, et le développement d'armes terrestres ou spatiales susceptibles de pouvoir détruire les satellites de renseignement ou de géolocalisation en orbite autour de la Terre, et qui sont devenus les accessoires indispensables de la guerre moderne.

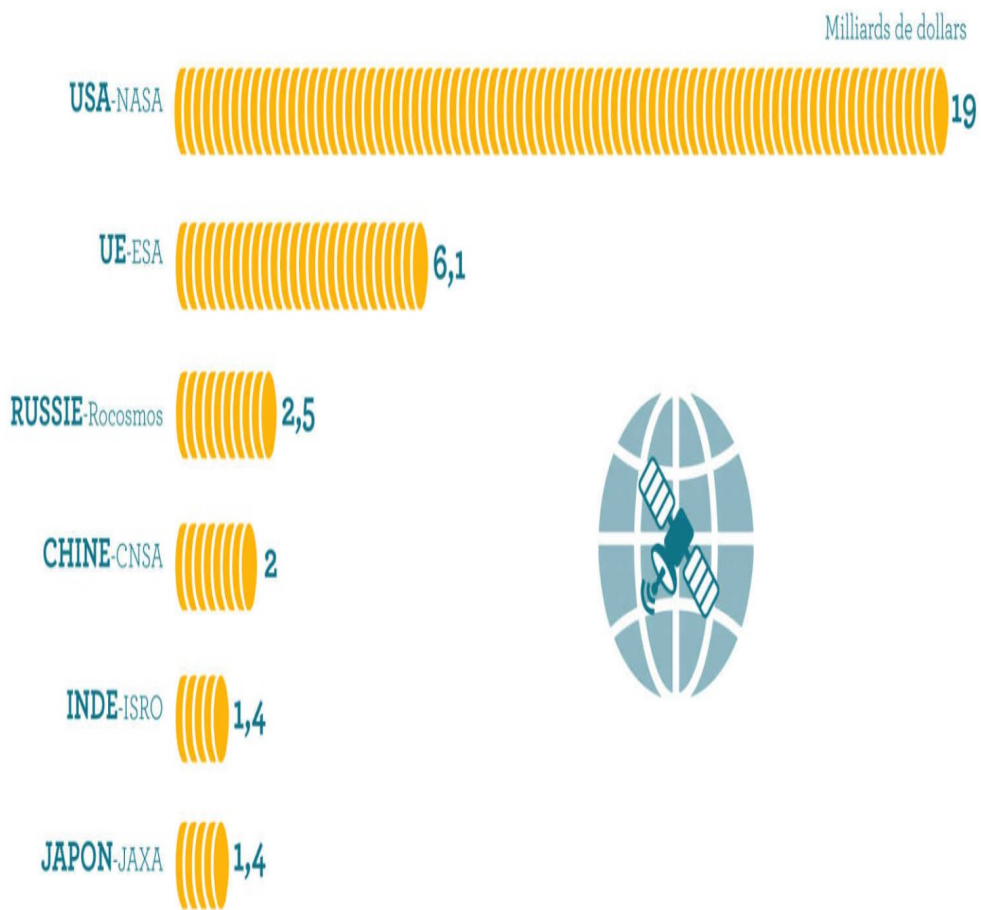
En 2007, la Chine a testé son premier missile antisatellite, capable de détruire, à partir de la Terre, un satellite en orbite, relançant, de fait, la course aux armements dans l'espace.

Le premier satellite chinois mis en orbite en 1970 pouvait simplement diffuser une chanson intitulée « L'Orient est rouge »... La Chine a fait du chemin dans l'espace depuis.

# FOCUS

Si le programme spatial chinois est d'abord l'affaire de l'État, et singulièrement de son armée, le secteur privé, comme aux États-Unis, s'y intéresse de près. Roger Zhang est l'équivalent chinois d'Elon Musk et son programme Space X : sa start-up Landspace travaille sur ses propres lanceurs spatiaux, destinés à capturer une part du marché des lancements de satellites dans le monde, un marché hyper-compétitif. Certains analystes occidentaux estiment toutefois que ces opérateurs privés sont étroitement liés à l'État chinois.

**LES DÉPENSES SPATIALES DANS LE MONDE EN 2017 : L'EFFORT CHINOIS PAR  
RAPPORT AUX AUTRES PUISSANCES SPATIALES**



---

---

---

---

Si les produits « made in China » sont omniprésents dans nos vies, peu de Français ou d'Européens sont capables de citer une marque chinoise. Quelques-unes commencent à percer, comme Huawei, fabricant de Smartphones, ou Alibaba, la célèbre plateforme de e-commerce chinoise dirigée par un personnage très médiatique, Jack Ma. Certains sauront peut-être que Lenovo, qui a racheté la branche PC d'IBM en 2005, est un fabricant d'ordinateurs chinois, tout comme Haier dans l'électroménager.

Il va pourtant falloir s'y habituer car, depuis deux décennies, la Chine travaille à bâtir des géants par branches, par une sorte de « darwinisme » qui met les entreprises en concurrence et favorise ensuite le regroupement sous l'enseigne du plus fort. En France, on appellerait cela du « colbertisme », avec un État-stratège à la manœuvre pour créer des « champions nationaux »...

Publics ou privés, ces « champions » chinois ont un atout que les Français n'avaient pas : un immense marché intérieur, et un État dont les poches sont progressivement devenues bien pleines.

Huawei, un fabricant de matériel de télécom basé à Shenzhen, dont les racines remontent à l'armée chinoise, est progressivement devenu le numéro un du pays, bâtissant sa puissance avant de sortir de Chine. Dans les années 2000, personne n'a trop prêté attention quand Huawei a commencé à investir les marchés périphériques d'Asie ou d'Afrique, avant de s'attaquer à l'Europe. Avec ses technologies et des prix compétitifs, Huawei a littéralement « tué » ses concurrents occidentaux, Nortel au Canada, Alcatel en France, Ericsson et Nokia en Scandinavie, laminés par l'irrésistible ascension du Chinois.

Dans chaque secteur, on a ainsi vu émerger un ou plusieurs « champions » chinois, jusqu'à forger des géants à l'échelle mondiale. En 2017, l'Allemand Siemens et le Français Alstom ont fusionné sous la pression de la création, deux ans plus tôt, d'un géant chinois du matériel ferroviaire, CRRC, premier producteur mondial avec 190 000 salariés, issu lui-même de la fusion de deux entreprises d'État chinoises. Avec des prix de 20 à 30 % inférieurs à ses concurrents, grâce à son immense marché protégé chinois, CRRC a commencé à rafler les contrats internationaux ; les Européens ont vu venir le danger.

Dans l'automobile, la Chine était il y a deux décennies un sous-traitant des grands constructeurs mondiaux, contraints, pour produire en Chine, de se « marier » avec des entreprises d'État dans des co-entreprises anonymes. Sur une centaine de fabricants automobiles chinois, quelques-uns sont en train d'émerger et de devenir des acteurs à part entière du secteur, à l'image de Dongfeng, longtemps le « *junior-partner* » du Français PSA en Chine, et qui détient aujourd'hui 14 % de son capital... Le constructeur privé chinois Geely a, pour sa part, racheté en 2009 à Ford la célèbre marque suédoise Volvo, puis les non moins célèbres taxis londoniens.

La Chine a massivement investi dans la voiture électrique, et contrôle aujourd'hui la fabrication de trois batteries électriques sur quatre au monde, se positionnant comme leader dans un secteur d'avenir.

On pourrait multiplier les exemples à l'infini, qui ont vu la Chine monter en gamme et en puissance dans quasiment tous les secteurs, y compris les plus complexes et qui pouvaient sembler « verrouillés », comme la fabrication d'avions. La Chine se donne les moyens de concurrencer un jour, encore lointain mais inévitable, Airbus et Boeing, et de créer, là encore en s'appuyant sur son vaste marché intérieur, un troisième pôle d'aviation civile.

Ces entreprises, performantes technologiquement, soutenues par un État dirigiste, constituent un atout de poids pour l'internationalisation de la Chine. Au passage, elles bousculent une mondialisation qui s'était construite sans elle.

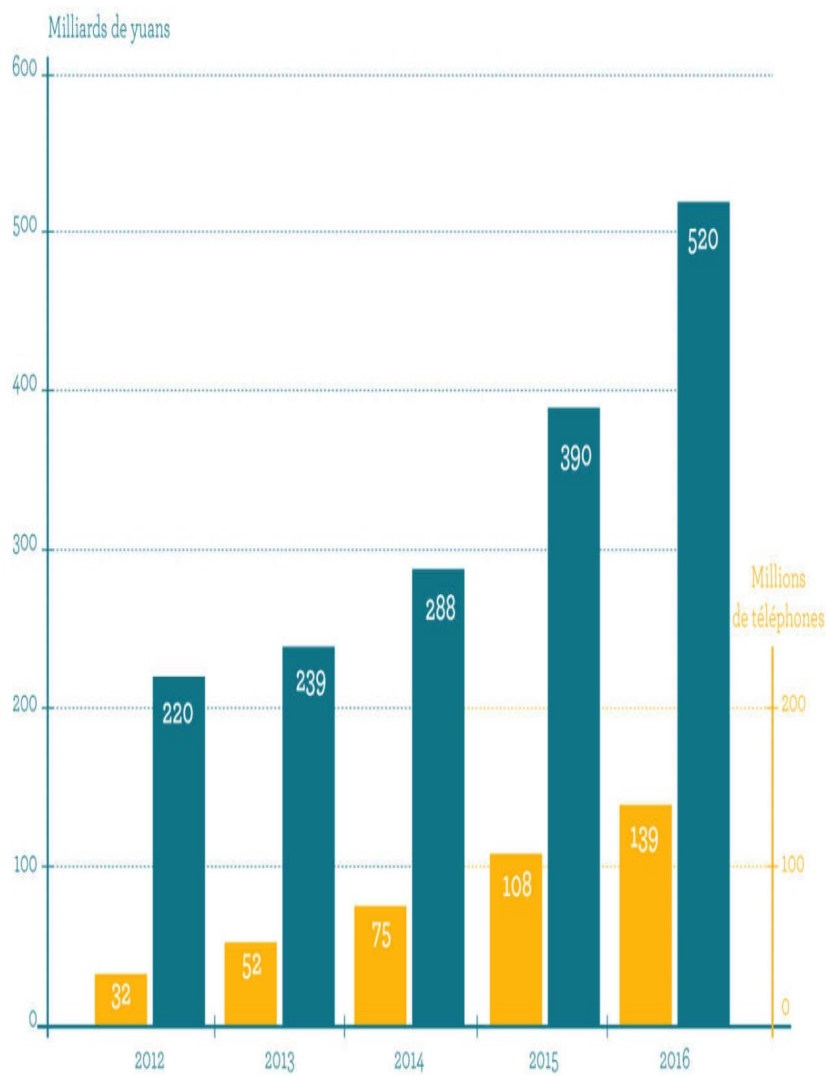
Ceci ne va pas sans conflits et difficultés. Ainsi, dans la téléphonie, Huawei se voit progressivement fermer l'accès au marché américain pour des raisons de sécurité. L'autre fabricant chinois, ZTE, a pour sa part montré sa vulnérabilité en frôlant la faillite en 2018, après avoir été privé de composants électroniques par les États-Unis, signe que la Chine n'est pas encore autonome.

Incontestablement, il faudra compter de plus en plus avec les multinationales chinoises – et apprendre leurs noms.

# FOCUS

Ma Yun, comme on le connaît en Chine, ou Jack Ma pour les Occidentaux, est assurément le chef d'entreprise chinois le plus connu au monde. Fondateur en 1999 du géant de l'e-commerce Alibaba, il est fêté à Davos, reçu par les présidents et courtisé par les investisseurs. Ce self-made-man originaire de Hangzhou a réussi à introduire son entreprise en bourse à Wall Street, devenant l'homme le plus riche de Chine et d'Asie, multimilliardaire de légende, capable de chanter et de danser devant un stade rempli de ses employés.

**LA CROISSANCE PHÉNOMÉNALE DE HUAWEI, LE FABRICANT DE  
SMARTPHONES ET D'ÉQUIPEMENT TÉLÉCOM CHINOIS**



■ Chiffre d'affaires de Huawei (en milliards)  
 ■ Nombre de Smartphones fabriqués par Huawei (en millions)

---

---

---

Depuis qu'elle a découvert le concept imaginé en 1990 par Joseph S. Nye, professeur de la Kennedy School of Administration de l'université d'Harvard, la Chine est en quête de son propre *soft power*. Cette stratégie douce d'influence et de rayonnement, qui s'oppose au *hard power* militaire ou économique, fait partie intégrante de l'approche chinoise, même si elle s'avère plus complexe à mettre en œuvre dans un pays autoritaire. La Chine traduit d'ailleurs littéralement *soft power* en chinois par « force douce » (*ruan shili*), ce qui traduit peut-être un premier malentendu.

En 2007, le numéro un chinois d'alors, Hu Jintao, déclarait au Congrès du Parti communiste que la Chine devait investir plus dans le *soft power*, alors que sa montée en puissance commençait à susciter des craintes chez ses voisins asiatiques et au-delà. Depuis, des milliards de dollars ont été dépensés par Pékin, dans une stratégie de *soft power* aux résultats incertains.

Joseph S. Nye lui-même a été invité en Chine à plusieurs reprises pour présenter son concept dans une série de conférences dans les universités, après des dizaines de livres, articles et colloques sur le sujet dans les think tanks du pays. Dans un article du *Wall Street Journal* publié à l'issue de l'un de ses voyages, le professeur raconte ses échanges avec les étudiants et leurs professeurs, et relève le poids de la censure politique et de l'autocensure. « Tous les pays peuvent bénéficier de l'attirance dans la culture de l'autre. Mais pour que la Chine réussisse dans cette démarche, elle doit libérer les talents de sa société civile<sup>37</sup> », écrivait-il, visiblement peu impressionné.

Six ans plus tard, le même Joseph S. Nye répète son mantra dans un nouvel article<sup>38</sup>, mais déplore surtout la main lourde de Pékin dans des opérations dites de « *sharp power* », c'est-à-dire des tentatives de

manipulation des opinions publiques, en Chine et à l'étranger, qui sont, à ses yeux, le contraire du *soft power*.

Le *sharp power* a remplacé le *soft power* dans le regard porté sur la Chine, à mesure que sa posture devient plus affirmée sur la scène internationale. L'influent hebdomadaire britannique *The Economist* en a même fait sa couverture, en décembre 2017, sous le titre : « *Sharp power, les nouvelles formes de l'influence chinoise* ». Dans certains pays, cette influence suscite des remous et des résistances, comme en Australie, où Pékin est accusé d'avoir voulu « acheter » des soutiens politiques.

L'ambition chinoise initiale était plus « soft ». Pour améliorer l'image de la Chine et rassurer ses partenaires, la Chine a investi dans plusieurs directions, puisant dans son patrimoine culturel de quoi séduire le monde. C'est ainsi que Confucius a donné son nom aux instituts de langue qui ont poussé dans le monde entier.

L'exemple le plus connu, et le plus réussi, est ce qu'on a appelé la « diplomatie du panda ». Depuis des décennies, la Chine offre, prête ou loue ses pandas, l'animal fétiche du WWF, à des pays amis ou courtisés. En 1972, Mao offrit un couple de pandas aux Américains après la visite de Richard Nixon à Pékin. En France, Huan Huan et Yuan Zi, le couple de pandas loué par le zoo de Beauval, ont donné naissance en 2017 à un bébé dont la marraine n'est nulle autre que Brigitte Macron, l'épouse du Président.

En fin de compte, c'est le président Xi Jinping lui-même qui s'est transformé en instrument de *soft power*. En développant un discours rassurant sur le « rêve chinois », qui renvoie au « rêve américain », il a cherché à montrer au monde que la Chine ne cherchait rien d'autre que sa propre voie.

**« La Chine pourrait générer plus de *soft power* si elle relâchait une partie de son contrôle étroit sur la société civile. »**

***Joseph S. Nye en janvier 2018***

Mais les investissements dans le *soft power* par Pékin n'ont pas généré les « bénéfiques » en image attendus. Les études d'opinion dans la zone Asie-Pacifique en particulier montrent que l'émergence de la Chine

inquiète : en 2017, une majorité d'Australiens, de Japonais, d'Indonésiens, d'Indiens, de Vietnamiens ou de Sud-Coréens estimaient que l'influence chinoise constituait une « menace » pour leur propre pays, et même une « menace majeure » pour une majorité de Sud-Coréens, Vietnamiens et Japonais.

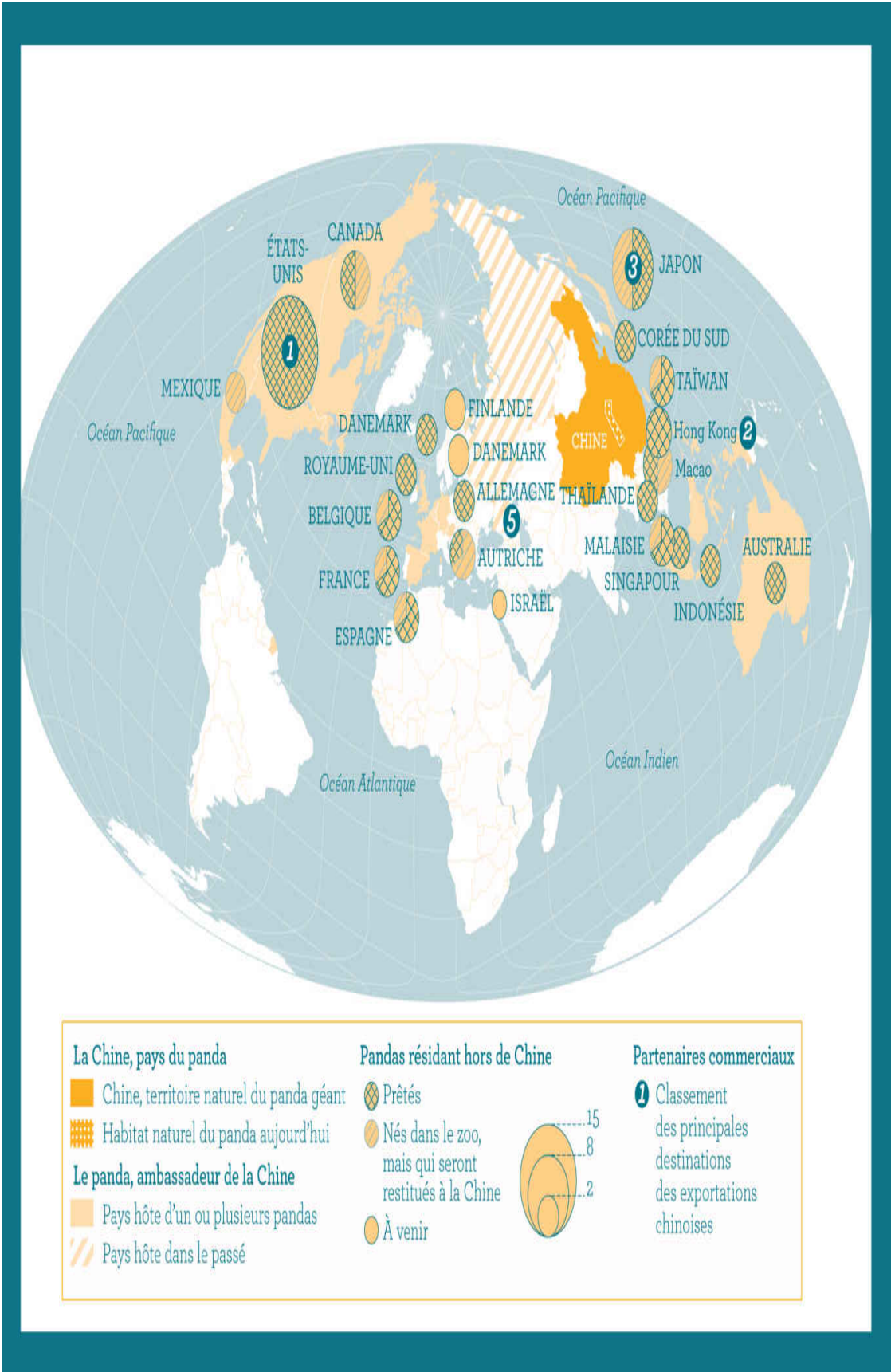
Dans la même étude de l'institut Pew<sup>39</sup>, 93 % des Sud-Coréens, 90 % des Vietnamiens et Japonais, 78 % des Australiens et 56 % des Indiens s'inquiètent de la montée en puissance militaire de la Chine. En revanche, la puissance économique chinoise divise les opinions, une majorité d'Australiens et de Japonais estimant que c'est une bonne chose, tandis qu'une majorité d'Indiens et de Vietnamiens la jugeant négative.

L'investissement dans le *soft power* ne suffit donc pas à façonner une image souriante de l'émergence chinoise : Joseph S. Nye l'avait prédit.

# FOCUS

Les instituts Confucius sont devenus le symbole même du *soft power* à la chinoise : ces centres culturels et d'apprentissage de la langue, dont le premier a vu le jour en 2004, sont désormais plus de 500 déployés dans 87 pays, et seront 1 000 à l'horizon 2020. Ils touchent plus d'1,5 million d'étudiants, soit plus que ses équivalents français, britannique et espagnol réunis. Dans certains cas, aux États-Unis ou en Europe, l'installation de ces instituts a donné lieu à des polémiques autour de l'influence de Pékin.

**LE DÉPLOIEMENT DE LA « DIPLOMATIE DU PANDA » À TRAVERS LE MONDE EN  
2017**



---

---

---

À l'époque des rivalités idéologiques de la guerre froide, les radios en ondes courtes étaient l'un des terrains d'affrontement privilégiés. Dans l'ère des luttes d'influence post-idéologiques actuelles, la bataille médiatique s'est déplacée vers les grandes chaînes de télévision par satellite, vers les plateformes numériques, et même vers le cinéma.

La Chine l'a bien compris et a investi des sommes considérables – un budget de sept milliards de dollars a été annoncé en 2016 –, parallèlement à son essor économique, pour que sa voix officielle soit entendue aux quatre coins du globe. Sur le même terrain que CNN, la BBC ou France 24 côté occidental, Russia Today pour Moscou, ou Al Jazeera pour le Qatar, Pékin a lancé en décembre 2016 le China Global Television Network (CGTN), un réseau en six langues (chinois, anglais, français, arabe, espagnol et russe), diffusé par satellite et *via* Internet dans le monde entier.

À la différence de la BBC ou de France 24 qui maintiennent une indépendance des équipes éditoriales tout en cherchant à valoriser l'image de leur pays, la CGTN a pour mission de « montrer les nouvelles idées et la gouvernance de l'État avec Xi Jinping au centre, raconter le développement de la Chine, expliquer sa voie, sa théorie et sa contribution, et faire entendre sa voix sur les enjeux internationaux », selon Liu Yunshan, membre du Politburo chinois en charge de la propagande.

Le déploiement international des médias chinois s'est accéléré : l'agence officielle Xinhua (Chine nouvelle) a ouvert pas moins de 40 bureaux à l'étranger après 2009, portant le nombre total à 162. Un contraste avec la crise que traversent les médias occidentaux qui ont tendance à réduire leur présence internationale, trop coûteuse.

Les médias chinois multiplient également leur visibilité internationale, y compris là où on ne les attendrait pas. Xinhua a loué un panneau lumineux géant pour diffuser ses informations sur le célèbre carrefour Times Square de New York, et le *China Daily*, le quotidien officiel pékinois en anglais, produit des suppléments encartés moyennant finances dans des journaux comme *Le Figaro* en France ou le *Washington Post* aux États-Unis. Des initiatives à l'impact difficile à évaluer. Pour sa part, selon l'agence Reuters, la radio d'État *Radio Chine Internationale* contrôle indirectement 33 stations de radio dans 14 pays dont les États-Unis, dans le but de valoriser l'image de la Chine.

La propagande n'empêche pas non plus de soigner la forme, au contraire. Le site d'informations *Sixth Tone*, en anglais, ne dépareillerait pas à côté de ses équivalents américains ou européens : design épuré, ton branché et direct, sujets de société... Il s'agit pourtant d'un des sites du Parti communiste chinois destinés au public international.

Mais si la Chine fait des concessions sur la forme, elle ne lâche rien sur le fond. Le « Document n° 9 » du Parti communiste diffusé en interne en 2013, peu après l'accession de Xi Jinping au poste suprême, liste les « fausses tendances, positions et activités idéologiques » à combattre, parmi lesquelles « le journalisme à l'occidentale ».

La journaliste française Anne Soëtemondt, qui a passé un an en tant qu'« expert étranger » au service francophone de Radio Chine Internationale, explique la vision chinoise du journalisme : « La propagande, dit-elle, consiste à diffuser de l'information positive. Ils éludent juste les informations qu'ils ne veulent pas voir passer<sup>40</sup>. » La Chine promeut ce « journalisme positif » en particulier dans le monde en développement, notamment en Afrique, terrain de conquête privilégié.

**« Le but fondamental est d'adhérer strictement au leadership du Parti. »**

***Xi Jinping lors d'une visite aux médias d'État chinois en 2016***

La Chine a également investi considérablement à Hollywood, par l'intermédiaire de ses puissants groupes privés, le conglomérat Wanda,

ou les géants d'Internet Alibaba et Tencent. Les Américains ont été trop heureux de leur ouvrir les portes, espérant s'assurer ainsi un meilleur accès au marché protégé du cinéma chinois, dont le box-office ne cesse de croître.

Comme le souligne Vincent Dozol, ces investissements se sont faits « au prix de quelques concessions : changer les dialogues d'un film pour plaire à Pékin, modifier le scénario d'un autre pour faire de la Chine la première puissance mondiale, s'assurer que les envahisseurs de tel autre film ne soient plus chinois mais nord-coréens, etc.<sup>41</sup> ».

Le cinéma fait partie des obsessions du pouvoir chinois. Il observe depuis longtemps le succès du cinéma indien de Bollywood dans de nombreuses parties du monde en développement et régulièrement en Chine même, un élément du *soft power* indien. Le cinéma chinois ne parvient pas à générer le même impact, à de très rares exceptions près.

Dans les médias ou sur grand écran, la Chine espère parvenir à construire l'image harmonieuse d'un pays amical. Elle ne compte pas les milliards pour y parvenir un jour.

# FOCUS

Plusieurs éditeurs en ligne de textes académiques ont été soumis à des pressions de Pékin en 2017 pour expurger de leurs sites des travaux portant sur des sujets sensibles, comme la répression de Tian'anmen ou le Tibet, sous peine d'être bannis en Chine. L'allemand Springer et le britannique Cambridge University Press ont accepté de se plier aux conditions de Pékin, avant de renoncer lorsque cette information a provoqué un tollé dans la communauté des chercheurs et des universitaires. L'affaire a suscité une vive inquiétude.

## LES RADIOS CHINOISES DANS LE MONDE



---

---

---

Qu'elle soit ancienne ou récente, économique, politique ou éducative, l'émigration chinoise est un facteur non négligeable dans l'internationalisation de la Chine. Avec plus de 50 millions de personnes concernées, soit l'équivalent d'un gros État européen, la diaspora chinoise est la plus importante au monde, présente sur tous les continents.

Pendant longtemps, une guerre idéologique a opposé Pékin et Taipei au sein de ces communautés chinoises proches ou lointaines, afin de marquer des points contre l'« autre » Chine. Toujours présente, cette rivalité s'est estompée sous le poids économique de la République populaire de Chine.

Pékin a su habilement cultiver des réseaux au sein des communautés chinoises, en particulier en Asie où elles ont été associées à son décollage économique. *Les tycoons* chinois de Hong Kong et d'Asie du Sud-Est ont été parmi les premiers à investir, par « patriotisme » et par pression « amicale », autant que par intérêt, dans la Chine post-maoïste, permettant ainsi d'amorcer la transformation de l'économie chinoise.

Ces communautés, aux États-Unis, en France où se trouve la plus importante d'Europe, dans la zone Asie-Pacifique, et depuis peu en Afrique, se sont transformées. Aux premiers immigrants chinois des années 1820, arrivés en Amérique lors de la « ruée vers l'or », ou en France pendant la Première Guerre mondiale pour remplacer les hommes partis au front, se sont ajoutées des populations très diverses. La principale distinction oppose les « Huaqiao », c'est-à-dire ceux qui ont aujourd'hui la nationalité de la République populaire, aux « Huayi », Chinois ethniques mais qui n'en ont pas la nationalité.

En France, l'importante communauté chinoise est ainsi partagée en groupes très différents : une ancienne immigration du sud de la Chine, et en particulier de la région de Wenzhou ; des Chinois « d'outre-mer » partis d'Indochine et arrivés en masse lors de la crise des « *boat people* » dans les années 1970 ; une immigration du nord de la Chine à la suite des restructurations industrielles chinoises des années 1990 et 2000 ; et enfin des milliers d'étudiants et d'entrepreneurs de l'ère de la Chine émergente. Ces groupes disparates forment une communauté sans unité, qui, souvent, ne parle pas la même langue, mais reste attachée à une culture forte.

Une nouvelle dimension à cette présence chinoise dans le monde est apparue avec le développement économique : des centaines de milliers d'étudiants sont partis étudier à l'étranger, encouragés par le gouvernement ou par leurs familles. Selon le ministère chinois de l'Éducation, plus de 520 000 étudiants chinois sont partis à l'étranger en 2015, et près d'un million d'entre eux au total se trouveraient dans les universités principalement américaines, mais aussi européennes.

**« Les sentiments d'amour et de passion pour la mère patrie coulent dans le sang de toute personne ayant des ancêtres chinois. »**

***Le Premier ministre, Li Keqiang, en 2016***

Signe de l'attractivité chinoise accrue, un nombre croissant de ces étudiants retournent en Chine une fois leurs études terminées, là où, au début de l'ouverture des frontières, beaucoup restaient dans leur pays d'étude pour entrer dans la vie active, parfois pour toujours. Dans la décennie 2010, la proportion de ceux qui reviennent en Chine est d'environ 70 à 80 %, en forte hausse par rapport à la période précédente. Les perspectives de carrière en Chine, doublées d'un climat économique morose en Occident après la crise financière de 2008-2009, ont contribué à pousser les étudiants à revenir. La sociologie de ces étudiants, souvent la deuxième génération de familles aisées ou appartenant à la nouvelle classe moyenne, leur permet d'envisager un retour sans incertitude économique.

La Chine a également développé des programmes très attractifs pour ses étudiants à l'étranger, afin de faire revenir les talents. Des incubateurs spécialisés, des écoles bilingues, des prêts à taux réduits,

etc. : tout est fait pour faciliter l'insertion de ces Chinois qui ont connu un autre environnement culturel et ne veulent pas perdre cet avantage.

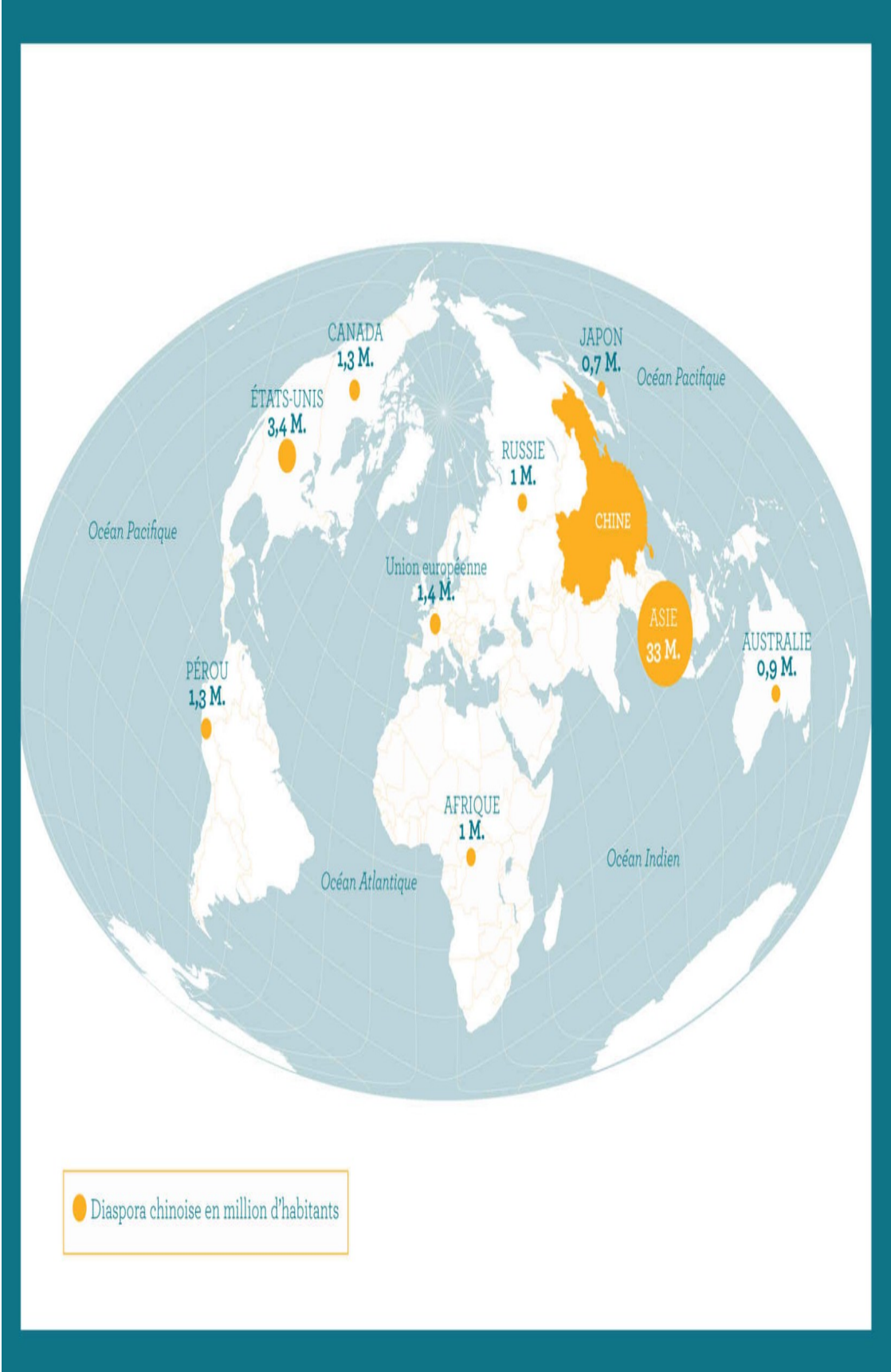
Enfin, principalement en Afrique, des centaines de milliers de Chinois ont été attirés par le développement des échanges entre la Chine et le continent noir. Le plus souvent arrivés à la faveur d'un chantier, ils restent sur place à la fin de leur contrat et se lancent à leur compte. D'autres sont venus directement, sans véritablement connaître l'Afrique, mais ont réussi à s'y faire une place en profitant des réseaux de leurs compatriotes et d'un talent commercial indéniable.

Pour la Chine, cette diaspora active et ambitieuse constitue un atout considérable. C'est aussi une responsabilité que la Chine commence à assumer, avec un risque sécuritaire croissant, des frictions régulières avec les populations ou les autorités des pays d'accueil ; des responsabilités qui vont de pair avec le statut de grande puissance.

# FOCUS

Wenzhou, une métropole de plusieurs millions d'habitants située à 500 km au sud de Shanghai, dans la province du Zhejiang, est la région d'origine des deux tiers des quelque 600 000 Chinois vivant en France. Cette immigration ancienne s'est poursuivie tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, en France et dans une partie de l'Europe occidentale. Wenzhou a une culture d'entreprise très réputée en Chine, qui se manifeste aussi en diaspora : les « Wenzhous » sont les plus actifs au sein de la communauté chinoise de France.

## LA DIASPORA CHINOISE DANS LE MONDE



---

---

---

Dans l'ère de Xi Jinping, le pouvoir chinois s'appuie sur trois piliers : le marxisme-léninisme, dont le Président réaffirme régulièrement le caractère central, et dont l'étude a été renforcée pour les cadres du Parti ; le confucianisme, réhabilité après l'ostracisme de la période maoïste, et qui permet à la Chine de retrouver ses racines ; enfin, et peut-être surtout, le nationalisme, exalté comme jamais pour célébrer les succès de la « revitalisation chinoise ».

Le nationalisme peut sembler *a priori* contradictoire avec l'internationalisme prôné par le marxisme qui reste l'idéologie officielle du régime, même si c'est loin d'en être la pratique. Mais à écouter le long rapport du numéro un chinois, Xi Jinping, au <sup>xix</sup><sup>e</sup> Congrès du PCC en octobre 2017, on saisit le lien entre les trois piliers de la pensée officielle.

Se superposent, dans la présentation du secrétaire général du PCC, le programme du Parti communiste dont le centenaire de la fondation sera célébré en grande pompe en 2021, la « revitalisation chinoise » qui devrait être aboutie à temps pour un autre anniversaire symbolique, le centenaire de la naissance de la République populaire, en 2049, et l'émergence de la Chine comme première puissance mondiale au <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle.

Le « rêve chinois », vanté comme un concept marketing par le président chinois, est la réplique du « rêve américain » qui a dominé le <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle. Il valorise l'identité chinoise pour lui redonner la fierté et l'orgueil que le « siècle d'humiliation » subi par la Chine depuis son choc avec l'Europe au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle avait, selon Pékin, transformé en soumission et en complexe d'infériorité.

Pour y parvenir, le Parti communiste chinois tourne le dos aux « valeurs universelles », considérées comme une fabrication de

l'Occident, et que Pékin semblait progressivement accepter, au moins dans le discours. Désormais, on fait la chasse aux « valeurs occidentales » dans les universités, les programmes de télévision, la littérature, les récits historiques...

En janvier 2015, lors d'une conférence sur « le travail idéologique et de propagande dans l'enseignement », le ministre chinois de l'Éducation, Yuan Guiren, a ordonné aux professeurs d'université chinois d'« éviter à tout prix de disséminer les valeurs occidentales dans les amphithéâtres. Les forces ennemies, a-t-il ajouté, ont accru leurs infiltrations de manière discrète. »

En 2014, c'est le doyen de l'académie des Sciences sociales chinoises, Wang Weiguang, qui affirmait que les valeurs universelles étaient une « infiltration idéologique » occidentale, destinée à saper le pouvoir du Parti, « ce qui amènera de nouveau la Chine à devenir une colonie des pays capitalistes avancés ».

Ce type de discours correspond aux recommandations secrètes du « Document n° 9 » du Parti communiste chinois, émis en 2013, peu après l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping<sup>42</sup>. Le document liste « sept dangers » venus d'Occident que le Parti doit combattre, à commencer, justement, par les « valeurs occidentales », la « démocratie constitutionnelle occidentale », l'indépendance des médias, le concept de société civile, le « nihilisme », et même la critique de l'histoire du Parti communiste lui-même.

Cette « sinisation » est une nouvelle tentative de contredire les « valeurs universelles », pourtant au cœur de l'Organisation des Nations unies à laquelle adhère la Chine. Au début des années 2000, Pékin avait même signé le Pacte de l'ONU sur les droits civils et politiques pour répondre aux pressions internationales ; mais elle ne l'avait jamais ratifié. Désormais, elle lui tourne le dos.

Auparavant, la Chine avait été séduite par les « valeurs asiatiques » mises en avant dans les années 1980 et 1990 par le fondateur de Singapour, Lee Kuan Yew, qui avait fait école à travers l'Asie. Deng Xiaoping avait rendu visite à Lee Kuan Yew en 1978, un mois avant de prendre la tête de la Chine avec un programme économique pragmatique. Son lointain successeur, Xi Jinping, a reconnu l'apport de Singapour et de Lee Kuan Yew au modèle méritocratique chinois.

« Les forces hostiles internationales intensifient leur complot stratégique pour occidentaliser et diviser la Chine. »

*Le président Hu Jintao, en 2011*

Depuis que la Chine a pris de l'assurance, et surtout depuis l'ascension de Xi Jinping en 2012, tous les signes d'occidentalisation sont sévèrement combattus. L'embryon de société civile né dans la décennie précédente, avec des avocats indépendants, des ONG environnementales ou contre le sida, des blogueurs impertinents, a été brisé, au nom de la lutte idéologique.

Ce nationalisme maîtrisé diffusé par le pouvoir lui échappe parfois, en particulier sur Internet où les poussées de fièvre sont fréquentes, contre le Japon, attisé par le souvenir de la Seconde Guerre mondiale, ou contre tous les « traîtres » à la patrie. Le nationalisme sert le pouvoir chinois tant qu'il parvient à le contrôler ; tant, aussi, qu'il promeut le « rêve chinois » de puissance et de grandeur, en Chine et dans le monde.

# FOCUS

Lorsque le dessin animé *Kung Fu Panda* est sorti sur les écrans chinois, le sang de l'artiste Zhao Bandi n'a fait qu'un tour. L'objet de sa colère : ce sont les Américains de Dreamworks qui ont produit les aventures de l'animal fétiche du pays, et pas des Chinois. Zhao Bandi, dont le travail repose sur des dialogues avec une peluche panda, a vainement tenté de lancer sur le Web un boycott du film. Cela n'a pas été assez pour bloquer l'« outrage » : tout juste a-t-il réussi à retarder la sortie du film à Chengdu, capitale de la province des pandas...

## LE CHOC DES VALEURS SELON PÉKIN



#### Valeurs occidentales

- La démocratie constitutionnelle
- Les valeurs universelles des droits de l'homme
- La liberté de la presse
- Le concept de société civile
- Le nihilisme
- La critique de l'idéologie communiste

#### Valeurs asiatiques

- L'État de droit
- L'Économie de marché et le libre échange
- L'intervention de la puissance publique
  - dans le domaine économique et sociale (en protégeant le secteur privé de la concurrence, en améliorant les conditions de vie, en prônant la frugalité et la discipline...)
  - dans le domaine de l'éducation
- La morale confucéenne

## NOTES

1. Mark Leonard, *Que pense la Chine ?*, Plon, Paris, 2008.
2. Texte intégral du rapport de Xi Jinping au XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois, agence Xinhua en français, 3 novembre 2017.
3. François Joyaux, préface à René Grousset, *Histoire de la Chine*, Payot, Paris, nouvelle édition 1994.
4. Jean-François Billeter, *Chine trois fois muette*, Allia, Paris, 2000.
5. Jean-François Billeter, cité par Pierre Haski in « Chine : le sacre de Xi Jinping ou le retour d'une conception impériale du pouvoir », [nouvelobs.com](http://nouvelobs.com), 25 octobre 2017.
6. Philip A. Kuhn, *Les origines de l'État chinois moderne*, traduit et présenté par Pierre-Étienne Will, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1999.
7. René Grousset, *Histoire de la Chine*, Payot, Paris, 1994.
8. Jean-Philippe Béja, *À la recherche d'une ombre chinoise. Le mouvement pour la démocratie en Chine (1919-2004)*, Seuil, coll. « L'Histoire immédiate », Paris, 2004.
9. Simon Leys, *Essais sur la Chine*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », Paris, 1998.
10. Selon la formule de François Bougon, auteur de *Dans la tête de Xi Jinping*, Actes Sud, Arles, 2017.
11. Entretien avec Anne Cheng, titulaire de la chaire d'histoire intellectuelle de la Chine au Collège de France, *Le Monde* du 7-8 août 2016.
12. Zhang Liang, *Les archives de Tiananmen*, présentation de Jean-Philippe Béja, Le Félin, Paris, 2004.
13. Jean-Louis Rocca, *La société chinoise vue par ses sociologues*, Sciences Po Les Presses, Paris, 2008.
14. *Ibid.*
15. La formule est du politologue Minxin Pei, professeur à l'université Claremont McKenna, en Californie, auteur de *China's Crony Capitalism* (Harvard University Press, Cambridge, 2016),

« le capitalisme de connivence », sur les liens incestueux entre économie et politique en Chine.

16. Entretien au *Monde*, le 17 février 2017.

17. Emmanuel Lincot, historien de la culture chinoise, « Les industries culturelles en Chine. Enjeux et perspective », revue *Monde chinois*, n°41, 2015.

18. Laëtitia Guilhot, du Centre de recherche en économie de Grenoble, « Le nouveau modèle de croissance de l'économie chinoise, un moyen pour relever le défi de la trappe à revenu intermédiaire ? », conférence prononcée aux xxxi<sup>e</sup> journées ATM, « Le bilan des objectifs du millénaire pour le développement 15 ans après : réduction de la pauvreté et/ou montée des inégalités ? », juin 2015. Archive disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01165405>

19. Selon la chercheuse française Chloé Froissart, « Le Parti communiste chinois fait la chasse au petit peuple », *Le Monde*, 13 décembre 2017.

20. Chloé Froissart, *La Chine et ses migrants, la conquête d'une citoyenneté*, Presses universitaires de Rennes, 2013.

21. Voir l'étude de la spécialiste de la démographie chinoise Isabelle Attané, *La Chine à bout de souffle*, Fayard, Paris, 2016.

22. Isabelle Attané, *op. cit.*

23. Benoît Vermander, *Les mandariniers de la rivière Huai. Le réveil religieux de la Chine*, Desclée de Brouwer, Paris, 2002.

24. Fareed Zakaria, *The Post-American World*, Norton and Company, New York, 2008.

25. Graham Allison, *Destined for War : Can America and China Escape Thucydides's Trap ?*, Houghton Mifflin Harcourt, Boston, 2017.

26. Stéphanie Balme, Daniel Sabbagh, *Chine/États-Unis, fascinations et rivalités*, Autrement, Paris, 2008.

27. Michel Beuret et Serge Michel, *La Chinafrique : Pékin à la conquête du continent noir*, Grasset, Paris, 2008.

28. Jean-François Di Meglio, « Chine-Afrique, le désenchantement », *Le Monde*, 4 décembre 2015.

29. Kemal Kirişci et Philippe Le Corre, « The new geopolitics of Central Asia, China vies for influence in Russia's backyard », The Brookings Institution, Washington D.C., États-Unis, janvier 2018.

30. Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares*, Les liens qui libèrent, Paris, 2018.
31. Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*, Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni, 2017.
32. Pascal Riché, « Un pôle Nord *made in China* », Le Nouvel'Obs, Paris, 23 novembre 2017.
33. Nabil Wakim, « À Yamal, sur le chantier le plus froid du monde », Le Monde, 10-11 décembre 2017.
34. Katrin Bennhold, « What Is the Beijing Consensus ? », *The New York Times*, 28 janvier 2011.
35. John Markoff et Matthew Rosenberg, « China works at making its weapons smarter », *The New York Times*, 6 février 2017.
36. Michael S. Schmidt et David E. Sanger, « Charges touch a shadowy world in China », *The New York Times*, 23 mai 2014.
37. Peter Singer et August Cole, *Ghost Fleet : a Novel of the Next World War*, Houghton Mifflin Harcourt, Boston, États-Unis, 2015.
38. Joseph S. Nye, « China's *soft power* deficit », *Wall Street Journal*, 8 mai 2012.
39. Joseph S. Nye, « China's soft and *sharp power* », *Project Syndicate*, 4 janvier 2018.
40. Laura Silver, « How people in Asia-Pacific view China », Institut Pew, [www.pewresearch.org](http://www.pewresearch.org), 16 octobre 2017.
41. Anne Soëtemondt, *J'ai travaillé pour la propagande chinoise*, Éditions du Moment, Paris, 2011
42. Vincent Dozol, « Hollywood à l'heure chinoise », *La Revue du Crieur*, N° 6, Paris, 2017..
43. Chris Buckley, « China warns of 7 perils that come from West », *The New York Times*, 20 août 2013.

## **BIBLIOGRAPHIE**

Séverine ARSÈNE, *Internet et politique en Chine*, Karthala, Paris, 2011

Isabelle ATTANÉ, *La Chine à bout de souffle*, Fayard, Paris, 2016

Stéphanie BALME, Daniel SABBAGH, *Chine/États-Unis, fascinations et rivalités*, Autrement, Paris, 2008

Jean-Philippe BÉJA, *À la recherche d'une ombre chinoise. Le mouvement pour la démocratie en Chine (1919-2004)*, Seuil, coll. « L'Histoire immédiate », Paris, 2004

Richard BERAHA (dir.), *La Chine à Paris, enquête au cœur d'un monde méconnu*, Robert Laffont, Paris, 2012

Marie-Claire BERGÈRE, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, Fayard, 2013

Jean-François BILLETTER, *Chine trois fois muette*, Allia, Paris, 2000

Jean-Joseph BOILLOT, Stanislas DEMBINSKI, *Chindiafrique : la Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain*, Odile Jacob, Paris, 2013

François BOUGON, *Dans la tête de Xi Jinping*, Actes Sud, Arles, 2017

Anne-Marie BRADY, *China as a Polar Great Power*, Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni, 2017

Jean-Pierre CABESTAN, *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?*, Gallimard, 2018

Duncan CLARK, *Alibaba, l'incroyable histoire de Jack Ma, le milliardaire chinois*, François Bourin, 2017

Jean-Luc DOMENACH, Philippe RICHER, *La Chine 1, 1949-1971*, Points, Paris, 1995

Jean-Luc DOMENACH, Philippe RICHER, *La Chine 2, De 1971 à nos jours*, Points, Paris, 1995

Alice EKMAN (dir.), *La Chine dans le monde*, CNRS éditions, Paris, 2018

Alain FRACHON, Daniel VERNET, *La Chine contre l'Amérique*, Grasset, Paris, 2012

Howard FRENCH, *China's Second Continent, How a Million Migrants Are Building a New Empire in Africa*, Alfred A. Knopf, New York, États-Unis, 2014

Chloé FROISSART, *La Chine et ses migrants, la conquête d'une citoyenneté*, préface de Jean-Philippe Béja, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2013

Adrien GOMBEAUD, *Dans les pas du Petit Timonier*, Seuil, Paris, 2013

René GROUSSET, *Histoire de la Chine*, préface de François Joyaux, Fayard, Paris, nouvelle édition 1994

Pierre HASKI, *Internet et la Chine*, Seuil, Paris, 2008

Pierre HASKI, *Le sang de la Chine. Quand le silence tue*, Grasset, Paris, 2005

Pierre HASKI, *Cinq ans en Chine*, Les Arènes, Paris, 2006

Marie HOLZMAN, Bernard Debord, *Wei Jingsheng, un chinois inflexible*, Bleu de Chine, Paris, 2005

Henry KISSINGER, *De la Chine*, Fayard, Paris, 2012

Philip A. KUHN, *Les origines de l'État chinois moderne*, présenté par Pierre-Étienne Will, EHESS, Paris, 1999

Mark LEONARD, *Que pense la Chine ?*, Plon, Paris, 2008

Simon LEYS, *Essais sur la Chine*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », Paris, 1998

Zhang LIANG, *Les Archives de Tiananmen*, présentation de Jean-Philippe Béja, Le Félin, Paris, 2004

Serge MICHEL et Michel BEURET, *La Chinafrique : Pékin à la conquête du continent noir*, Grasset, Paris, 2008

Yuri PINES, *L'invention de la Chine éternelle*, Les Belles Lettres, Paris, 2013

- Guillaume PITRON, *La guerre des métaux rares*, préface d'Hubert Védrine, Les liens qui libèrent, Paris, 2018
- Jean-Louis ROCCA (dir.), *La société chinoise vue par ses sociologues*, Sciences Po Les Presses, Paris, 2008
- Jacques SANCERY, *Confucius*, Cerf, Paris, 2009
- Thierry SANJUAN, *Atlas de la Chine*, Autrement, Paris, 2012
- David SHAMBAUGH, *China's Communist Party. Atrophy and Adaptation*, University of California Press, Ewing, États-Unis, 2008
- Philip SHORT, *Mao Tsé-toung*, Fayard, Paris, 2005
- Peter SINGER et August COLE, *Ghost Fleet : a Novel of the Next World War*, Houghton Mifflin Harcourt, Boston, États-Unis, 2015
- Anne SOËTEMONDT, *J'ai travaillé pour la propagande chinoise*, Éditions du Moment, Paris, 2011
- Benoît VERMANDER, *Les mandariniers de la rivière Huai, le réveil religieux de la Chine*, Desclée de Brouwer, Paris, 2002
- Liu XIAOBO, *La philosophie du porc*, présenté par Jean-Philippe Béja, Bleu de Chine-Gallimard, Paris, 2011
- Fareed ZAKARIA, *The Post-American World*, Norton and Company, New York, États-Unis, 2008

# INDEX

## **A**

Afrique, [6](#), [95](#), [108](#), [110](#), [112](#), [113](#), [119](#), [127](#), [137](#), [138](#), [140](#), [156](#), [165](#), [168](#), [169](#)

Aquino, Benigno, [103](#)

Asie, [6](#), [19](#), [73](#), [78](#), [80](#), [81](#), [82](#), [95](#), [99](#), [100](#), [102](#), [103](#), [118](#), [120](#), [127](#), [156](#), [158](#), [168](#), [173](#)

## **B**

Bergère, Marie-Claire, [158](#)

Bo Xilai, [27](#), [31](#), [39](#)

Bo Yibo, [27](#)

Bush, George W., [99](#)

## **C**

Chai Jing, [54](#)

Charles (prince), [84](#)

Chen Duxiu, [19](#)

Chen Shui-bian, [89](#)

Chiang Ching-kuo, [89](#)

Chirac, Jacques, [122](#)

Clinton, Bill, [99](#)

Confucius, [22](#), [24](#), [161](#), [162](#)

Corée du Sud, [95](#), [162](#)

## **D**

Défense, [19](#), [43](#), [52](#), [86](#), [103](#), [144](#), [147](#), [152](#)

De Gaulle, Charles, [126](#)

Deng Xiaoping, [19](#), [26](#), [27](#), [30](#), [31](#), [34](#), [36](#), [38](#), [43](#), [56](#), [60](#), [68](#), [70](#), [84](#), [94](#), [99](#), [173](#)

Droits de l'homme, [23](#), [42](#), [44](#), [82](#), [99](#), [123](#)

Duterte, Rodrigo, [103](#)

## E

États-Unis, [6](#), [39](#), [43](#), [52](#), [57](#), [86](#), [89](#), [98](#), [100](#), [102](#), [110](#), [111](#), [123](#), [132](#), [136](#), [138](#), [141](#), [144](#), [145](#), [149](#), [152](#), [153](#), [154](#), [162](#), [165](#), [168](#)

Europe, [6](#), [10](#), [15](#), [82](#), [95](#), [98](#), [111](#), [115](#), [119](#), [120](#), [122](#), [130](#), [137](#), [140](#), [141](#), [142](#), [157](#), [162](#), [168](#), [170](#), [172](#)

## F

France, [15](#), [48](#), [74](#), [86](#), [95](#), [110](#), [122](#), [141](#), [144](#), [146](#), [149](#), [156](#), [157](#), [161](#), [165](#), [168](#), [170](#)

## G

Gao Xingjiang, [48](#)

Gorbatchev, Mikhaïl, [31](#), [115](#)

## H

Hong Kong, [14](#), [56](#), [60](#), [73](#), [84](#), [86](#), [87](#), [168](#)

Huang Nubo, [131](#)

Hugo, Victor, [15](#)

Hu Jintao, [27](#), [30](#), [31](#), [38](#), [39](#), [94](#), [160](#)

Hussein, Saddam, [127](#)

## I

Internet, [64](#), [66](#), [67](#), [82](#), [148](#), [150](#), [164](#), [165](#), [173](#), [174](#)

Islam, [72](#), [73](#), [81](#)

## J

Jack Ma, [156](#), [158](#), [166](#)

Japon, [15](#), [18](#), [22](#), [57](#), [69](#), [88](#), [102](#), [103](#), [162](#), [173](#)

Jiang Qing, [32](#)

Jiang Zemin, [27](#), [35](#), [73](#)

Joseph Zen, [73](#)

Joyaux, François, [12](#)

## K

Kadhafi, Mouammar, [145](#)

Kissinger, Henry, [100](#), [136](#)

## L

Lamy, Pascal, [122](#)

Larre, Claude, [11](#)

Lee Kuan Yew, [173](#)

Lee Teng-hui, [89](#)

Liang Qichao, [19](#)

Li Keqiang, [31](#), [169](#)

Lin Piao, [22](#)

Liu Xiaobo, [19](#), [31](#), [42](#)

Liu Yunshan, [164](#)

Li Zhenfu, [131](#)

## M

Macron, Brigitte, [161](#)

Macron, Emmanuel, [95](#), [123](#), [141](#)

Mao Zedong, [7](#), [10](#), [11](#), [16](#), [19](#), [22](#), [24](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [34](#), [36](#), [39](#), [42](#), [68](#), [72](#), [76](#), [77](#), [80](#), [81](#), [88](#), [89](#), [90](#), [98](#), [114](#), [137](#), [161](#)

Matières premières, [95](#), [110](#), [126](#)

Mer de Chine du Sud, [7](#), [16](#), [95](#), [99](#), [102](#), [103](#), [104](#), [105](#), [115](#)

Mered, Mikaa, [130](#)

Modi, Narendra, [108](#)

Mo Yan, [48](#), [68](#)

Musk, Elon, [154](#)

## N

Nixon, Richard, [89](#), [98](#), [100](#), [161](#)

Nye, Joseph S., [160](#), [161](#)

## O

Obama, Barack, [138](#), [149](#)

## P

Pape François, [73](#)

Parti communiste chinois, [10](#), [14](#), [15](#), [19](#), [22](#), [23](#), [26](#), [27](#), [28](#), [30](#), [32](#), [35](#), [36](#), [39](#), [40](#), [47](#), [72](#), [74](#), [137](#), [146](#), [165](#), [172](#), [173](#)

Pékin, [42](#), [43](#), [46](#), [47](#), [52](#), [53](#), [57](#), [60](#), [61](#), [62](#), [64](#), [66](#), [69](#), [73](#), [74](#), [76](#), [77](#), [80](#), [81](#), [84](#), [85](#), [88](#), [89](#), [94](#), [95](#), [96](#), [98](#), [99](#), [100](#), [102](#), [103](#), [104](#), [107](#), [110](#), [111](#), [114](#), [115](#), [116](#), [118](#), [120](#), [122](#), [123](#), [124](#), [127](#), [128](#), [130](#), [131](#), [136](#), [140](#), [141](#), [145](#), [148](#), [149](#), [153](#), [160](#), [161](#), [162](#), [164](#), [165](#), [166](#), [168](#), [170](#), [172](#), [174](#)

Peng Liyuan, [32](#)

Poutine, Vladimir, [114](#), [115](#), [131](#)

## Q

Qianlong (empereur), [10](#)

## R

Ramo, Joshua Cooper, [136](#)

Rebiya Kadeer, [81](#)

Ricci, Matteo, [74](#)

Roger Zhang, [154](#)

Routes de la soie, [7](#), [82](#), [95](#), [107](#), [119](#), [123](#), [131](#), [143](#)

Russie, [6](#), [15](#), [98](#), [106](#), [116](#), [117](#), [118](#), [127](#), [131](#), [144](#), [149](#), [152](#)

## S

Schröder, Gerhard, [122](#)

Shanghai, [19](#), [26](#), [27](#), [48](#), [60](#), [61](#), [85](#), [94](#), [118](#), [149](#), [170](#)

Shinzo Abe, [103](#)

Snowden, Edward, [149](#)

Sun Yat-sen, [15](#)

Sun Zhengcai, [31](#), [40](#)

## T

Taiwan, [16](#), [20](#), [73](#), [88](#), [89](#), [90](#), [91](#), [99](#), [102](#)

Tchang Kai-chek, [88](#), [90](#)

Tchang Kai-chek, [16](#)

technologie, [19](#), [31](#), [64](#), [124](#), [150](#), [157](#)

Thatcher, Margaret, [84](#)

Tian'anmen, [15](#), [19](#), [26](#), [27](#), [43](#), [66](#), [99](#), [122](#), [166](#)

Tibet, [72](#), [76](#), [78](#), [80](#), [85](#), [166](#)

Trump, Donald, [6](#), [7](#), [52](#), [57](#), [95](#), [99](#), [131](#), [137](#), [141](#), [149](#)

## U

URSS, [102](#), [106](#), [114](#), [115](#), [118](#), [121](#)

## V

Vatican, [73](#)

## W

Wang Qishan, [31](#), [40](#)

Wang Weiguang, [173](#)

Wanli (empereur), [74](#)

Wei Jinsheng, [42](#)

## X

Xi Jinping, [7](#), [10](#), [11](#), [14](#), [22](#), [24](#), [27](#), [30](#), [36](#), [39](#), [40](#), [41](#), [43](#), [61](#), [64](#), [65](#), [85](#), [94](#), [95](#), [100](#), [104](#), [114](#), [115](#), [119](#), [137](#), [140](#), [141](#), [144](#), [145](#), [146](#), [154](#), [161](#), [164](#), [165](#), [172](#), [173](#)

Xinjiang, [73](#), [80](#), [81](#), [82](#), [85](#), [118](#), [119](#), [120](#)

Xi Zhongxun, [27](#), [30](#)

## Y

Yang Liwei, [152](#)

Yuan Guiren, [173](#)

Yu Dan, [24](#)

## Z

Zhao Bandi, [174](#)

Zhao Ziyang, [27](#)

# **TABLE DES ILLUSTRATIONS ET SOURCES**

## **L'empire du milieu**

Source : <https://www.voyager-en-asie.com/chine-monde-2/>

## **Les ports et villes de Chine ouverts aux étrangers par les « traités inégaux »**

Source : Wikipédia

## **Les disparités régionales en Chine**

Source : The Washington Post

## **Qufu, la ville natale de Confucius, dans la province du Shandong**

## **De Mao à Xi**

Source : AFP

## **Les huit hommes qui dirigent la Chine**

## **La structure sociale chinoise : hier et aujourd'hui**

Source : <https://www.nextbigfuture.com/2012/02/modest-hukou-reform-opens-doors-for.html>

## **L'augmentation du nombre d'enquêtes anticorruption après l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012**

Source : <https://www.chinalawtranslate.com/corruption-by-the-numbers/?lang=en>

## **La peine de mort dans le monde en 2016 : la Chine en tête**

Source : <https://www.hongkongfp.com/2017/04/11/china-executed-people-2016-countries-put-together-amnesty/>

## **La Chine leader du marché de l'art mondial**

Source : Le Parisien

## **La Chine moins dépendante du charbon**

Source : <https://ourfiniteworld.com/2016/06/20/china-is-peak-coal-part-of-its-problem/>

## **La courbe de la croissance chinoise, en net ralentissement**

Source : Les Échos, Wikipédia, Financial Times

## **La Chine compte plus de cent villes de plus d'un million d'habitants**

Source : The Guardian

### **La croissance du nombre d'utilisateurs d'Internet en Chine**

Source : <https://www.chinainternetwork.com/whitepaper/china-internet-statistics/>

### **La population de l'Inde en passe de dépasser celle de la Chine**

Source : Banque mondiale, Bureau du recensement des États-Unis

### **Les religions en Chine**

Source : <http://www.businessinsider.fr/us/new-religious-breakdown-in-china-14/>

### **Le « Tibet historique »**

Source : Frédéric Lenoir, Tibet, le moment de vérité, Plon, Paris, 2008

### **Le « Far West » de la Chine**

Source : Le Monde diplomatique

### **Hong Kong et le « continent » chinois**

Source : Les Échos

### **Taïwan, l'« autre » Chine**

Source : <http://www.lemoci.com/fiche-pays/taiwan/>

### **La Chine et ses voisins, beaucoup de différends frontaliers terrestres et maritimes**

Source : Atelier de cartographie de Sciences Po

### **Le déficit commercial américain avec la Chine depuis 2000**

Source : <http://www.international.se/ustrade2017.htm>

### **La « ligne à neuf traits » des revendications chinoises en mer de Chine méridionale**

Source : <https://legrandcontinent.eu/2018/02/02/en-mer-de-chine-meridionale-le-rapport-de-force-penche-un-peu-plus-en-faveur-de-xi-jinping/>

### **Les régions disputées et les tronçons de frontière contestés entre la Chine et l'Inde**

Source : <https://www.voanews.com/a/china-india-must-pull-back-troops-amid-border-standoff/3956339.html>

### **L'implantation chinoise en Afrique : pays par pays, le nombre d'accords signés**

Source : <https://www.howwemadeitinafrica.com/south-africa-gateway-chinas-investment-africa/58479/>

### **Deux géants côte à côte : la Chine et la Russie**

Source : <http://www.leap2020.net/russie-chine-mutations-davenir-en-siberie/?lang=en>

**La Chine et son nouvel environnement frontalier depuis l'éclatement de l'URSS : transformer un accident de l'histoire en opportunité**

Source : La Documentation française

**L'Allemagne, premier fournisseur européen de la Chine**

Source : Bruegel et Eurostat

**La Chine : un quasi-monopole sur les « terres rares » dans le monde**

Source : Guillaume Pitron, « La guerre des métaux rares », éd. Les liens qui libèrent, 2018

**Les nouvelles routes polaires rendues possibles par le réchauffement climatique**

Source : L'Obs

**Les puissances économiques dominantes : hier, aujourd'hui et demain**

Source : The Economist

**Les « nouvelles routes de la soie », maritime et terrestre**

Source : Bloomberg

**Évolution du budget de la défense chinois**

Source : <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=337>

**Les cyberattaques attribuées à la Chine entre 2006 et 2014**

Source : AFP

**Les dépenses spatiales dans le monde en 2017 : l'effort chinois par rapport aux autres puissances spatiales**

Source : The Times of India

**La croissance phénoménale de Huawei, le fabricant de smartphones et d'équipement télécom chinois**

Source : [http://www.chinadaily.com.cn/business/tech/2017-01/03/content\\_27842101.htm](http://www.chinadaily.com.cn/business/tech/2017-01/03/content_27842101.htm)

**Le déploiement de la « diplomatie du panda » à travers le monde en 2017**

Source : Le Monde

**Les radios chinoises dans le monde**

Source : Reuters

**La diaspora chinoise dans le monde**

Source : <http://greaterpacificcapital.com/chinas-overseas-population-leveraging-a-critical-asset/>

## Le choc des valeurs selon Pékin



Pour suivre toutes les nouveautés numériques du Groupe Eyrolles,  
retrouvez-nous sur Twitter et Facebook



Et retrouvez toutes les nouveautés papier sur



# Table of Contents

[Page de titre](#)

[Copyright](#)

[Sommaire](#)

[Introduction](#)

[Partie 1 – Les 10 principaux éclairages](#)

[Fiche 1 – Redevenir l'empire du milieu](#)

[Fiche 2 – Oublier le « siècle d'humiliation »](#)

[Fiche 3 – La longue marche de la modernité chinoise](#)

[Fiche 4 – Confucius, hier et aujourd'hui](#)

[Fiche 5 – Le parti communiste sans mao](#)

[Fiche 6 – Le culte du président xi jinping](#)

[Fiche 7 – L'essor de la classe moyenne](#)

[Fiche 8 – Le cancer de la corruption](#)

[Fiche 9 – Les droits de l'homme en jachère](#)

[Fiche 10 – La société du spectacle](#)

[Partie 2 – Les 10 principaux défis](#)

[Fiche 11 – L'environnement sacrifié](#)

[Fiche 12 – Changement de modèle économique](#)

[Fiche 13 – Maîtriser l'urbanisation](#)

[Fiche 14 – Contrôler internet](#)

[Fiche 15 – Démographie en berne](#)

[Fiche 16 – L'essor religieux](#)

[Fiche 17 – Indomptable tibet](#)

[Fiche 18 – Menaces au xinjiang](#)

[Fiche 19 – Hong kong la frondeuse](#)

[Fiche 20 – Taïwan : une ou plusieurs chine ?](#)

[Partie 3 – Les 10 principaux enjeux géopolitiques](#)

[Fiche 21 – Quel rôle international pour la chine ?](#)

[Fiche 22 – Avec les états-unis, la relation-clé du XXIe siècle](#)

[Fiche 23 – Face-à-face tendu en mer de chine](#)

[Fiche 24 – L'inde, l'« autre » géant d'asie](#)

[Fiche 25 – L'heure de la chinafrique](#)

[Fiche 26 – Un « amour » ambigu avec la russie](#)

[Fiche 27 – L'hinterland d'asie centrale](#)

[Fiche 28 – Quelles relations avec l'europe ?](#)

[Fiche 29 – L'obsession des matières premières](#)

[Fiche 30 – Objectif arctique](#)

[Partie 4 – Les 10 principaux leviers d'action](#)

[Fiche 31 – Le « consensus de pékin »](#)

[Fiche 32 – Les nouvelles routes de la soie](#)  
[Fiche 33 – L’armée chinoise : combien de divisions ?](#)  
[Fiche 34 – La chine prête pour le cyberspace](#)  
[Fiche 35 – L’espace, nouvelle frontière chinoise](#)  
[Fiche 36 – L’heure des multinationales chinoises](#)  
[Fiche 37 – Du soft power au sharp power](#)  
[Fiche 38 – La bataille médiatique](#)  
[Fiche 39 – L’atout de la diaspora](#)  
[Fiche 40 – La tentation nationaliste](#)

[Notes](#)

[Bibliographie](#)

[Index](#)

[Table des illustrations et sources](#)

